

L'Europe entre la monnaie et la politique

L'ORDRE du jour est à l'occasion de la conférence intergouvernementale, convoquée pour le fin de l'année sur l'union monétaire, devrait préparer une importante modification du traité de Rome pour créer (en 1996 ?) l'agence d'une Banque d'émission européenne.

Il se pourrait que, parallèlement à cette réunion aux objectifs considérables, s'ouvre une autre, consacrée à l'occurrence de l'union politique, encore dans la prime enfance. Telle est, en tout cas, l'intention désormais publiquement exprimée par le chancelier Kohl et le président Mitterrand. L'un et l'autre pourraient, dès le prochain sommet européen de Dublin, faire une proposition conjointe en ce sens. Selon les propos tenus jeudi soir par le chef du gouvernement de Bonn, l'ambition est d'ouvrir en vue de « la construction des États-Unis d'Europe ». Rien de moins. Cette initiative s'inscrit dans le droit fil du dessein grandiose nourri jadis par un homme aussi réaliste que Jean Monnet. Une preuve que l'idée ne relève pas seulement de l'utopie est peut-être à trouver dans la paradoxale conclusion suivante : dans les circonstances actuelles, elle apparaît comme une excellente occasion de ramener sur terre les futurs négociateurs européens.

Les sceptiques, ou les cyniques, feront peut-être remarquer que, en se déclarant « tout à fait opposé » à fixer dès maintenant une date-but pour les travaux de la conférence intergouvernementale, comme le voudrait le président de la République française (qui propose le milieu de 1991), le chancelier allemand a montré le bout de l'oreille.

En prenant parti pour les thèses fédéralistes maximalistes, M. Kohl ne chercherait-il pas, aussi, à gagner du temps et, plus encore, à diluer l'objet le plus concret du débat. Les partenaires de l'Allemagne se cachent à peine de leur désir d'amoindrir le poids du mark en lui substituant l'écu. Les élections en RDA ont convaincu plus que jamais les Allemands de la carte maîtresse que la sage politique monétaire de la Bundesbank a mise entre leurs mains.

CEPENDANT, faire d'une unification monétaire quasi immédiate et radicale de l'Europe des Douze le test principal de la bonne volonté générale, et surtout allemande, est dangereux. Le génie de la construction européenne, ce fut précisément de ne jamais mettre un pays membre devant un choix impossible. Le précédent le plus récent est celui de l'effacement de la TVA, sur lequel on n'a pas suffisamment insisté. Le projet d'harmonisation totale proposée par la Commission aurait conduit la France à renoncer à quelque cent milliards de recettes budgétaires. On se souvient avec quelle véhémence M. Michel Rocard s'opposa à ce projet. Il eut gain de cause, mais sa victoire signifia dans les faits que le grand marché « sans frontières » est repoussé au-delà de 1993. Beaucoup d'autres choses pourront cependant être faites entre-temps pour se rapprocher de l'objectif qui demeure.

Lire nos informations page 6

M 0147 - 331 0 - 4,50 F



Le congrès du FN et les états généraux de l'opposition

Le débat sur l'immigration menace les relations entre le RPR et les centristes

La réunion des états généraux de l'opposition consacrée à l'immigration, samedi et dimanche à Villepinte, risque de provoquer de nouvelles tensions entre le RPR et les centristes, surtout si le premier confirme son souhait de réserver aux citoyens français le versement des prestations sociales. Pendant ce temps, à Nice, le Front national tient son huitième congrès. Dans un entretien accordé au « Monde », M. Mégret affirme que le mouvement lepéniste n'a plus aujourd'hui « aucun intérêt à une alliance stratégique » avec le RPR et l'UDF.



Lire page 10 l'article d'Alain Rabat et l'entretien avec M. Bruno Mégret, membre du Front national

Camps nazis devenus staliniens

Les Allemands découvrent que les anciens camps de concentration furent utilisés après la guerre par les Soviétiques et le régime de la RDA

BERLIN
de notre envoyé spécial

A quelques kilomètres à peine de Berlin, la petite ville d'Oranienbourg fait désormais partie, depuis l'ouverture du mur, des circuits de promenade des Berlinois de l'Ouest en quête de grand air. A vrai dire, avec son château de peu d'intérêt, son parc encore encombré de baraquements militaires, elle n'a vraiment rien pour piquer la curiosité.

Seuls, aux carrefours, de discrets panneaux attirent l'attention, indiquant la présence d'un ancien camp de concentration nazi transformé par le régime communiste en lieu de recueilli-

l'état, avec son mur d'enceinte, ses miradors. La plupart des anciens baraquements ont disparu. On en a juste gardé quelques-uns pour les visiteurs, perdus dans un immense terrain parsemé çà et là de quelques stèles.

A l'entrée, un monument aux victimes du camp - juifs, Polonais, Soviétiques, résistants de l'Europe entière, - où, chaque année, de jeunes recrues de l'armée est-allemande venaient prêter serment de lutte contre le fascisme. Non loin, deux bâtiments servent de musée retraçant ce qu'avait été la lutte contre les nazis dans tous les pays d'Europe, et en Allemagne même.

Pas une allusion en revanche, rien pour rappeler que le camp,

une fois libéré par les troupes soviétiques, a également servi, sous la direction du NKVD, à internement des milliers de prisonniers allemands dont beaucoup y ont trouvé la mort.

La plupart des anciens camps situés à l'Est ont été fermés en 1948. Les trois derniers, Sachsenhausen, Buchenwald et Bautzen, ont fonctionné jusqu'en 1950. Il s'agissait officiellement de purger le pays de ses éléments les plus fanatiques, anciens SS, anciens fonctionnaires du régime nazi. Mais on n'était pas trop regardant sous Staline sur les « livraisons ». De nombreux innocents ont payé de leur captivité et souvent de leur vie le hasard ou les dénonciations.

HENRI DE BRESSON
Lire la suite page 3

Le gouvernement et les élections locales

M. Joxe veut modifier uniquement le mode de scrutin des cantonales

La relance de la décentralisation est souhaitée par tout l'échiquier politique. Fort de l'appui du président de la République, M. Pierre Joxe espère vaincre, d'ici la fin de l'année, les réticences des autres membres du gouvernement devant ses projets de déconcentration administrative. Le ministre de l'intérieur, s'il renonce, pour l'instant, à une modification du mode de scrutin régional, étudie la création d'un système conciliant maintien des cantons et proportionnelle pour l'élection des conseillers généraux.

Depuis des mois, M. Pierre Joxe voulait introduire la proportionnelle dans le mode d'élection des conseillers généraux, mais il se heurtait au farouche défenseur des cantons qu'est M. François Mitterrand (le Monde du 11 février). Depuis des mois, le ministre de l'intérieur voulait que la loi impose à des administrations centrales, arc-boutées sur leurs prérogatives, une déconcentration, tant promise depuis des années, mais son projet avait été enterré. Mitterrand étant ravi de pouvoir s'appuyer sur les réticences des autres ministres (le Monde du 7 février).

Vint l'oracle de Moulins. Célébrant le deux centième anniversaire de la création des départements, dans la préfecture de l'Allier le jeudi 22 mars, le président de la République a eu cette phrase : « J'approuve tout à fait les projets du ministre de l'intérieur » (le Monde du 24 mars). Le projet de loi de M. Joxe sur

« l'administration territoriale de la République » ressortit, comme par miracle, du tiroir. Pour manifester qu'il est tout à fait sur la même longueur d'onde que son ministre, M. Rocard a donc aussitôt décidé d'aller ouvrir, le 5 avril, le colloque organisé à Rennes par M. Joxe sur les nouvelles relations de l'Etat et des collectivités locales.

Mais le discours de Moulins a aussi montré que le président de la République a évolué sur le mode d'élection des conseillers généraux : s'il a redit qu'il faut maintenir les cantons, il a ajouté que les inégalités de représentation entre la ville et la campagne ne pouvaient être maintenues. Dans un entretien à l'AFP (publié le 29 mars), M. Joxe explique donc qu'il recherche « un système mixte ».

THIERRY BREMER
Lire la suite page 12

Fausse facture et amnistie

« La démocratie du non-lieu », par Edwy Plenel

page 14 - section B

Sida : les documents américains sur la découverte du virus

Notre dossier sur les enquêtes de l'institut du cancer des États-Unis

page 13 - section B

Les propositions du CSA

Le Conseil supérieur souhaite « apaiser » le paysage audiovisuel français

page 21 - section B

La polémique autour d'Airbus

Les responsables d'Airbus Industrie répondent aux attaques des pilotes français et de la presse indienne

page 25 - section C

La coopération franco-africaine

Un rapport à M. Michel Rocard

page 4

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32 - section C

Le dépit paysan

Au dernier congrès de la FNSEA, les agriculteurs se sont vivement opposés à leur ministre

Il avait bien préparé sa tirade. Raymond Lacombe. Au moment de la déclaration au ministre de l'agriculture, sa cible rapprochée, de sa voix parfois tonitruante, aux accents abrupts de l'Aveyron, la salle s'est tue pour mieux entendre éclater l'orage. « Monsieur le ministre, vous avez devant vous des syndicalistes en colère, parce que vous voulez porter atteinte à l'unité du syndicalisme agricole, leur bien le plus précieux. C'est un mauvais coup. Et je regrette que ce soit vous qui l'avez porté. Vous connaissez notre histoire. Il faut croire que le virus de la politique n'est pas bon pour la mémoire ».

Depuis la libération, la politique agricole française était une affaire de couple, la « copulation » étant l'Etat et le syndicalisme majoritaire, exclusivement

représenté par la FNSEA (et le CNJA pour les moins de trente-cinq ans), au nom de l'unité paysanne. Mais, début mars, le gouvernement a modifié la donne, en reconnaissant comme interlocuteur officiel la Confédération paysanne, de coloration socialiste, minoritaire dans le monde agricole.

« Vous avez fait le pari de nous diviser, c'est un pari que vous allez perdre », s'est écrié Raymond Lacombe. « Si vous détruisez le pacte tacite, qui est le fondement de nos relations, nous n'irons plus mouiller notre chemise à votre place, pendant que vous jouerez les Ponce Pilate. » Comme dans les ménages qui se déchirent, certains mots lâchés font que plus rien ne sera comme avant. Le président de la FNSEA n'a pas

épargné au ministre ses reproches de partenaire négligé, et il régnait, jeudi à Versailles, une atmosphère de séparation, sinon de rupture.

A M. Henri Nallet, visiblement plus ému qu'agacé, M. Lacombe dira plus tard : « Vous n'avez pas démontré que vous étiez le grand ministre dont l'agriculture a besoin ».

ERIC FOTTORINO

Lire la suite page 27 - section C

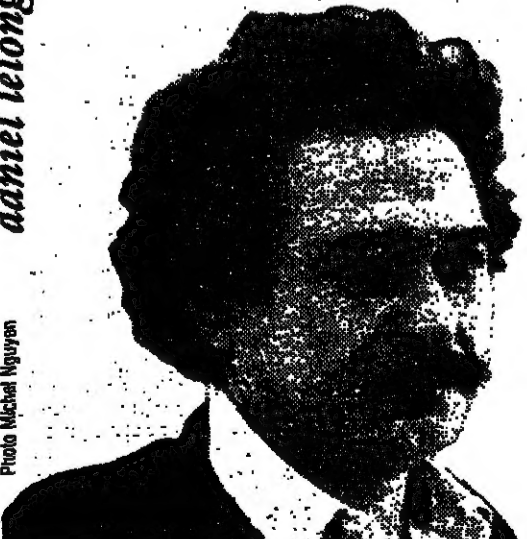
SANS VISA

Au Chili, une nuit dans la Voie lactée

La table : gastronomie du cigare ■ Jeux pages 17 à 20

daniel lelong éditeur

ODYSSÉE LAGUNAIRE



160 F

Jannis Kounellis

DÉBATS

Fichiers

Le spectre de Big Brother

par Bernard Herszberg

La tourmente soulevée par la publication au *Journal officiel* des textes organisant les fichiers informatiques de données dites « sensibles » est momentanément apaisée. Mais le spectre de Big Brother demeure et les questions restent entières.

L'une d'elles est assurément de se rendre plus apte à surveiller l'usage que le pouvoir fait de la police, à évaluer le contrôle que le citoyen peut exercer sur le pouvoir (son seul suffrage comme contre-pouvoir) et sur la police (inexistante) (cf. *le Monde*, 5 mars 1990, page 13). Mais il en est une autre.

« Le secret est au fond le plus intime de la puissance. L'acte d'épurer est secret par nature » (Canetti, *Masses et pouvoirs*).

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) est parfaitement bien fondée à dire, à propos du fichage, qu'en levant une petite part du secret (un ressort essentiel du pouvoir), en mettant quelque peu à jour le fonctionnement du parquet (décret du 2 février 1990, ministère de la justice) et de la police (décrets du 27 février 1990, ministère de l'intérieur) loin d'affaiblir les garanties dont pourrait disposer le citoyen, on les renforce.

Mais si on lit attentivement les textes, on découvre que le décret signé le 2 par MM. Rocard et Arpaillange diffère par un détail de l'un de ceux signés le 27 par MM. Rocard, Joxe, Chevènement et Le Pen : dans le premier sont évoquées les « origines raciales ou les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ou les appartenances syndicales... », alors que dans le second il est question de « l'origine ethnique en tant qu'élément de signalement, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou l'appartenance syndicale des personnes majeures... ». D'un texte à l'autre, ce n'est pas la CNIL qui s'est amendée, puisque son avis sur le texte du 2 février, daté du 5 décembre 1989, est postérieur à celui formulé le 6 septembre 1988 sur le texte du 27. Serait-ce donc que MM. Joxe, Chevènement et Le Pen ont été plus attentifs à ce qu'ils contresignaient que M. Arpaillange ? Le premier ministre, sans doute plus distrait (en rai-

son de sa charge ?), a signé les deux, sans remarquer le détail qui les différencie. Le 3 mars, M. Rocard, revenu de sa distraction, décide d'abroger les décrets du 27 février, mais pas celui du 2 où il est question des « origines raciales ». (Il convient de souligner ici que cette formulation est celle-là même de la loi du 6 janvier 1978 relative à « l'informatique, aux fichiers et aux libertés », en son article 31.)

Race, racial, raciste

« Ce que dit le concept de race, c'est un peu d'importance : selon les auteurs, il y aurait quatre races humaines, ou quinze, ou vingt-huit, ou même quarante-trois. Au lieu du concept de race, les biologistes utilisent de plus en plus le concept de population. Et quand on considère tout un ensemble de caractères biologiques, on constate que deux populations appartenant à une même « race », par exemple deux populations blanches, peuvent être plus différentes que deux populations appartenant à deux « races » différentes, par exemple une blanche et une noire. » (François Jacob, prix Nobel de médecine, *Racisme, science et pseudo-science*, UNESCO, 1982).

La cause est donc entendue. Si « chez l'homme les races n'existent pas » (Ruffié), laissons désormais le monopole de l'usage de cette terminologie aux sélectionneurs en espèces animales destinées à l'élevage et à la qualification des animaux de compagnie, reproduits endogamiquement pour leurs caractéristiques ou leur aspect, et bien entendu à ceux qui font profession d'opinions racistes.

Mais il court, il court, le mot « race ».

Quand, pour prendre la défense de la position adoptée par la CNIL, le vice-président délégué de la Commission, M. Cadoux, écrit (*le Monde*, daté 4-5 mars 1990, page 8) : « Ces fichiers ne permettent pas de constituer des fichiers raciaux, politiques, syndicaux... ne peuvent servir de base à un ciblage racial ou politique des Français », elle élit mieux fait d'écrire « fichiers racistes... », « ciblage raciste... », car tout donne relative aux « origines raciales... des personnes » (Loi informatique et

libertés, art. 31) est, par nature, raciste. Des fichiers constitués suivant les indications mentionnées aux décrets des 2 et 27 février ne pourraient en rien interdire les fichages auxquels la CNIL entend s'opposer. Serait-ce à son insu, car tout fichier informatique possède par construction un système d'entrées multiples. C'est un de ses avantages. En vue de garantir la sécurité de leurs concitoyens en cas d'une menace sur les libertés fondamentales, dans l'hypothèse – par exemple – d'un coup d'État à la Pinochet, le président de la République (art. 16 de la Constitution) ou le premier ministre, responsable de la sécurité des systèmes d'information (décret du 3 mars 1986), seraient-ils en mesure de neutraliser ces fichiers ?

La triade race-racial-raciste est indissociable. Les mots dépassent toujours les intentions de leurs locuteurs. Ce ne serait en somme qu'une façon de parler de « l'invoquer la race, comme on dit « Dieu », sans forcément y croire ». Donc seule l'intention ou l'intention, voire l'appartenance politique – à supposer qu'elle soit notoire – de celui qui parle serait de nature à faire le distinguo entre l'usage banal et autorisé du terme et son emploi raciste ? Les mots sont importants. Il en va de ces détails comme de certaines Baguettes. Attention ! Massacres !

Oui, les mots sont importants. Lisez, Gaulle, entendez Mitterrand, François Pasqua et Le Pen. En démocratie du moins, le pouvoir est au bout des mots. S'il n'est bien entendu pas au pouvoir du pouvoir de régler l'usage des mots dans la langue, il peut et doit veiller à leur bon emploi institutionnel.

Le législateur a commis une faute en 1978. Il a sans doute omis de prendre avis auprès des experts qui convenaient, dont plusieurs dans notre pays sont des fondateurs en cette matière : Jean Dauterive, François Jacob, prix Nobel de médecine, Claude Lévi-Strauss, Jacques Ruffié, professeurs au Collège de France, Albert Jacquard, directeur à l'Institut national des études démographiques.

Le président (M. Giscard d'Estaing à l'époque) qui a promulgué cette loi n'a pas été assez vigilant. La garde des sceaux (M. Arpaill-

lange), qui – en magistrat qu'il est – connaît le poids des mots et se propose de modifier le décret du 2 février (*le Monde* daté 11-12 mars, page 8), proposera-t-il aussi au gouvernement de faire amender la loi par le Parlement ? Il le peut. Il le doit. Le fera-t-il ?

Amender l'article 2 de la Constitution ?

« ... Le peuple français proclame... que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés » (Préambule de la Constitution de la République française, 1946).

C'est devenu aujourd'hui une contradiction dans les termes que de définir les droits de l'homme en évoquant la « race », serait-ce négativement.

Et c'est pourtant ce qu'a fait aussi l'Assemblée générale de l'ONU dans l'article 1 de la Déclaration universelle (1948).

Et c'est ce qu'a répété la Constitution de 1958 : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances » (Art. 2).

Ces textes devenus des références ne pouvaient bien évidemment pas anticiper la démonstration scientifique ultérieure de l'incapacité du concept de race pour l'espèce humaine.

Faut-il en conséquence modifier la rédaction de l'article 2 de notre Constitution ? Encore conviendrait-il d'en bien choisir le moment. Aujourd'hui, en pleine ascension du nombre des crimes racistes, de la multiplication des pogroms ailleurs, ce moment n'est-il pas venu ?

Quelle leçon de civisme républicain serait administrée à l'échelle du pays tout entier si le gouvernement proposait au Parlement de faire ratifier par référendum la suppression du mot « race » dans la Constitution de la France ? Politique-fiction ? Utopie.

» Bernard Herszberg est professeur à l'université Paris-XII et praticien à l'hôpital Henri-Mondor.

TRAIT LIBRE



Différence

Se faire un peu... arabe

par Jacqueline Chabbi

NOUS pensions que l'af faire dite du « voile islamique » avait enfin ouvert les yeux des pouvoirs publics sur l'urgence qu'il y a à aborder de front les problèmes d'éducation et de culture liés à la présence en France d'une importante population d'origine arabe.

Des consultations semblaient devoir être lancées. Des initiatives prises allant dans le sens d'une reconnaissance par nos concitoyens des valeurs que nous apporte cette culture, à travers une politique de valorisation et d'information, notamment sur le terrain de l'école laïque et républicaine : connaissance des cultures de l'immigration, enseignement des langues d'origine, etc. La presse en annonçait l'heure, se fiant à des déclarations faites au plus haut niveau. Des comités étaient réunis, des commissions mises sur pied, des calendriers dressés.

Puis le silence est retombé. Il aura fallu la mort de trois jeunes gens dans des circonstances odieuses pour qu'à nouveau on s'intéresse sur l'intégration au sein de la population française de communautés d'origine arabe.

Il est à craindre que cette brutale dramatisation ne soit à mettre sur le compte d'une trop grande inertie des pouvoirs publics dans la gestion de ce grave dossier et d'une approche qui consisterait à ne vouloir résoudre le problème que par l'effacement des traits spécifiques de cette identité censée se fonder dans une appartenance nationale indifférenciée, en faisant silence sur les réalités d'une culture bien vivante dans ses formes multiples et pas seulement religieuses.

Fantasmes racistes

Ni ce silence ni cet effacement ne nous paraissent à même d'aborder de face un problème de fond qui est celui des fantasmes racistes qui habitent, parfois en toute bonne conscience, l'esprit de nombre de nos concitoyens abusés par des discours simplistes qui occupent un terrain laissé vide.

Le crime raciste n'est en effet que la partie visible d'attitudes collectives sous-jacentes qui travaillent le corps social dans son ensemble comme l'ont montré les passions soulevées par le port d'un foulard par quelques jeunes filles. Il est le témoignage monstrueux du rejet massif d'une identité mal perçue et autorisant tous les amalgames.

Dans le domaine qui est le nôtre, celui de la recherche scientifique, de l'enseignement et de la formation, domaine crucial pour l'avenir, il nous semble que la meilleure façon de répondre au défi qui est lancé à notre société serait de développer dans les enseignements, de manière systématique, par le biais des instructions officielles, des programmes, des manuels et de la formation des maîtres,

une connaissance raisonnée et sereine de la culture arabo-islamique. Cela permettrait certainement de conjurer les risques qu'il ne faudrait pas sous-estimer d'une contre-violence qui viendrait répondre à la violence actuelle et qui risquerait de dresser les uns contre les autres des individus poussés à se déterminer, fût-ce en dépit d'eux-mêmes, par rapport à des appartenances collectives antagonistes, chacun étant sommé de choisir son camp.

Apartheid rampant

A l'heure où l'apartheid, là où il se pratique, est en voie d'extinction, allons-nous vers une politique d'apartheid rampant et d'assimilation mutilante, niant par là même les valeurs fondamentales dont est porteuse notre société en ses discours sur elle-même ?

Quant au bruit fait autour de la prétendue incapacité de l'islam à prendre sa place dans la société civile contemporaine, déduite de quelques citations hors contexte de textes sacrés que l'on voudrait déclarer porteurs de fanatisme et de totalitarisme, qu'il nous suffise de dire que, comme les textes fondateurs des autres grandes religions, le discours coranique s'inscrit dans la créativité de l'histoire et ne saurait être réduit à quelque idéologie qui prétendrait en produire une lecture exclusive.

Il y a autant de musulmans que d'islams, et parmi eux des musulmans... athées, comme se plaisait à le souligner récemment J.E. Bencheikh.

Les tentatives actuelles, sous l'égide de Pierre Joxe, d'organisation d'un islam français, qui vont certainement dans le bon sens, resteront cependant sans effet si elles ne s'accompagnent pas d'un ensemble beaucoup plus large d'initiatives et de mesures visant à faire connaître l'identité arabo-islamique sous ses aspects multiples : religieux certes, mais plus encore linguistiques, culturels, esthétiques et civilisationnels.

La conscience historique, de l'émir au toubib, jusqu'au méchoui des fêtes champêtres, sans compter les contributions majeures intégrées à notre patrimoine scientifique et technique, ne s'y est pas trompée. Elle a fait sien l'adage : « Enrichissons-nous de nos différences ».

Assumons-nous, en reprenant la formule du président de la République, soyons « un peu arabes » pour que les Arabes de France se sentent, eux, totalement français.

» Jacqueline Chabbi est maître de conférences à Paris-VIII et présidente de l'Association française des arabisants.

AU COURRIER DU Monde

Réponses à Robert Escarpit

Le communisme, la Pologne et la Hongrie

De nombreux lecteurs ont réagi aux propos de Robert Escarpit, « Demain, le communisme », paru dans « le Monde » du 14 Mars.

Opposant, à l'époque, du régime du régent Horthy, je ne suis que plus aise de rappeler qu'il est exagéré de déclarer au sujet de la Hongrie que « le communisme [l'avait tiré] du régime féodal et du régime d'avant-guerre et qu'il les événements tragiques de 1956 avaient permis de liquider au sein du parti dirigeant un certain nombre de contradictions ». En effet.

1) S'il y avait encore des séquelles féodales, principalement des grandes propriétés agraires, la Hongrie d'avant la seconde guerre mondiale n'était quand même pas un régime féodal. Même le « meilleur disciple hongrois » de Staline, le sinistre Matyas Rakosi, n'est jamais allé jusqu'à l'affirmer. Si l'évolution fut lente, la responsabilité en revient pour une part majeure aux puissances qui officient au démantèlement de la Hongrie (traité-diktat de paix du Trianon, 4 juin 1920).

2) Monsieur le professeur sera certainement étonné de lire que la première loi sur l'assurance sociale hongroise date de 1891, mais, basée sur la décentralisation, elle fut modifiée en 1907 dans le sens de la centralisation et de l'adjonction de l'assurance obligatoire contre les accidents du travail. Diverses extensions étant survenues au fil des années, la refonte se fit avec la loi sur les assurances ouvrières de 1927, complétée, en 1928, de l'assurance au bénéfice des invalides, vieillards, veuves et orphelins. La loi qui créa la caisse de secours aux ouvriers et domestiques agricoles date de 1900, avec des extensions au fil des années, même horthyistes. Ces conquêtes sociales furent acquises sous la pression du mouvement ouvrier, certes, mais sans les communistes.

3) Pour ce qui est de la dictature, il faut rappeler que le régime horthyiste – né certes dans la ter-

reur blanche » qui fit suite à la « terreur rouge » – toléra l'opposition, notamment le parti social-démocrate et le parti des petits propriétaires, sauf les communistes et les groupuscules d'extrême droite (croix flechées). Les communistes, dans l'entre-deux-guerres, n'étaient que quelques centaines en butte à des journaux. Par contre, une fois le communisme installé au pouvoir par l'armée rouge, en une dizaine d'années, n'fois plus de communistes furent exécutés et n'fois plus emprisonnés que durant les vingt-cinq années du régime horthyiste.

JOSEPH BAKONYI WINTZENHEIM

Robert Escarpit écrit que le régime communiste polonais qui vient de s'écrouler avait été mis en place par l'URSS dans un pays « dont l'attitude face au nazisme avait été douteuse ».

Pour mettre fin à ces doutes, je me permets de rappeler que la Pologne a, la première, tenu tête à Hitler, qu'elle a eu le plus grand

mouvement de résistance de l'Europe occupée, qu'elle seule n'a pas produit de Quisling, qu'elle a perdu 22 % de sa population et 40 % de ses biens matériels et qu'à la fin de la guerre, elle avait plus de soldats sur tous les fronts que la France.

ANDRZEJ KRZCZUNOWICZ
Paris

Faut-il avoir l'âme (ou, si l'on n'y croit pas, l'esprit et le cœur) de bois pour qualifier M. Lustiger « un des maîtres de la langue de bois », comme le fait Robert Escarpit ? Les « curés rétrogrades » de Pologne sont en bonne compagnie dans son mépris, eux qui un demi-siècle durant ont eu le courage de s'opposer à l'emprise totalitaire du nazisme d'abord, du communisme ensuite. Ils étaient nombreux dans les camps nazis – plus nombreux, sans doute, que les communistes polonais. Il est vrai que l'élite de ces derniers a été décimée déjà avant la guerre par Staline (dont

M. Escarpit apprécie « la vision historique »).

A aucun moment de la guerre, même après la découverte du charnier de Katyn, il ne s'est trouvé un mouvement politique en Pologne pour collaborer avec Hitler. Sur tous les fronts les forces polonaises ont continué le combat contre lui.

C'est ce que M. Escarpit appelle « une attitude d'attente face au nazisme avait été douteuse ».

Comment appeler son langage ?
MECZYSLAW TALARCZYK
Bruxelles

L'article de Robert Escarpit serait hilarant s'il n'était avant tout scandaleux, et déshonorant pour son auteur. Observer que les événements hongrois de 1956 « avaient permis de liquider au sein du parti dirigeant un certain nombre de contradictions » témoigne d'un solide aplomb : sans doute la politique de libéralisation menée par Imre Nagy – amnisties, abolition des camps d'internement, tolérance religieuse – faisait-elle partie de ces « contradictions » que l'orthodoxie marxiste ne pouvait supporter. Peu importe, aux yeux de Robert Escarpit l'écrasement sanglant d'une insurrection : les troupes soviétiques n'avaient d'autre but que de restaurer l'unité doctrinale du parti.

Que la pire brutalité armée puisse sauver la cohérence intellectuelle, voilà un bel exemple de la dialectique maniée par Robert Escarpit. Autre exemple, non moins édifiant : « Plus durable et plus résistante (...) sera la marque du socialisme implantée dans les institutions et les mentalités, même à travers des pratiques politiques aberrantes ». L'aveuglement du parti-pris laisse perçoir. L'aberration des pratiques politiques marxistes n'est nullement un épiphénomène, une dégénérescence occasionnée par les circonstances historiques : elle tient, comme l'ont montré les théoriciens de l'autoritarisme, au corps doctrinal lui-même, au fantasme d'une société sans classes. PIERRE MARI
Aix-Marseille

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1992-1995)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Salse

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 03

Tél. : (1) 42-47-87-27

Télécopieur : (1) 46-23-08-81 ; Telex 660572 F MONDIPAR

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-80-30-00

Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 281311 F MONDISIR

ÉTRANGER

RDA : entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates

Un accord se dessine sur la formation d'une « grande coalition »

La grande coalition entre les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates est-allemands, souhaitée par le chancelier Kohl à Bonn pour former le premier gouvernement non communiste de RDA, prend contour. Le premier contact officiel entre dirigeants des deux partis, jeudi 29 mars à Berlin-est, dans l'assemblée de la CDU locale, a confirmé un large accord sur ce qui pourrait former la trame d'un programme gouvernemental.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Entre le pasteur Markus Meckel, qui assure la direction du SPD en l'absence de son président, Ibrahim Bohme, et le vice-président de l'union des églises évangéliques de RDA, l'austrien Lothar de Maizière, qui préside aux destinées du parti chrétien-démocrate, le courant n'a manifestement pas trop de mal à passer.

L'unification allemande une fois posée comme objectif, reste à savoir comment l'on y va, par rapport aux voisins, il y a peu ou pas de différences. M. de Maizière, dont le parti était membre jusqu'en décembre dernier de l'ancien bloc national autour du parti communiste et à ce titre était représenté au gouvernement, s'est toujours prononcé pour le respect

des traités, il est favorable à une reconnaissance de la frontière Oder-Neisse avec la Pologne, mais aussi à la prise en compte des intérêts soviétiques en matière de sécurité. Il a exclu après la victoire de son parti aux élections du 18 mars l'extension du champ de l'organisation militaire intégrée de l'otan au territoire de la RDA.

En matière économique et sociale, les points de vue ne sont pas si éloignés que la dureté de la campagne aurait pu le laisser croire. Les principes posés en début de semaine par le parti social-démocrate pour la défense des droits des citoyens de RDA dans une négociation avec la RFA, sont largement acceptables par la CDU de l'Est.

Les changements constitutionnels

Les résultats de ces premiers contacts devaient être évalués vendredi par le groupe parlementaire social-démocrate avant qu'une décision soit prise d'ouvrir ou non des négociations officielles. Une grande coalition permettrait à M. de Maizière, candidat à la présidence du gouvernement, de disposer des deux-tiers des voix nécessaires à la chambre du peuple pour opérer les changements constitutionnels nécessaires à toute marche en avant vers l'unification. Bien que sorti des urnes avec 21 % des voix seulement, le SPD tient en main l'une des clés de la majorité consti-

tutionnelle. L'appoint doit être apporté soit par les deux autres petites formations de l'alliance électorale conservatrice, le nouveau Démocrate et l'Union sociale allemande, soit par les libéraux.

L'Union sociale allemande, constituée sous l'égide de la CSU bavaroise, l'aile droite de la coalition gouvernementale ouest-allemande, est le principal obstacle à la formation de la grande coalition. Avec ses 6 %, et forte de l'appui des Bavarois, elle a fait monter les enchères, exigeant trois portefeuilles, dont celui de l'intérieur, ainsi que la présidence de l'Etat ou du parlement pour son président, le pasteur Hans Wilhelm Ebeling.

Malgré leurs maigres 5 %, les libéraux pourraient constituer un autre appoint précieux. Ils sont en plein effort pour tenter de se consolider en prévision des prochaines élections communales du 6 mai.

La réunion constitutive du parlement a finalement été fixée à jeudi prochain 5 avril. En attendant de connaître le résultat des négociations, les députés vont avoir à se prononcer d'emblée sur la question de savoir s'ils doivent se soumettre à un contrôle pour garantir qu'ils n'ont pas eu de fonctions dans l'ancienne police politique. Les mises en cause de plusieurs dirigeants politiques de premier plan, y compris les présidents de la CDU et du SPD, MM. Lothar de Maizière et Ibra-

him Böhmke, par d'anciens agents de la STASI, la découverte de fiches concernant tels ou tels députés dans les actes mis à jour par les commissions chargées de la dissolution de l'ancienne police, ont suscité un malaise dans le pays.

« Un Parlement propre »

Nouveau Forum et les mouvements de citoyens issus de la dissidence contre le régime Honecker s'en sont emparés pour exiger que la nouvelle RDA n'oublie pas que la « révolution » d'octobre avait commencé au nom de la moralité publique et de la défense des droits de base des citoyens.

Ces groupes, profondément déçus par leurs résultats électoraux du 18 mars, avaient appelé pour jeudi soir à des manifestations dans toute la RDA afin de demander un « parlement propre ». Ce n'était pas les grandes mobilisations de l'automne, mais plusieurs dizaines de milliers de personnes ont tenu à témoigner par leur présence à Leipzig, Dresde et dans de nombreuses grandes villes que tout n'était pas oublié. Ils étaient quelques milliers à s'être rendus devant le siège du parlement à Berlin-est, aux cris de « Stasi raus », pour se dire que tout n'était quand même pas perdu.

H. DE B.

Camps nazis devenus stalinien

Suite de la première page

Ces camps ont vu également débarquer des politiques, y compris des militants socialistes ou communistes jugés trop encombrants parce qu'ils s'opposaient à la mise en place par les Soviétiques d'un régime communiste un peu trop à leur goût.

Plusieurs dizaines de milliers de morts

On estime à entre 200 et 250 000 le nombre de détenus passés dans les camps. Plusieurs dizaines de milliers y sont morts, principalement en raison des conditions d'intermède, de faim, de maladie, de froid dans les hivers d'après-guerre.

L'existence de ces camps était connue en Occident. En RDA, en revanche, en parler signifiait faillir à l'amitié germano-soviétique, se faire le complice des fascistes. Avec l'effondrement du régime communiste, la RDA retrouve peu à peu sa mémoire. Les historiens, les chercheurs se penchent comme en Union soviétique, comme dans les autres pays de l'Est, sur la période stalinienne. Un peu partout, des souvenirs enfouis remontent, des langues se délient.

Le week-end dernier, le quotidien de Berlin-est, le *Berliner Zeitung*, ancien organe du parti à Berlin jusqu'en janvier et maintenant indépendant, a fait éclater le tabou en publiant un grand reportage sur la découverte de fosses communes dans une forêt, la forêt de Fünfeichen - « des cinq chênes » - qui borde la ville de Neubrandenburg, dans le nord-est de la RDA.

Des milliers de corps y reposent, sous le sable, enterrés à moins d'un mètre de profondeur. La découverte macabre avait été faite par un collaborateur du musée historique de la ville, M. Dieter Kruger, mis sur la voie lui-même par un agriculteur et un ancien garde forestier. Les rumeurs sur l'existence de ce charnier s'étaient répandues dans la région depuis le début de l'année.

L'annonce de la découverte a fait bouillir de rage. A Sachsenhausen, vendredi matin 30 mars, les actuels responsables du lieu devaient officiellement procéder à l'ouverture d'une fosse commune découverte mardi. Des sondages ont permis de retrouver des squelettes dans une forêt en bordure. De pareilles fosses existent également à Buchenwald, l'effroyable camp de concentration nazi, situé au sud-ouest, en Thuringe.

Ces recherches devraient permettre de réécrire une page d'histoire jus-

qu'ici mal connue du début de l'ère communiste en RDA. Dans ses propos rapportés par le *Berliner Zeitung*, Dieter Kruger souligne que personne ne sait jusqu'à présent où se trouvent les documents concernant le camp de Fünfeichen, que les chercheurs sont réduits à s'en remettre aux témoignages des survivants de l'époque ou de ce qui s'est transmis de bouche à oreille. Tout avait été fait à la fermeture des camps pour effacer toute trace de ce qui s'était passé.

Des témoignages imprécis

L'examen des fosses devrait notamment permettre de savoir si, comme certaines informations tendent à le faire croire, il y a eu dans certains de ces camps des exécutions massives. Certains témoignages, cités abondamment par la presse du groupe Springer à Berlin-Ouest, font état de convois de camions vus à l'époque quittant les camps de nuit, de fusillades.

La police de Staline, qui n'hésitait pas à interner des femmes, des enfants de 12 ans sur simples dénonciations d'avoir été nazis, n'était pas épargnée par les scrupules.

Les témoignages cités jusqu'ici sont trop imprécis pour confirmer encore telle ou telle théorie. En revanche, la tentation est grande dans les milieux nationalistes conservateurs ouest-allemands d'utiliser l'affaire pour relancer la théorie selon laquelle le nazisme n'était pas un avatar spécifiquement allemand mais s'inscrivait dans une époque historique, où stalinisme, hitlérisme et autres encore concourraient dans l'horreur.

HENRI DE BRESSON

■ **TURQUIE : nomination d'un nouveau ministre des finances.** - M. Adnan Kahveci, député d'Istanbul du Parti de la Mère Patrie (PMP), du premier ministre Yildirim Akbulut, a été nommé jeudi 29 mars, ministre des finances et des douanes de Turquie, en remplacement de M. Ekrem Pakdemirli, qui avait remis sa démission mercredi (*Le Monde* du 30 mars). Membre fondateur du PMP et député depuis novembre 1987, M. Kahveci, quarante et un ans, a été ministre d'Etat chargé de la privatisation jusqu'en avril 1989. - (AFP.)

AMÉRIQUES

NICARAGUA : après un accord avec les sandinistes

Premières dissensions graves dans la coalition dirigée par M^{me} Chamorro

La révolte gronde au sein de l'Union nationale d'opposition (UNO) à la suite de la signature, mardi 27 mars, d'un « protocole d'accord sur les modalités du transfert du pouvoir » qui reconnaît au gouvernement sandiniste sortant un droit de regard sur l'action de la future présidente de la République, M^{me} Violeta Chamorro (elle prendra ses fonctions le 25 avril).

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Le conseil politique de l'UNO, composé d'un représentant pour chacune des quatorze formations de cette vaste coalition - des conservateurs aux communistes - qui a obtenu près de 55 % des suffrages aux élections du 25 février, est atterré par les engagements pris par l'entourage de M^{me} Chamorro,

en particulier sur le fonctionnement des forces armées.

« Nous avons demandé des explications au cours d'une réunion organisée mercredi matin avec Antonio Lacayo (gendre de M^{me} Chamorro et un de ses principaux conseillers, avec M. Alfredo Cesar), raconte un des membres du conseil politique. Nous voulions savoir par exemple si l'accord signifiait que le général Humberto Ortega allait être maintenu à la tête de l'armée ou non. Nous n'avons pas réussi à obtenir une réponse claire à ce sujet. Les représentants des partis de l'UNO sont d'autant plus scandalisés que la nouvelle présidente s'était engagée à les consulter avant de prendre les grandes décisions. Or, dans ce cas précis, ils ne réussissent même pas à obtenir d'indications sur un accord que la presse sandiniste a qualifié d'« historique », parce qu'il « établit les bases d'un consensus national » à long terme.

Le journal de la famille Chamorro, la *Prensa*, applaudit égale-

ment cet « accord transcendantal » qui, ajoute l'éditorialiste, constitue « un pas ferme vers l'institution d'un ordre démocratique ». Le quotidien souligne que le général Ortega (actuel ministre de la Défense) « a enfin compris que le Nicaragua n'a pas besoin d'une immensité armée au service d'un parti politique ». L'accord prévoit en effet que « les forces armées ont un caractère professionnel et n'appartiennent à aucun parti politique. Elles obéissent au président de la République conformément à la Constitution (...) et seront réorganisées en fonction de la capacité économique du pays, des besoins sociaux et des accords régionaux » (sur la dimension des armées en Amérique centrale).

« Cohabitation inacceptable »

Les adversaires de l'accord soulignent que, malgré l'engagement pris sur la « dépolitisation » de l'institution, le texte fait encore référence à l'armée populaire sandiniste. « De plus, note le président du barreau, M. Roger Guevara, l'organisation interne de l'armée, totalement contrôlée par des officiers sandinistes, reste intacte puis-que le document insiste sur le respect des grades, de l'ordre hiérarchique et des commandements. Il est donc logique de penser que le général Ortega - frère de l'actuel président de la République, M. Daniel Ortega - conservera son grade et son poste de commandant en chef de l'armée, à défaut de conserver le ministère de la Défense, qui serait confié à un civil.

La plupart des représentants du conseil politique estiment que M^{me} Chamorro est allée beaucoup trop loin en appuyant un document qui « perpétue le pouvoir des sandinistes et établit une forme de cohabitation inacceptable ». Outre les passages consacrés à l'armée, ils remarquent les articles garantissant le maintien des fonctionnaires à leurs postes et l'« intégrité des pouvoirs de l'Etat », c'est-à-dire notamment l'impossibilité de nommer des juges supplémentaires à la Cour suprême, largement dominée par les sandinistes (six juges sur sept).

Voilà en effet de quoi préoccuper les partis de la coalition, qui ont le sentiment de ne pas être associés à la mise en place du nouveau gouvernement. « On cherche à nous voler la victoire », affirme

un des dirigeants de l'UNO, qui reproche à l'entourage de M^{me} Chamorro de négocier « en secret » avec les sandinistes, pour satisfaire des ambitions personnelles. Rien ne saurait faire davantage plaisir aux sandinistes qui, malgré de gros efforts en ce sens, n'avaient pas réussi jusqu'à présent à provoquer de fissures au sein de la coalition hétéroclite formée par les quatorze partis de l'UNO.

BERTRAND DE LA GRANGE

HAÏTI

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté contre la violence

PORT-AU-PRINCE

de notre correspondant

« Justice », « châtiment des criminels macoutes » : par milliers, les Haïtiens sont descendus dans la rue, jeudi 29 mars, pour manifester leur attachement à la constitution libérale de 1987 et leur volonté de changement. A Port-au-Prince, sous la protection discrète de la police et dans une ambiance de carnaval, des dizaines de milliers de personnes ont acclamé les dirigeants de l'« assemblée de concertation », qui regroupe les principaux partis politiques et les dix-neuf membres du Conseil d'Etat, qui partage le pouvoir avec le président provisoire, M^{me} Ertha Pascal Trouillot, depuis le départ du général Avril.

Slogans et pancartes indiquaient sans ambiguïté la préoccupation majeure de la population, encore sous le coup de la vague de violence qui a entraîné la mort d'une quarantaine de personnes depuis huit jours. « Nous ne serons pas en sécurité et il n'y aura pas d'élec-

tions libres tant que les massocrates n'auront pas été jugés et mis hors d'état de nuire », commentait un jeune manifestant. La dissolution des « brigades de vigilance » (groupes d'autodéfense dans les quartiers populaires), demandée à la fin de la semaine dernière par l'armée et entérinée par le président contre l'avis du Conseil d'Etat, a mis fin comme par enchantement aux exactions des bandes « macoutes » (partisans de l'ancien régime des Duvalier).

Plusieurs barons davaléristes, parmi les plus redoutés, comme M. Claude Raymond, se sont publiquement prononcés pour la « réconciliation nationale ». Mais dans ce pays où chacun sait que certains militaires ont souvent couvert les crimes nocturnes, quand ils n'y participaient pas directement, l'interrogation demeure : l'armée a-t-elle réellement changé, est-elle prête à assurer la sécurité ?

JEAN-MICHEL CAROIT

1989

l'année des révolutions



**Larousse
Le Monde**
1989, l'année des révolutions

présentée
et analysée dans

le JOURNAL
DE L'ANNÉE
1989

UNE COÉDITION

Larousse / Le Monde

douze mois d'actualité deviennent
un an d'histoire

EUROPE

URSS : la peur d'un Russe de Lituanie

« Gorbatchev leur a tout donné »

VILNIUS

de notre envoyé spécial

Il a beaucoup hésité, et puis non : il préfère que son nom ne soit pas cité car maintenant que le KGB est « l'instrument de Gorbatchev » et travaille pour les indépendantistes, il vaut mieux ne pas multiplier les risques. Il s'appellera donc Ivan puisque ce communiste de cinquante ans, ingénieur dans une usine d'armement produisant aujourd'hui des magnétophones, pourrait être n'importe lequel de ces Russes qui ne veulent ni quitter la Lituanie ni que la Lituanie quitte l'URSS.

Anxieux de convaincre, il tâche de garder son calme, mais soudain la colère prend le dessus : « Ils méritent que je suis un occupant ! Vous trouvez, vous, que je suis un occupant ? » On ne l'est pas quand on est arrivé à Vilnius à l'âge de six ans mais quand, quarante-quatre ans plus tard, on ne parle pas lituanien, il y a peut-être là une attitude... Mais pas du tout, dit-il, c'est qu'ils ne nous permettent pas de l'apprendre. Regardez les résultats : là où sont les intellectuels russes que nous pourrions leur opposer ? Où sont nos avocats, nos médecins, nos professeurs ? Il y a cinq ans j'ai été même empêché de présenter une thèse à l'université.

Par qui ? Il y a cinq ans, les indépendantistes lituaniens n'avaient pas le pouvoir. « Ah non ? Et d'où croyez-vous qu'ils soient tous sortis ? Du néant ? C'est comme ça ! Mais non, ils étaient dans l'appareil et croyez moi, rivalisent très bien ». Rétrospectivement donc, il se souvient de

L'armée soviétique et le gouvernement de Vilnius s'accusent de « provocations »

L'armée soviétique et le gouvernement lituanien continuent de s'accuser mutuellement de « provocations ». Selon une liste de onze réclames déposées jeudi 29 mars par l'armée soviétique au président Landsbergis, des civils lituaniens auraient mené cinq actes de « sabotage » contre des objectifs militaires. Les forces armées protestent également contre l'enregistrement de volontaires pour la garde des frontières et contre le refus des Lituaniens de remettre leurs armes aux autorités.

Le ministère soviétique de la défense a annoncé l'annulation des déserteurs lituaniens qui feront savoir « de façon volontaire » qu'ils sont disposés à accomplir normalement leur service militaire. Les autres seront « recherchés et arrêtés ». Selon le témoignage de journalistes soviétiques recueilli par l'AEP, l'armée soviétique conduit depuis plusieurs jours en Lituanie des manœuvres qu'elle qualifie de « routine » mais qui engagent des moyens importants.

TCHÉCOSLOVAQUIE : le débat sur le nom de la République

Compromis sur un trait d'union

Toute la nuance est dans le trait d'union. Les Slovaques et les Tchèques vont continuer à appeler leur pays du même nom, mais les uns y mettront un trait d'union, les autres pas. Il a fallu jeudi 29 mars à l'Assemblée fédérale de Prague deux heures de débats et l'intervention du président Havel, pour tant hospitalier, pour parvenir à ce compromis : la Tchécoslovaquie s'appellera désormais « République fédérative tchécoslovaque » en tchèque et « République fédérative tchéco-slovaque » en slovaque.

Tous tomberont néanmoins d'accord sur la nécessité de faire disparaître le qualificatif de « socialiste » du nom de leur pays.

Les députés slovaques tenaient absolument au trait d'union, y voyant la reconnaissance de leur identité nationale. Mais ceux des Tchèques, la Bohême et la Moravie - qui représentent les deux-tiers de la population - étaient opposés car ce n'était ni du nationalisme slovaque. Apparu dans les accords de Munich de 1938 et retenu jusqu'à la division de la Tchécoslovaquie après l'invasion allemande du 15 mars 1939, le trait d'union évoque de mauvais souvenirs dans les pays tchèques soumis au protectorat nazi.

Informé de l'enlèvement des députés, le président Václav Havel, opéré samedi dernier d'une hernie et que l'on dit très irrité par cette discussion byzantine, a quitté son lit d'hôpital pour se rendre brièvement à l'Assemblée et convaincre les députés de régler le problème

ce que lui avait dit son père, général de l'armée soviétique. C'était « un vrai communiste, vous comprenez, avec l'idéal, qui avait fait trois guerres ».

Lesquelles ? « Et bien la guerre civile, la deuxième mondiale. Et puis ici, de 1944 à 1951. On a très peu écrit là-dessus mais c'était comme l'Afghanistan - sérieux ». Et qu'en pense-t-il de cette guerre des Lituaniens contre l'armée soviétique ? « Elle ne pouvait rien changer. En 1944 plus personne ne voulait se battre. Toutes ces victimes étaient inutiles ». Son père, donc, lui avait dit à l'époque :

« Discrétion » de la diplomatie américaine

« Nous sommes très actifs, mais la discrétion est importante », a déclaré, jeudi 29 mars, à propos de la situation en Lituanie, un « haut responsable » américain, sous le couvert de l'anonymat. Nous sommes actifs de la façon qui nous semble être la plus à même de réduire les tensions. Il s'agit d'une situation très délicate. (...) Nous tentons de résoudre le problème et non de nous glorifier.

Ce « haut responsable », a estimé que M. Gorbatchev tentait de ralentir les Lituaniens dans leur marche vers l'indépendance le temps que le Soviet Suprême adopte son projet de loi posant ses conditions à une sécession. « Notre but premier est d'éviter une explosion », a-t-il dit, tout en soulignant que le gouvernement américain avait passé en revue toutes ses options en cas d'intervention soviétique par la force. « Le but est de produire un résultat satisfaisant sans détruire des relations (américano-soviétiques) qui se sont améliorées ». Mais à la question de savoir si les États-Unis avaient de l'influence sur la situation, il a répondu : « Probablement pas beaucoup ». De même, a-t-il dit, le destin de M. Gorbatchev n'est pas « entre nos mains ».

Aux États-Unis, on se refuse à indiquer précisément la manière

« Cette guerre n'est pas finie. Maintenant ils vont se légaliser, entrer dans le parti, dans l'appareil... »

« Qui va nous défendre ? »

Et de fait, poursuit-il, ils ont « maintenant tout pris en main. Gorbatchev leur a tout donné : la radio, la télévision, la presse, et ils utilisent des méthodes de propagande à la Goebbels ». Pourquoi est-il communiste ? « Parce que la division est une très mauvaise chose (...) Maintenant en Lituanie, le

dont Washington contribue au dialogue entre Vilnius et Moscou. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a affirmé que M. Bush n'entendait pas discuter directement, au téléphone, avec M. Gorbatchev pour ne pas nuire « à une situation diplomatique délicate ». Selon les observateurs, cette déclaration laisse entendre que M. Bush ne veut pas dramatiser la situation, en révélant en public qu'il a parlé de la Lituanie avec M. Gorbatchev, et se veut, de plus, courtiser le risque que ses efforts s'avèrent inutiles aux yeux du monde.

Les seuls contacts de haut niveau connus ont été la rencontre du secrétaire d'État James Baker et du ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze, la semaine dernière en Namibie, ainsi qu'un message envoyé à celui-ci par M. Baker, dimanche dernier. M. Bush s'est entretenu mercredi au téléphone avec le Premier ministre britannique Margaret Thatcher qui avait eu une conversation téléphonique le même jour avec M. Gorbatchev. M. Fitzwater a clairement laissé entendre que M. Bush tentait d'en savoir plus sur les « intentions » de M. Gorbatchev en Lituanie car, pour l'instant, il les ignorait. (AFP)

Importante réunion du Soviet suprême d'Estonie

Le nouveau Soviet Suprême (parlement) de la république baïte d'Estonie, élu le 18 mars et dans lequel les nationalistes estoniens sont majoritaires, a ouvert sa première session jeudi 29 mars. Le Front Populaire estonien, principale organisation nationaliste qui milite pour l'indépendance, comptait faire voter vendredi une déclaration sur le statut de la République.

Cette déclaration ne devrait pas cependant être une proclamation d'indépendance du même type que celle votée le 11 mars par le parlement lituanien, les nationalistes estoniens souhaitant ne pas mettre Moscou devant un « fait accompli » et préconisant l'accession à l'indépendance par la voie du dialogue.

La journée de jeudi a été essentiellement consacrée aux questions de procédure. M. Arnold Runtel, 61 ans, un partisan du dialogue avec Moscou, a été élu président de l'Assemblée. Il occupait déjà la fonction similaire de président du présidium du Soviet Suprême lors de la précédente législature.

En Ukraine, vingt-quatre députés radicaux du « Bloc démocratique », mouvement indépendantiste qui a fait une percée remarquable aux dernières élections, ont apporté leur soutien à la Lituanie. (AFP, Reuters)



parti a explosé. Il faut le reconstruire mais qui va le faire ? »

Apparemment pas lui puisqu'il milite aujourd'hui à Edinsovo (Unité) l'organisation anti-indépendantiste qui est, dit-il, un « instrument de défense contre l'appareil du parti (c'est-à-dire l'appareil gorbatchévien) et les bureaucrates de toute nationalité (car) la bureaucratie est restée au pouvoir. Elle a seulement changé de drapeau et pris celui du nationalisme qui n'est que la même chose que le fascisme (...) Gorbatchev et Breznevskas (le premier secrétaire lituanien) se sont mis d'accord pour que cela soit ainsi ».

Pourquoi ? « Je ne sais pas (...) Il y a eu ces entretiens en tête à tête entre Gorbatchev et Reagan. Peut-être qu'ils se sont mis d'accord sur les pays baltes... contre des crédits... Mais moi, là dedans ? Mais nous (les Russes de Lituanie) ? Je ne vois pas de garanties pour nous. Qui va nous défendre ? Pourquoi moi, un homme comme un autre, suis-je tombé dans ce jeu politique ? De quoi suis-je coupable ? »

De quoi a-t-il si peur ? « D'abord du capitalisme. Déjà notre directeur est le plus riche de l'usine ». C'est nouveau ? « Non, bien sûr. Mais avant il ne le montrait pas. Il avait peur. Il y avait une sorte d'égolisme et puis nos produits, personne n'en a besoin sur le marché mondial ».

Il continuera à les vendre à l'URSS ? « Pas du tout. Devrais pour devises, l'URSS achèterait japonais... Nous voulons des garanties politiques et sociales. Nous voulons que « ils » (les dirigeants lituaniens) nous écoutent. Qui croire ? Gorbatchev ? Landsbergis ? Breznevskas ? (...) Avant, sous Staline, il y avait un orchestre quand on allait voter. C'était la fête. Aujourd'hui on ne sait même pas pour qui voter. Je suis pour le multipartisme, mais les gens n'y sont pas prêts. Vous voyez, ce sera la dictature, ici et en Russie ».

BERNARD GUETTA

Création d'un Comité d'Etat sur les problèmes des nationalités. — Un Comité d'Etat (ministère) sur les problèmes des nationalités va voir le jour en URSS à la suite de l'adoption d'une loi à ce sujet par le Parlement soviétique, a annoncé jeudi 29 mars l'agence TASS. Le but principal de ce Comité est d'« empêcher les conflits inter-ethniques », selon M. Georgij Taranovitch, le président de la Commission à la politique nationale et aux relations inter-ethniques du Conseil aux nationalités (l'une des deux chambres du Parlement soviétique). (AFP)

Démolition des ministères de la santé et de l'éducation civile. — Les ministères soviétiques de la santé et de l'éducation civile, M. Evgeniï Tobozov et le général Alexandre Volkov, ont quitté le gouvernement « à leur demande », a annoncé jeudi 29 mars la télévision soviétique. (AFP, Reuters)

Aggravation des tensions dans le Caucase

Le chef des troupes du ministère de l'Intérieur soviétique, le général Youri Chataline, s'est rendu dans la région du Caucase, où de récents affrontements entre Arméniens et Azeris ont fait une dizaine de morts et de nombreux blessés, « pour mettre fin à la violence, aux désordres publics et à la désobéissance civile », a rapporté jeudi 29 mars l'agence TASS.

Le même jour, la République soviétique d'Azerbaïdjan a fermé provisoirement ses frontières avec l'Arménie, selon une publication de Radio Moscou, Interfax. De nombreux villages, dans la République autonome du Nakhitchevan, une région de l'Azerbaïdjan frontalière avec l'Arménie, ont connu des affrontements armés « précisés Interfax. Des renforts de l'armée ont été envoyés dans la zone, selon la publication. Par ailleurs, les nationalistes arméniens du Haut-Karabakh (souvent peuplés majoritairement d'Arméniens, au sein de l'Azerbaïdjan) ont lancé un nouveau défi aux Azeris et au pouvoir central soviétique en reconstituant mercredi le Comité exécutif régional dissous en janvier dernier par Moscou, a annoncé Interfax.

La remise sur pied de l'administration locale arménienne dans cette région autonome de 170 000 habitants est susceptible de relancer les affrontements entre Azeris et Arméniens, soulignent les observateurs. (AFP)

AFRIQUE

Un rapport d'experts remis à M. Rocard

L'agitation en Afrique francophone incite à un réexamen de la coopération

Le seizième sommet franco-africain à La Baule, du 19 au 21 juin, aura sans doute un caractère moins routinier que d'habitude. Depuis la dernière « réunion de famille », en décembre 1988 à Casablanca, la situation s'est dégradée en Afrique francophone, en proie à une vague d'agitation. Un rapport d'experts, remis à M. Michel Rocard, préconise un réexamen de la coopération.

Depuis longtemps, on savait la situation délicate dans des pays tels que le Burkina ou le Bénin. Aujourd'hui ce sont les « vitrines » qui s'effondrent : Sénégal, modèle politique en raison du multipartisme ; Côte d'Ivoire et Gabon, tant cités en exemple sur le plan économique. La « contagion » s'étend. Au Cameroun, le président Biya doit faire face à une fronde des avocats, dont le bâtonnier demande le multipartisme. Même le maréchal Mobutu, homme à poigne s'il en fut, sent le vent tourner et promet des « changements » au Zaïre.

Une page a été tournée au Sénégal avec le départ du ministre d'Etat Jean Collin, un des hommes qui avaient plaidé en faveur du multipartisme mais dont la tête était demandée par l'opposition, notamment par M. Abdoulaye Wade qui le rendait responsable d'une « fraude massive » aux élections législatives de février 1988. Depuis longtemps, cet ancien administrateur colonial, qui avait adopté la nationalité sénégalaise à l'indépendance, devait suivre des traitements médicaux en France, pays qu'il se gardait soigneusement de privilégier quand il traitait les affaires de l'Etat, ce qui lui valait de solides inimitiés. Même si son âge et sa santé peuvent être invoqués, sa mise en congé a dû être difficile à décider par le président Diouf, qui avait dit ne vouloir jamais « échanger ce grand homme d'Etat contre quelconque d'autre ».

Un tabou brisé

Parce que le président Diouf lui rendait publiquement hommage face à ses détracteurs, M. Collin était sorti de l'ombre et du silence dans lesquels il aimait travailler. En Côte d'Ivoire aussi, des anciens de la France d'outre-mer occupent des postes-clés, par exemple au cabinet du président Houphouët-Boigny ou au secrétariat général du gouvernement, sans avoir renoncé, eux, à leur nationalité d'origine. On sait en Afrique que le contrôle de certaines dépenses publiques et le secrétariat particulier de chefs d'Etat sont souvent confiés à des Français ou Françaisés. Chacun à leur niveau, ces experts sont supposés affranchis des pressions claniques qui rendent si difficile l'exercice honnête de la fonction ministérielle.

Ne pouvant nier l'évidence de la corruption et des détournements de fonds, les responsables français invoquaient souvent « le partage de la manne entre la famille et le village », une sorte de redistribution à l'africaine quand quelconque a réussi, et aussi « la nécessité d'assurer des réserves, car, ici, quand on est viré on n'est pas recensé au Conseil d'Etat ».

Ces arguments sont de moins en moins acceptés par les fonctionnaires africains durement touchés par des politiques d'austérité qui rendent de plus en plus surréaliste le train de vie des chefs d'Etat. Le tabou de la corruption est brisé jusque dans les milieux de la coopération et les instances internationales.

Ecœurés par les vagues de billets passés frauduleusement d'Afrique en Europe et qu'il faut ensuite changer au taux légal, au nom de la convertibilité du franc CFA, de hauts fonctionnaires français commencent à parler. Patron du FMI, si souvent critiqué par les Africains, M. Michel Camdessus, a évoqué récemment « cet argent qui sert simplement à alimenter la fuite des capitaux ou des achats d'appareils dans les beaux pays d'Europe ».

Les ennemis actuels de certains des intérêts sont de nature à aviver les critiques contre la politique du « prêt caré » consistant à privilégier les relations entre l'Elysée et

les présidents des grands pays d'Afrique noire francophone. Inaugurée par de Gaulle, cette politique reposait sur une évidence : l'Afrique, malgré ses difficultés, sortira un jour de l'ornière et il est important que ce jour-là elle continue à parler français. Malgré les critiques du PS contre MM. Houphouët-Boigny et Bongo, le président Mitterrand a longtemps paru sensible à une telle argumentation.

Mais le débat est ouvert par un rapport sur la coopération remis récemment au premier ministre, qui l'avait commandé. Il est l'œuvre d'une douzaine de hauts fonctionnaires sous la conduite de M. Stéphane Hessel, ambassadeur à la retraite après quarante ans de carrière. Il préconise le dépassement de la distinction entre la coopération « dans le champ » (des pays francophones) et celle « hors champ ». Il suggère la création d'un Haut Conseil de la coopération au développement, ouvert à des députés, des banquiers, des chefs d'entreprise, des représentants d'ONG (organisations non-gouvernementales).

Ce rapport vient après bien d'autres qui n'ont guère été suivis d'effets, les rapports Jeanneney, Gorse, Abelin, etc... Sa mise en œuvre pose peut-être le problème du partage des compétences africaines entre M. Mitterrand et M. Rocard. Au congrès de Rennes, le PS avait l'esprit occupé par autre chose que les problèmes du tiers-monde négroïte si cher aux militants. Représentant certaines vagues exprimées en 1981 par M. Jean-Pierre Cot, premier ministre de la coopération de M. Mitterrand, le rapport Hessel pourrait cependant alimenter de nouveaux débats.

Sans occuper le devant de la scène, différentes affaires africaines sont actuellement en cours d'examen dans les sphères du pouvoir. Par exemple la tentative de liquidation de la Banque internationale d'Afrique occidentale (BIAO) par la BNP. Une médiation entre les Africains et la BNP pourrait être confiée à M. Chasagne, ancienne président de l'UAP, qui connaît bien la région.

Il faut lutter contre les phénomènes de mode et de désengagement, nous disait un banquier un peu apaisé par le harcès sur l'Afrique. Mais bien des patrons ne songent qu'à piler bagages. L'Afrique noire s'inscrira plus les millions économiques. Elle a cessé d'être un enjeu politique dans la mesure où elle ne risque plus de « basculer » vers un communisme en décomposition. Privés de moyens de change sur Paris, ses dirigeants ont une marge de manœuvre de plus en plus réduite.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

AFRIQUE DU SUD

La rencontre entre M. Mandela et M. Buthezi aura lieu le 2 avril

M. Nelson Mandela, vice-président de l'ANC (Congrès national africain), et M. Mangosuthu Buthezi, chef du homelands du Kwa-Zulu, se rencontreront pour la première fois, lundi 2 avril, pour tenter de ramener le calme dans la province du Natal après la recrudescence des affrontements qui, au cours des seules journées de mercredi et de jeudi, ont fait au moins trente morts.

Les deux dirigeants de mouvements politiques rivaux doivent chacun prononcer un discours lors d'un grand rassemblement qui se tiendra à Taylor's Hat, à proximité de Pietermaritzburg. MM. Mandela et Buthezi renouvelleront leurs appels à cesser la violence qui, par le passé, n'ont pas reçu d'écho. Près de trois mille personnes ont déjà péri dans les combats qui opposent, depuis 1984, l'UDF (Front démocratique uni-proche de l'ANC) à l'Inkatha. Les tentatives de trêve et les accords de cessez-le-feu conclus entre les deux mouvements ont immédiatement été rompus. La guerre civile continue de faire rage, et on ne voit pas comment les deux leaders pourraient la stopper rapidement, les adversaires n'écoulant que leur désir de revanche. (AFP)

Le Monde

CADRES DÉBUTANTS, CADRES CONFIRMÉS

VOS RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

— dans la section C - Economie —

LUNDI

(numéro daté mardi)

LES DIRIGEANTS

Les postes à plus de 400 KF annuels. La rubrique des cadres de direction prêts à s'engager dans des responsabilités de haut niveau.

LES JURISTES

Du contentieux à la rédaction de contrats, des montages juridiques aux négociations internationales, tous les métiers du droit.

L'UNIVERS DE LA GESTION

Des opportunités de carrière pour les contrôleurs de gestion, les directeurs financiers, les directeurs administratifs, les analystes financiers, les auditeurs, les chefs comptables.

MARDI

(numéro daté mercredi)

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste des cadres débutants et des cadres confirmés. Leurs domaines de compétence : les études, les ressources humaines, la communication, le marketing.

LA FONCTION COMMERCIALE

Toutes les annonces d'avenir pour les ingénieurs commerciaux, les directeurs des ventes, les directeurs export, les chefs de produit.

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

► L'informatique :

un secteur clé de l'entreprise qui offre de nouvelles perspectives : ingénieurs système, spécialistes des logiciels, des bases de données...

► Secteurs de pointe :

pour tous ceux qui souhaitent valoriser leur expertise en électronique, dans les biotechnologies, en chimie, en mécanique, en aéronautique.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL, diffusé gratuitement avec votre quotidien.

MERCREDI

(numéro daté jeudi)

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

De véritables carrières européennes à fort potentiel d'évolution. En liaison avec sept quotidiens européens.

L'INTERNATIONAL

Une sélection de postes basés à l'étranger dans des organismes internationaux ou dans des firmes multinationales.

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste de l'emploi des cadres.

36 15
LM

un mois d'offres
d'emplois parues dans *le Monde*.
Le service télématique expert
de l'emploi des cadres.

**LE MONDE, point de rencontre
des grandes ambitions**

DIPLOMATIE

Lors de la visite à Londres du chancelier Kohl

M^{me} Thatcher admet que les troupes britanniques en RFA seront réduites

M^{me} Thatcher a admis pour la première fois que l'unité allemande donnerait lieu à une certaine réduction des troupes britanniques en RFA, qui comptent actuellement 55 000 hommes. Mais « les besoins de notre défense collective nous obligent, comme les États-Unis et la France, à maintenir des forces assez importantes en Allemagne », a-t-elle aussitôt ajouté.

LONDRES

de notre correspondant

L'hypothèse du retrait d'une division est envisagée depuis plusieurs semaines par les experts militaires britanniques (qui ne savent d'ailleurs pas où ils la replieraient), mais M^{me} Thatcher avait jusqu'ici soigneusement évité toute allusion à ce sujet. Elle a choisi de l'évoquer jeudi 29 mars, en présence du chancelier Kohl, lors d'un dîner à l'université de Cambridge à l'occasion de la conférence annuelle de Koenigs- winter, un organisme créé après la guerre pour promouvoir l'amitié

entre les deux pays. Les relations entre Londres et Bonn ont été difficiles ces derniers mois, d'abord en raison de l'insistance de M^{me} Thatcher en faveur de la modernisation des missiles à courte portée de l'OTAN basés en RFA, puis à cause de ses réserves à propos de l'unité allemande. Le dîner de Cambridge était destiné à dissiper cette atmosphère avant les véritables entretiens, vendredi matin, au 10 Downing Street.

« De l'Atlantique à l'Oural... et au-delà »

M^{me} Thatcher accepte désormais l'idée que l'OTAN pourrait réduire non seulement les effectifs de ses forces classiques, mais aussi le nombre de ses armes nucléaires à courte portée en Europe, si l'évolution favorable des rapports Est-Ouest se poursuit. Mais il ne peut être question selon elle d'une dénucléarisation de l'Allemagne, et cette dernière doit rester fermement ancrée dans l'OTAN. Il ne faut surtout pas que les réductions envisagées se fassent « dans la panique », estime-t-elle.

M^{me} Thatcher a également évoqué la perspective d'une Europe des États démocratiques « allant de l'Atlantique à l'Oural et au

déjà ». Cette dernière précision, qui dépasse l'ancienne formule employée par le général de Gaulle, signifie que l'Europe n'est plus entendue au sens géographique, mais inclut la partie asiatique du territoire de l'URSS. Il s'agit d'une vision à long terme. Pour qu'elle devienne réalité, il faut d'abord que tous les pays concernés reconnaissent les principes des élections libres, des droits de l'homme et de la propriété privée, il reste donc encore un certain chemin à parcourir.

Le premier ministre britannique a félicité le chancelier Kohl d'avoir suivi ses conseils à propos de la nécessité d'un traité en bonne et due forme garantissant la frontière occidentale de la Pologne. Il y avait une certaine ironie dans l'hommage qu'elle lui a rendu. M^{me} Thatcher est persuadée d'avoir eu raison d'élever la voix pour témoigner des inquiétudes des Polonais car « personne ne doit se sentir menacé, humilié ou amoindri ».

M. Kohl s'est voulu rassurant et a réaffirmé dans son discours que l'Allemagne unie ne serait ni dénucléarisée ni neutre, et que « le prix à payer pour l'unité de l'Allemagne ne serait pas son retrait de l'OTAN ». Il a cependant choisi Cambridge pour ouvrir une polé-

mique avec les Polonais. « J'ai souvent parlé des souffrances infligées par les Allemands au peuple polonais. Mais il serait bon pour les relations entre nos deux peuples que le Pologne reconnaisse, en des termes aussi clairs et nobles que ceux récemment employés au nom de la Tchécoslovaquie par le président Vaclav Havel, les injustices perpétrées par les Polonais contre des Allemands innocents », a-t-il déclaré, faisant allusion aux millions d'Allemands chassés de chez eux après les accords de Potsdam qui ont déplacé vers l'ouest la frontière polonoise. Le chancelier reconnaît le tracé qui en est résulté, mais souhaiterait que les Polonais saisissent l'occasion du grand bouleversement que connaît l'Europe pour admettre publiquement ces souffrances-là elles aussi.

M. Kohl a enfin réaffirmé qu'il souhaite une relance de l'Europe politique. Il a notamment mentionné « le renforcement des pouvoirs du parlement européen, et l'accroissement de la coopération politique » entre les États membres. M^{me} Thatcher a préféré faire comme si le chancelier n'avait rien dit.

DOMINIQUE DHOMBRES

La construction européenne

Le débat sur l'union politique est ouvert

M. François Mitterrand, lors d'un entretien à l'Élysée avec le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, président en exercice de la Communauté, a donné son accord jeudi 29 mars à l'idée, relancée la veille par le chancelier Kohl, de réunir à partir de décembre 1990 une conférence intergouvernementale sur les institutions européennes.

Cette proposition « s'inscrit tout à fait dans le cadre de la relance de l'union politique européenne à laquelle il a appelé dimanche », lors de son intervention sur TF1, a déclaré le porte-parole de l'Élysée, M. Hubert Védrine. Le chef de l'État avait proposé qu'un délai coïncidant avec la mise en place du marché unique (1^{er} janvier 1993) soit fixé pour l'union politique et qu'un délai soit imposé pour l'achèvement des travaux de la conférence sur l'union monétaire qui s'ouvrira en décembre.

« Il est probable que nous aurons une deuxième conférence pour examiner l'union politique », a estimé de son côté M. Charles Haughey qui a déclaré avoir constaté, à l'occasion du début de sa tournée européenne, à Bonn, Rome et Paris, « une impulsion positive » dans ce sens. Il a ajouté toutefois qu'il n'était pas encore certain que cette question soit inscrite à l'ordre du jour du sommet européen de Dublin prévu pour le 28 avril.

M. Jacques Delors n'en est pas sûr non plus. Le président de la Commission faisait remarquer jeudi à Paris que l'ordre du jour du sommet de Dublin (conséquences de l'unification allemande pour la Communauté, relations de la Communauté avec les pays de l'est) est déjà extrêmement chargé. Il a rappelé qu'il avait proposé la tenue de deux conférences (une sur le monétaire, une sur les institutions) dès le mois de janvier. Les initiatives à présent se multiplient, a noté M. Delors. Le gouvernement belge a déjà déposé un mémorandum pour une réforme très progressive des institutions, l'Italie a élaboré elle aussi un document que M. Andreotti a présenté récemment au président du gouvernement espagnol, M. Gonzalez, et la proposition du chancelier porte,

elle, sur la procédure. Le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, s'est pour sa part déclaré favorable à la tenue d'une conférence séparée sur l'union politique mais les membres de son gouvernement sont divisés sur l'idée de la convoquer dès décembre 1990, en même temps que la conférence sur l'union monétaire.

Quand sonnera l'heure de vérité...

Jeudi soir, lors de l'émission « L'heure de vérité », le chancelier a déclaré souhaiter que la France et la RFA soutiennent en commun à Dublin cette idée. Il s'est efforcé de démentir les soupçons qui se sont exprimés quant à ses convictions européennes. « Lorsque sonnera l'heure de vérité en Europe, on verra bien qui sera prêt à céder au profit de l'Europe des compétences et des droits nationaux... Nous y sommes prêts », a-t-il dit notamment. Il s'est à nouveau prononcé pour un renforcement des pouvoirs du parlement européen et pour l'élection d'un président de l'Europe « le moment venu ». C'est à dire, selon lui, vraisemblablement avant la fin du siècle.

Le chancelier a d'autre part rappelé que l'unité allemande devait se faire dans l'OTAN, une solution transitoire devant être trouvée « pendant quelques années, jusqu'à la fin du processus » pour les soldats soviétiques stationnés en RDA. « Dans le cadre de l'Alliance, la contribution européenne à la défense doit être renforcée », a-t-il encore estimé et quand on lui a demandé si on ne s'acheminait pas à terme vers une défense purement européenne, il a répondu : « Pourquoi pas ? À l'époque où l'on parlait de la Communauté européenne de défense, c'était plutôt une épine pour Paris, pas pour Bonn. Imaginez que le CED (1) ait marché, nous serions beaucoup plus loin en Europe aujourd'hui, beaucoup plus loin. »

(1) Le traité prévoyant la création de la Communauté européenne de défense, c'est à dire d'une armée européenne intégrée avec participation de l'Allemagne avait été signé à Paris le 25 mai 1952 par la France, la RFA, le Benelux et l'Italie. En 1954 l'Assemblée nationale française refusa de le ratifier en raison de la vive opposition des communistes et des gaullistes.

Fusions et acquisitions internationales du Groupe IBI

Quelle est la meilleure solution pour toutes les parties concernées?

Que vous soyez à la recherche d'une opportunité de fusion ou d'un partenaire puissant pour une restructuration stratégique, laissez-vous guider par IBI, qui vous montrera la meilleure approche pour un développement efficace et bien préparé. Celle-ci est fondée sur une question simple et éternelle : « Quelle est la meilleure solution pour toutes les parties concernées ? »

Notre théorie est qu'une transaction — quelle qu'elle soit — n'est pas une fin mais un début, nécessitant des conseils et un soutien continus jusqu'à ce que les différentes parties se fondent pour devenir une organisation efficace et compétitive.

Ainsi, IBI a, avant tout, les intérêts à long terme de sa clientèle en tête. Si le prix d'une transaction semble trop élevé, ou s'il nécessite une charge d'endettement trop lourde, ou s'il présente un risque trop élevé dans une industrie cyclique, nous vous assistons pour trouver une solution alternative.

IBJ
INDUSTRIAL BANK OF JAPAN

Succursale de Paris

(Adresse Courrier) Centre d'Affaires "La Louvre", 2, Place du Palais Royal, 75004 Paris Cedex 01, France

(Adresse) 180 rue de Rivoli, 75001 Paris, France Téléphone (1) 42-61-41-35 Téléc 214-44

Réseau International de Services Fusions et Acquisitions

Londres: Agence de Londres Bankers House, Watling Street, London EC4A 3DF, United Kingdom Téléphone (01) 238-3295

Tokyo: Département Banque d'Investissement 3-3, Marunouchi 1-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan Téléphone (03) 234-1771

New York: IBI Schroeder Bank & Trust Company One State Street, New York, NY 10004, U.S.A. Téléphone (212) 258-3000

Des produits et des relations

IBJ figure parmi les 10 plus grandes banques dans le monde avec un total du bilan de près de 300 milliards de dollars. Avec une harmonie de services bancaires basée sur ses produits et ses relations sur le plan mondial, IBI offre à la communauté internationale des affaires une panoplie entière de services destinés à la clientèle-entreprise basée sur un sens profond d'engagement vis-à-vis de chacun de ses clients.

IBJ est en relation étroite avec les industries-clés au Japon, et une liste de clientèle extensive couvrant plus de 90% des 200 plus grandes entreprises japonaises — ceci reflète la réputation bien méritée de IBI pour son service et son expertise.

Avec un réseau couvrant l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie, IBI assiste les entreprises à définir des stratégies appropriées afin d'atteindre des objectifs spécifiques sur le marché mondial. Pour davantage d'informations sur l'assistance offerte par IBI en matière de fusions et acquisitions et restructurations d'entreprises, nous vous prions de contacter un des bureaux du groupe, dont la liste suit.

A TRAVERS LE MONDE

ANGOLA

Mort d'un Français enlevé par l'UNITA

Un ressortissant français, M. Jean-François Grossenbacher, âgé de trente-sept ans, technicien de la compagnie Bouygues Offshore, enlevé le 21 février par l'UNITA, le mouvement d'opposition armée angolais, est décédé, mercredi 28 mars, en Angola, « au cours d'une marche prolongée en terrain très difficile », a annoncé, à Paris, le ministère des affaires étrangères.

M. Grossenbacher avait été capturé lors d'une attaque contre un convoi de la Société nationale des pétroles angolais (SONANGOL) entre Casato et Ambito, au nord de Luanda. Il se trouvait dans l'un des véhicules transportant notamment des matériels de terrassement et de forage, qui était tombé dans une embuscade tendue par des forces du mouvement de M. Jonas Savimbi. L'UNITA avait annoncé le 22 février qu'elle était prête à relâcher « sans conditions » M. Grossenbacher et à le remettre, ainsi que les quinze soldats gouvernementaux angolais capturés en même temps que lui, au président angolais Mobutu Sese Seko, médiateur du conflit angolais. Le représentant de l'UNITA à Paris, M. Paulo Gato, avait ajouté à l'époque que la libération du technicien français interviendrait « lorsqu'il aurait été conduit en lieu sûr ». Un porte-parole du Quai d'Orsay a « condamné cet enlèvement et déploré que les tentatives faites pour évacuer rapidement M. Grossenbacher soient restées vaines ».

BRÉSIL

Les pillages se multiplient

Quatre mille paysans environ ont mis, samedi 29 mars, les entrepôts de l'école d'agriculture de Quixeramobim, dans l'État de

Ceará, dans le nord-est du Brésil, pour s'emparer de nourriture, de vêtements et de chaussures. Plusieurs incidents de ce type ont eu lieu, au cours des dernières semaines, dans les États de Ceará et Pernambuco, tous deux frappés par une sécheresse persistante.

Plus de soixante supermarchés et commerces divers ont été dévalisés à Rio, la deuxième ville du pays, depuis l'annonce du sévère plan anti-inflation du nouveau gouvernement brésilien, le 18 mars dernier. La police a d'autre part arrêté une trentaine de personnes dans les milieux d'affaires pour des infractions aux nouvelles réglementations. — (AFP)

LIBAN

Flambée de violence en « pays chrétien »

Le « pays chrétien » libanais a été le théâtre, jeudi 29 et vendredi 30 mars, d'une nouvelle flambée de violence, l'armée du général Michel Aoun et la milice des Forces libanaises (FL) se livrant leur bataille la plus acharnée depuis un mois dans les montagnes du Kesroun, à l'est de la capitale, ainsi qu'à Beyrouth-est. Ces affrontements ont coïncidé avec la réunion, organisée jeudi par le patriarche, Mgr Naourallah Sfeir, d'« assises maronites » destinées à tenter de trouver un règlement au conflit entre le général Aoun et les Forces libanaises de M. Samir Geagea. Ces « assises » — qui ont duré trois heures et n'ont réuni qu'une quinzaine de participants, dont quatre évêques et M. Geagea — n'ont, toutefois, pu dépasser le stade d'un appel à une « solution politique ».

Parallèlement, six soldats syriens et dix combattants du Hezbollah (chite) pro-iranien ont été blessés lors d'un accrochage qui les a opposés pendant plus de trois heures, jeudi, dans la banlieue sud de Beyrouth. — (AFP, Reuters)

DIPLOMATIE

Les pays européens face à l'unification allemande

Pays-Bas : mauvais souvenirs et fatalisme

Après la Grande-Bretagne et l'Italie (le Monde du 30 mars), nous poursuivons aujourd'hui notre série sur les réactions des pays européens devant l'unification allemande.

AMSTERDAM

de notre correspondant

L'un des principaux quotidiens néerlandais, *De Volkskrant*, a publié dernièrement une « tribune des lecteurs » révélatrice d'un partage des opinions face à la réunification allemande. « Le sentiment de Deutschland über alles qui prime (autre-Rhin) est inquiétant », écrit un habitant de Tilburg : « Je pense que je vais demander l'asile politique à la Pologne. Ça m'épargnera la honte d'être le sujet d'un allié de l'Allemagne le jour où ça dérapera vraiment. » Dans la colonne voisine, un correspondant d'Amsterdam condamne ses compatriotes qui pensent que « l'Allemagne d'aujourd'hui n'a pas un cheveu meilleur que celle d'il y a cinquante ans : cette façon de penser est un obstacle sur la voie d'une Europe pacifique et harmonieuse ».

D'un côté, le besoin d'exprimer son inquiétude, de l'autre, la volonté de dédramatiser. Selon le sondage le plus récent (mi-février) les Néerlandais qui rejettent — catégoriquement ou non (23 %) — la perspective de la réunification sont deux fois moins nombreux que ceux qui l'acceptent (52 %). Ces derniers étaient 60 % en novembre dernier, quelques jours après la chute du mur de Berlin, mais leur nombre est tombé ensuite, en réaction sans doute à la progression effrénée du dossier de la réunification allemande et surtout au flou de la position du chancelier Kohl quant à la ligne Oder-Neisse. « N'est-ce pas là la preuve que l'Allemagne nouvelle sera imprévisible ? », se demandait, au début du mois, Bram Houtman, un jeune ingénieur chimiste d'Enschede, près de la frontière allemande.

L'Irrationnel

Le fait marquant reste néanmoins la pondération d'ensemble des Néerlandais, quel que soit leur « camp ». « Nous nous attendions à des réactions plus vives, reconnaît récemment l'ambassadeur de RFA aux Pays-Bas, M. Otto von der Gableitz. A Bonn, on admettait que la réunification serait ici difficile à accepter », sous-entendu, plus difficile que ce n'est le cas. Mais, explique le député chrétien-démocrate, M. Joost Van Iersel, « les Néerlandais sont avant tout des réalistes. Ils s'attendent à la fusion (germano-allemande), même si une partie d'entre eux ont du mal à discerner le dilemme des responsables allemands ». La majorité des Néerlandais semblent comprendre, selon une formule de M. Von der Gableitz, que « l'unité allemande n'est pas une histoire patriotique, c'est un problème pratique. Que les choses aillent si vite vient du fait que seize millions de citoyens en RDA veulent également bien vivre ».

Ces analyses ne font-elles pas, trop vite, une part trop belle à la raison ? « Tout ce qui touche à l'Allemagne relève de l'irrationnel », affirme ainsi le député Maarten Van Traa, du Parti du travail (PVD). Dans l'inconscient collectif, les rapports néerlandais-allemands ne se conçoivent pas sans référence aux « années noires », celles de l'invasion par les troupes hitlériennes, de l'occupation, de la déportation massive des juifs et de l'hiver de la disette (1944-1945).

« Rendez-nous nos vélos »

« La soif d'expansion territoriale et la peur (qu'elle suscite) ne sont pas si loin derrière nous », déclarait, au début de l'année, le premier ministre, M. Ruud Lubbers, dont les bombardiers allemands pilonnèrent sa ville natale, Rotterdam, le 10 mai 1940. Alors que la classe politique évite, aussi soigneusement que diplomatiquement, toute référence explicite au deuxième conflit mondial, l'opinion publique en parle. Le souvenir de cette page noire de l'histoire des Pays-Bas hante toujours les esprits, y compris des générations de l'après-guerre : « Je n'ai pas connu cette époque mais la puissance de l'Allemagne nouvelle m'inquiète un peu », nous ont dit, en des termes approchant, quatre adultes d'aujourd'hui de différents horizons.

Anecdote significative rapportée par le journaliste Mark Blaisse :

« A table, la fille d'un de mes amis a dû sans ciller : « Dangereux, hein, ces Allemands ! ». Elle a neuf ans et regarde beaucoup la télévision. Elle ne connaît pas le mot « boche », mais elle est visiblement influencée de façon négative par les commentaires sur la réunification. Nous lui avons demandé pourquoi elle disait cela : « C'est comme ça, simplement. » On a continué à l'interroger et elle a parlé de « trop grands, trop riches et trop forts ».

Un chercheur allemand, Bert MBIller, habitant Amsterdam depuis dix ans, a étudié l'image de son pays natal dans la littérature néerlandaise contemporaine : « Tout ce qui est allemand y prend une signification « fascistoïde ». L'Allemagne est employée comme une métaphore : c'est le synonyme du Mal. C'est d'ailleurs comme un véritable exorcisme à l'échelle

nationale qu'avait été l'été, un soir de juin 1988, la victoire de l'équipe néerlandaise de football sur son homologue d'outre-Rhin. La troisième mi-temps, dans les rues de la quasi-totalité des communes, avait donné lieu à des scènes inouïes d'esprit revanchard, toutes générations confondues. « Avec mon grand-père, on a défilé aux cris de : « Rendez-nous nos vélos » (1), se souvient un étudiant d'Utrecht. Un sentiment fait de défiance, de jalousie et de peur est toujours vivace, indéfinissable et sous-jacent. Il s'exprime notamment à l'égard de la personnalité du chancelier Kohl. Pour l'opinion publique « Helmut Kohl personnifie la tactique du bulldozer », résume M. Maarten Van Traa.

De fait, le mouvement vers l'unification est ici perçu comme irréversible et irrésistible, et la tonalité

générale est au fatalisme, bon gré, mal gré. Un troisième lecteur du *Volkskrant* invitait d'ailleurs ses compatriotes à en prendre leur parti. « Devenons volontairement une province allemande et suivons tous un cours accéléré de langue. » Et le signataire de la lettre de dresser une liste des avantages de sa proposition : « Nous profiterons directement de la puissance du mark... Nous pourrions rouler en Mercedes à toute vitesse sur nos autoroutes. » La décision a défaut de raison.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) En référence aux vélos réquisitionnés par les nazis. Les deux-roues confisqués furent notamment envoyés dans les fonderies allemandes pour les besoins de l'industrie de l'armement.

Sous le patronage du secrétaire général du Conseil de l'Europe

Le GRAND ORIENT DE FRANCE

organise des Journées de réflexion sur la protection sociale et l'Europe

Avec MM. Peter LEUPRECHT, Jean MARMOT, Jean de KERVASDOUE, Jean-Claude CHESNAIS, René TEULADE, Jean-Loup DUJARDIN, Claude JULIEN, M^{me} Catherine MILLS, MM. Dominique COUDREAU, Henri CAILLAVET, Bernard BRUNHES, Bernard PISSARRO, Luc FERRY, Jean-Robert RAGACHE.

Vendredi 30 mars (20 h) : projection du film « Le Travail au Noir » de Jerzy SKOLIMOSWIKI.

Samedi 31 mars (de 8 h 45 à 18 h)

Dimanche 1^{er} avril (de 8 h 45 à 13 h)

Déjeuner-débat — Dimanche 1^{er} avril (de 13 h à 16 h)

En l'Hôtel du G.O.F. — 16, rue Cadet 75009 Paris

Ouvert à tous — Entrée gratuite

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Pour faire bénéficier leurs clients du grand marché unique en leur offrant une gamme européenne de prestations financières

LES CAISSES D'EPARGNE EUROPEENNES SIGNENT UNE CHARTE DE COOPERATION LE 30 MARS 1990 A BRUXELLES



Les Caisses d'Epargne ont toujours maintenu une présence fortement décentralisée et contribué à la sauvegarde de valeurs traditionnelles telles que l'adhésion à l'épargne, la croissance économique, l'organisation sociale. De ce fait elles représentent une véritable force bancaire d'adhésion pour toutes les catégories de clients.

Dans l'intérêt même de leurs clients, les Caisses d'Epargne européennes esti-

ment qu'une stratégie de coopération et d'alliances leur réunissant, est le moyen le plus adéquat, le plus efficace et le plus rentable de relever les défis inhérents à la création d'un espace financier européen. Les membres du Groupement Européen des Caisses d'Epargne conviennent donc :

- de tirer avantage des caractéristiques traditionnelles communes et des liens étroits personnels et professionnels tissés

au fil des années au sein du mouvement européen des Caisses d'Epargne :

- d'optimiser leurs capacités opérationnelles en mettant en commun leurs res-

sources dans l'intérêt de leurs clients ;

- de promouvoir une politique active de coopération entre les Caisses d'Epargne des 16 pays concernés, fondée sur les principes de préférence et de réciprocité.

Le Groupement Européen des Caisses d'Epargne est composé de douze mem-

bres de plein droit et de quatre membres associés, soit 16 pays qui représentent

plus de 1 800 Caisses d'Epargne et 37 000 implantations pour un total de dépôts de

84 milliards d'ECU et un bilan consolidé de 1 136 milliards d'ECU à fin

décembre 1988. En France, les 210 Caisses d'Epargne Ecureuil représentent

5 900 implantations, un total de dépôts de 108 milliards d'ECU et un bilan consolidé de 122 milliards d'ECU.

Allemagne Fédérale : Deutscher Sparkassen- und Giroverband e.V.

Belgique : Groupement Belge des Banques d'Epargne - Belgische Spaarbankvereniging

Danemark : Danmarks Sparveselsforening

Espagne : Confederación Española de Cajas de Ahorro

France : Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance

Grande-Bretagne : TSB Group plc

Irlande : Association of Trustee Savings Banks in Ireland

Italie : Associazione fra le Casse di Risparmio Italiane

Luxembourg : Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg

Pays-Bas : Nederlandse Spaarbankbond

Portugal : Caixa Geral de Depósitos

Autriche : Hauptverband der Österreichischen Sparkassen

Finlande : Suomen Säästöpankkiliitto

Norvège : Sparebankforeningen i Norge

Suède : Svenska Sparbanksförbundet

Caisse d'Epargne Ecureuil

GROUPEMENT EUROPEEN DES CAISSES D'EPARGNE

Initiatrices d'une stratégie d'accords de coopération dont la CHARTE s'est inspirée, les Caisses d'Epargne Ecureuil sont au cœur de la communauté des Caisses d'Epargne Européennes.

ASIE

VIETNAM : le huitième plenum du PC

De rudes débats
aux résultats ambigus

Le huitième plenum du comité central du PC vietnamien, réuni du 12 au 28 mars à Hanoï, semble avoir été l'occasion d'un débat très dur sur les réformes amorcées à l'occasion du VIème Congrès du PC, en décembre 1985.

Les communistes vietnamiens ont bien du mal à trouver leurs marques à la suite des bouleversements qui les ont privés de leurs traditions et de leurs valeurs, et qui les plongent, en raison de l'absence d'un règlement cambodgien et d'une réconciliation avec le grand frère chinois, dans un isolement presque total. Telle est l'impression donnée par le véritable conclaviste réuni pendant plus de deux semaines à Hanoï.

La direction communiste a choisi de mettre les changements en Europe orientale sur le compte des « forces impérialistes et réactionnaires », de renouveler son attachement à la « construction du socialisme » et de chasser de ses rangs l'avocat le plus en vue de réformes politiques, M. Trần Xuân Bách (Le Monde du 30 mars). Dominé par les partisans de M. Lê Đức Thọ - qui n'en est plus lui-même que le conseiller depuis 1986 -, le comité central semble s'être, en outre, contenté d'approuver la poursuite du « renouveau » économique et d'avancer de six mois la réunion du VIIème Congrès du PC, qui se tiendra pendant le deuxième trimestre de 1991. Le communiqué final, diffusé par Radio-Hanoï, ne fait apparemment pas état des appels répétés à une purge au sein du parti.

Les résultats de débats acrimonieux, qui s'étaient amorcés au cours de deux réunions préalables du bureau politique à Ho-Chi-Minh-Ville, sont probablement plus ambigus. Certes, la façon dont M. Bach a été radié est inhabituelle mais cet ancien conservateur, tard rallié aux réformes, en a peut-être fait un peu trop ces derniers mois pour ne pas laisser l'impression qu'il brigue le poste de secrétaire général du PC, sans pour autant convaincre les vrais partisans de réformes de la sincérité de son ralliement à leur cause. Si tel est le cas, la cible n'en était que plus facile.

En outre, si le comité central du

PC demeure le cœur du pouvoir au Vietnam, il ne pourra plus longtemps ignorer, au moins publiquement, les appels à une épuración du parti. *Tap Chi Công San*, le mensuel du PC, a réclaté, en février, l'« expulsion » d'éléments « mauvais, opportunistes, dégénérés, déviants et très corrompus ». Environ 60% des membres du parti, ajoutait-il, « ne se préoccupent que de leurs intérêts personnels », 10 % sont « dégénérés » et les 30 % restant sont les seuls à se conduire de façon satisfaisante. Le PC vietnamien compte environ deux millions d'adhérents.

L'attaque la plus ferme contre le Parti est cependant venue des rangs de l'armée. Radio-Hanoï a rapporté le 14 mars qu'au cours de réunions préparatoires au huitième plenum, des militaires ont dénoncé le « luxe » de cadres élevés du PC. L'armée a réclaté l'intervention « rapide » de mesures pour « restaurer la confiance populaire » dans le parti. Soumis à de tels assauts, pressé d'agir, le pouvoir fait visiblement, pour l'instant, le dos rond. Il n'est question toujours pas de question de pluralisme. Mais, tout en estimant que le PC doit conserver son rôle dirigeant, beaucoup de cadres supérieurs communistes sont conscients que le parti est, selon l'un d'entre eux cité pour l'AFP, « en pleine décadence » et qu'une « vaste purge est inévitable ». En outre, les luttes pour le pouvoir ne peuvent que continuer à en affaiblir la direction.

J.-C. POMONTI

◻ CAMBODGE : incident entre Khmers rouges, huit morts. - Huit personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées lors d'un incident entre groupes khmers rouges rivaux dans une région du nord-ouest du Cambodge riche en pierres précieuses, a annoncé, mercredi 28 mars, un responsable des Khmers Rouges en Thaïlande. M. Oum Tik a déclaré à des journalistes thaïlandais que des guérilleros khmers rouges chargés de la protection de la ville minière de Pailin (nord-ouest du Cambodge) avaient été bombardés à coups de mortiers le 23 mars par une unité khmère rouge non identifiée. - (AFP)

Une dernière session de travail, pour mettre fin à la fin du blocus commercial du Népal par l'Inde, aura lieu ce week-end à Katmandou. Un nouvel accord devrait être signé le mois prochain à l'occasion d'une visite au Népal du ministre indien des affaires étrangères.

KATMANDOU

de notre envoyé spécial

C'est une histoire de David et Goliath qui aurait mal tourné... Il était une fois un petit royaume himalayen qui vivait heureux sous l'aile immense et protectrice de ses deux voisins. Un jour, le souverain, Sa Majesté Birendra Ier, en eût assez de cette amitié un peu étouffante et déclara que le Népal était « un grand pays souverain et indépendant » et qu'il allait le prouver. Le Népal dit à l'Inde : « Trop est un bon voisin, nous avons assez de cette dépendance qui nous oblige à passer par vous pour nous nourrir et vendre nos produits. Nous allons nous adresser ailleurs. » L'éléphant indien, dans sa force et sa sagesse, laissa faire. Le Népal, alors, acheta des armes à la Chine (des fusils d'assaut, quelques automitrailleuses et des canons anti-aériens, présentés par Katmandou comme des armes « anti-émeutes »), et demanda à Pékin de se substituer à son voisin, autant que faire se peut.

Il y a quelque temps, ne serait-ce que pour darder le pion à son rival indien, et aussi parce que le Népal est un bon voisin (grande discrétion népalaise à la suite de la répression contre les étudiants chinois), la Chine aurait volontiers accédé à cette demande. Mais justement, les relations sino-indiennes s'amélioreraient. En novembre 1989, lors de sa visite à Katmandou, le premier ministre chinois, M. Li Peng, n'offrit rien de bien substantiel. Alors, l'Inde se révolta et... le Népal trembla.

Le 23 mars 1989, à l'expiration des traités de commerce et de transit liant les deux pays (qui complètent le traité d'amitié de

1950), les points de passage sur la frontière indo-népalaise furent brusquement fermés, sauf deux. L'Inde permit au Népal de faire transiter ses importations par son territoire. Mais, en octobre 1989, les tankers remplis de pétrole venant de Singapour et attirés par le Népal ne purent accoster. Les autorités portuaires de Calcutta expliquèrent que les quais avaient besoin de travaux. M. Upadhyaya, ministre népalais des affaires étrangères du Népal, nous assure pourtant, l'air convaincu : « Il s'agissait de malentendus et de rien d'autre. Notre volonté de défendre notre souveraineté n'est pas dirigée contre l'Inde. Nous voulons une Inde forte et prospère, comme nous voulons une Chine forte et prospère. Nous nous devons de conserver de bonnes relations avec les deux pays. Nous n'avons pas à revoir le traité de 1950, qui ne pose pas de problèmes particuliers à chaque pays. Nous respectons les aspirations de l'autre. Si les Indiens ont le sentiment que leur sécurité est menacée, nous devons faire en sorte de trouver un moyen de faire taire cette inquiétude. »

Les deux pays ont pourtant bien des contentieux. En facilitant le retour à Katmandou du roi Tribhuvan en 1951, Nehru avait été floué : l'instauration de la démocratie, que réclamait le premier ministre indien, avait été balayée deux ans plus tard d'un trait de plume royale. Les relations bilatérales devinrent cependant étroites, grâce à des traités profitant surtout aux Népalais : liberté d'importation et d'exportation, aucune formalité d'entrée et de séjour, liberté d'achat d'une résidence et de travail (y compris dans l'administration). En échange, Delhi entendait que Katmandou fasse preuve d'un peu de bonne volonté, ce qui ne fut pas toujours le cas, le grand pays souverain soutenant, dans les instances internationales, les thèses américaines et chinoises, alors que l'Inde est traditionnellement favorable aux Soviétiques. Les membres de l'opposition népalaise ont, d'autre part, trouvé en Inde un sanctuaire politique, et le Palais royal accuse les

partis politiques indiens de soutenir financièrement l'agitation pro-démocratique qui secoue actuellement Katmandou.

Sur le plan économique, les hommes d'affaires népalais réservent au moins 30 % de leurs marchandises à la contrebande avec l'Inde. Parfois, ce sont des convois entiers de camions qui passent impunément la frontière. Il y a quelque temps, 400 000 postes de télévision en couleur ont été achetées par des importateurs népalais, alors que le parc de téléviseurs du pays ne dépasse pas 15 000 appareils... La crise est pour effet de ramplir des relations commerciales privilégiées par l'instauration de la « clause de la nation la plus favorisée », c'est-à-dire le droit commun. Des droits de douane exorbitants furent mis en place, qui réduisirent considérablement le commerce officiel entre les deux pays. Le système généralisé de licences d'importation, qui est maintenant la règle, renforce encore le marché noir. L'économie du Népal a subi les effets de la crise, mais la population, contrairement à ce qui fut dit à l'époque, n'a pas, dans l'ensemble, trop souffert d'un « blocus » qui ne fut qu'apparent.

Le coût
du malentendu

La situation des réserves de change du Népal est passée de critique à « confortable », selon le ministre des finances, M. Bharat Bahadur Pradhan (cinq mois d'importations, soit environ 300 millions de dollars), grâce, il est vrai, aux prêts accordés par plusieurs organismes financiers internationaux. L'économie népalaise, d'une manière générale, s'est comportée de façon plus satisfaisante que prévu, notamment parce que le tourisme (principale ressource budgétaire) est maintenu. Ce n'est pas une surprise, tout particulièrement, assure M. Pradhan, nous pouvions tenir. La période vraiment difficile n'a pas dépassé un mois et demi et, au bout du compte, personne n'a perdu son travail. M. Pradhan évalue cependant le coût du « malentendu » avec l'Inde à plus de

2 milliards de roupies (400 millions de francs) de pertes sèches pour l'économie népalaise. Avec un sourire rassurant, il explique que, après cette époque troublée et tellement « artificielle », l'avenir des relations avec l'Inde ressemblera... au passé : « Oui, nous allons plus ou moins revenir au statu quo ante. Non, nous n'avons jamais adopté une attitude arrogante envers l'Inde, nous avons toujours dit que nous voulions négocier. »

Katmandou abandonne ainsi toute idée d'exiger des quelque 200 000 ressortissants indiens vivant au Népal des permis de travail et s'engage à l'avenir à ne plus irriter New-Delhi avec des achats d'armes chinoises. La clause de la nation la plus favorisée sera vraisemblablement abandonnée au profit d'un retour à des relations régies par deux traités séparés, sur le transit et le commerce. De son côté, New-Delhi voudrait obtenir, pour ses avions, une autorisation permanente de survol de l'espace aérien népalais au-dessus d'un plateau de 31 000 pieds (9 450 mètres). Du côté du Palais royal, on se déclare a priori hostile à accorder un quelconque « droit extraterritorial » à l'Inde.

Si New-Delhi veut être tout à fait tranquille, ajoute-t-on, l'Inde n'a qu'à rejoindre les quelque cent pays qui ont accepté de faire du Népal une « zone de paix ». Toujours obsédée par les risques d'une guerre avec la Chine, l'Inde n'est pas prête à geler ainsi une partie importante de ses frontières. La marge de manœuvre des autorités népalaises est cependant réduite. Si Katmandou a réussi à diversifier son économie (ses importations ne dépendent plus qu'au niveau de 40 % de l'Inde, contre 80 % il y a quinze ans), les produits indiens restent beaucoup moins chers que d'autres. Le Népal, d'autre part, est un pays structurellement dépendant : l'aide internationale couvre plus de la moitié du budget et environ 70 % des dépenses de développement.

LAURENT ZECCHINI

PROCHE-ORIENT

L'affaire du réseau irakien de trafic de composants nucléaires

La tension monte entre Londres et Bagdad

Survenant dans le sillage de l'affaire Bazoit - ce journaliste d'origine iranienne, détenteur de documents britanniques, pendu à Bagdad sous l'accusation d'« espionnage » - la découverte d'un réseau irakien d'exportation illégale de composants pouvant servir à la fabrication de bombes nucléaires (Le Monde du 30 mars) a encore fait monter la tension entre la Grande-Bretagne et l'Irak, même si Londres a exclu, jeudi 29 mars, de rompre ses relations diplomatiques avec Bagdad.

Alors même que le premier ministre, M. Margaret Thatcher, qualifiait la découverte et la saisie, à l'aéroport londonien de Heathrow de quarante dispositifs de mise à feu (éclateurs) permettant l'explosion d'engins nucléaires, d'« incident très, très sérieux », on apprendait que les douanes britanniques avaient empêché également le transfert illégal vers l'Irak de matériel acoustique utilisé dans la fabrication des mines sous-marines. Une enquête sur cette affaire a été ouverte « dans le nord-ouest de l'Angleterre et en Ecosse ».

Cette succession d'« affaires » mettant directement en cause son pays a suscité une violente réaction du président Saddam Hussein, dont le régime avait déjà démenti mercredi les « allégations » britanniques. Dans une diatribe contre les « forces ennemies », M. Saddam Hussein a mis en garde ces dernières contre les conséquences de « l'intensification de leur complot à l'encontre de l'Irak ». A Washington, le département de la justice a rendu publics, jeudi, des documents concernant l'inculpation de cinq personnes et de deux sociétés par une chambre de mise en accusation de San Diego (Californie) qui mettent en cause la société d'état ira-

kienne El-Quasqa dans l'organisation du trafic d'éclateurs de fabrication américaine. Cette société, dépend du ministère irakien de l'industrie et de l'industrialisation militaire.

Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires économiques, M. Richard McCormack, a exprimé à l'ambassadeur d'Irak à Washington, M. Mohammed El Machat, « la profonde préoccupation des Etats-Unis devant les tentatives de l'Irak de contourner les contrôles américains sur les exportations de munitions interdites » et rappelé « la ferme opposition » de Washington à la prolifération nucléaire.

Les chefs d'inculpation de San Diego sont, d'une part, la conspiration pour le compte du gouvernement irakien afin d'obtenir et d'exporter illégalement 40 éclateurs fabriqués par l'entreprise californienne CSI Technologies et, d'autre part, le transfert aux Etats-Unis à des fins illégales de 10 500 dollars en paiement à cette société. Les inculpations prononcées dans cette affaire concernent la Française Jeanine Speckman (épouse d'un ressortissant britannique), arrêtée mercredi à Londres et qui s'y trouve en liberté sous caution, ainsi que quatre Irakiens : Ali Daghir, détenu également en Grande-Bretagne, et trois ingénieurs de la société El-Quasqa, Karim Dhaïdas Omran, Dafir El Azawi et Walid Issa Ahmed, qui se trouvent en Irak. Les firmes britanniques Euromac et Atlas Equipment, pour lesquelles travaillaient M. Speckman et M. Daghir, sont aussi inculpées.

Le commissaire des douanes américaines, Carol Hallett, a précisé que la société Euromac servait d'agence d'achats du gouvernement irakien et « a acheté pour des millions de dollars d'équipements pour le gouvernement durant le conflit Iran-Irak ». Un porte-parole du département de

la Justice, M. Dan Eramian, a d'autre part confirmé que Washington souhaitait obtenir l'extradition des deux accusés restés à Londres, mais a souligné que ceci ne pourrait se faire qu'après qu'ils auront été jugés en Grande-Bretagne.

L'acte d'accusation indique clairement qu'un agent des douanes, Daniel Supnick, a joué un rôle clé dans le piège tendu aux Irakiens. En se faisant passer pour un dirigeant de la société CSI, il avait négocié le contrat conclu pour la vente des éclateurs avec Ali Daghir et Jeanine Speckman. Cette dernière aurait conseillé que les composants soient expédiés sous l'appellation d'équipements de conditionnement d'air pour salles d'ordinateurs. Les négociations avaient commencé dès septembre 1988 mais n'étaient vraiment entrées dans le vif du sujet qu'à l'automne dernier. - (AFP-REUTERS)

Le nouvel
afrique
asie

● DAKAR, ABIDJAN, LIBREVILLE, NIAMEY : La culture africaine.
● ALGERIE : Où va la culture amazighe ?
● BENIN : Le nouveau pouvoir.
● LIBERIA : Ni Doe, ni Taylor.
● SOUDAN : La déliquescence.
● CIA : Après la perestroïka.
● SYRIE : Le syndrome roumain.
● ERVTHREE : Négociation sur fond de combat.
● SÉNÉGAL, MAURITANIE : Polémiques.
● NÉPAL : Le long chemin de Katmandou.
En vente dès aujourd'hui 3, rue de Metz, 75010 Paris

ISRAËL : la crise gouvernementale

Les hésitations des partis religieux
exaspèrent la classe politique

Les rabbins en feraient-ils trop ? Le ton des éditorialistes et de nombre de responsables politiques commence à refléter un sentiment d'exaspération aigu à l'égard des partis religieux et de leur rôle dans la crise actuelle. Les dirigeants des formations orthodoxes auraient réveillé ce que la presse appelle une atmosphère de « kulturakampf » - le vieil antagonisme entre laïcs et religieux.

JERUSALEM

de notre correspondant

C'est affaire d'influence idéologique et de finances. Jeudi 29 mars, tous les quotidiens affichaient à la une les sommes, jugées astronomiques, que la commission du budget vient d'attribuer aux écoles des orthodoxes. Trois fois plus que l'an passé, pour un nombre d'étudiants qui n'a pas bougé. La raison en est simple : depuis l'éclatement de la coalition d'union nationale Likoud-travaillistes, il y a quinze jours, les deux grands partis israéliens rivalisent de largesses à l'attention de religieux - dix-huit députés - dont ils se disputent le soutien, indispensable, pour former le prochain gouvernement.

Des députés de l'extrême-droite, comme Rafail Eitan, ou du centre-gauche, comme Avraham Poraz, tiennent le même langage : « Les partis religieux exploitent la situation pour extorquer des fonds publics aux dépens de priorités telles que l'intégration des nouveaux immigrants ». Mercredi, des chômeurs ont manifesté devant la Knesset, dénonçant « la distribution de pots de vin aux orthodoxes ».

La veille, la classe politique était encore sous le coup des attaques que venait de porter le rabbin Eliezer Schach (Le Monde du 28 mars). Le chef spirituel de deux des partis orthodoxes (Shas et Deguel HaTorah) avait féroce dénoncé la « culture laïque » des travaillistes, s'en prenant, tout particulièrement, aux kibboutz. La réplique a été unanime et a témoigné, à droite comme à gauche, d'un véritable ras-le-bol pour « ces leçons de morale administrées par des hommes qui ne se réclament même pas du sionisme ». Et chacun de rappeler que nombre d'étudiants des écoles talmudiques dépendant des partis religieux ne font pas le service militaire, alors que les kibboutz fournissent une grande part des cadres d'élite de l'armée.

Les kibboutz ne représentent sans doute guère plus de trois pour cent de la population, mais en s'y attaquant, le vieux rabbin s'en est pris à l'une des institutions-légendes de l'histoire d'Israël et, d'un bord à l'autre de l'échiquier politique, cela a déplaqué : « Le contenu de ce discours », écrit l'influent Haaretz, « n'est pas différent de ce qu'on peut entendre dans une mosquée de Gaza ou de Téhéran ou, encore, dans l'église d'un télévangéliste : seule une partie de son message était clair - le mépris d'un juif observant pour ses frères laïcs ».

Querelle
théologique

Le débat politique s'est déplacé sur cette ligne de fracture de la société israélienne, « la laïcité-religieuse », alors que la crise avait un tout autre objet : l'avenir des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza et les perspectives de dialogue avec les Palestiniens. Là encore, à gauche et à droite, on

incrimine la responsabilité des religieux. Car si les travaillistes de M. Shimon Pérès ont pris le risque de faire éclater l'union nationale pour forcer une négociation avec les Palestiniens, c'est bien parce qu'ils avaient reçu l'assurance de certains des partis religieux qu'ils étaient prêts à gouverner par la suite avec eux. M. Pérès pouvait prétendre qu'il disposait alors d'une « coalition pour la paix » formée de la gauche et des partis orthodoxes. Le soutien de l'un d'eux, l'Agoudat Israël, lui était déjà acquis. Il pouvait être confiant quant aux intentions définitives du Shas.

Et puis, soudainement, le Shas semble avoir changé d'avis, plongeant cette semaine les amis de M. Pérès dans la déprime et redonnant du cœur au Likoud. Les motifs de ce retournement sont multiples - et pas tous éclaircis. Mais l'un d'eux - et peut-être le principal - tient au fait que le rabbin Schach a refusé que le Shas puisse siéger dans le même gouvernement que l'Agoudat Israël. C'est affaire de vieille rivalité : en simplifiant à l'extrême, ces partis incarnent, chacun, l'une des deux grandes tendances qui divisent le judaïsme orthodoxe depuis deux cents ans. Certes, personne n'ose qualifier cette querelle théologique de futile, mais certains trouvent passablement surréaliste qu'elle puisse influencer, sinon déterminer, l'issue d'une crise dont l'enjeu est l'avenir des territoires occupés. C'est bien, pourtant, ce qui se passe.

ALAIN FRACHON

سكنا من الاموال

ENGAGEZ-VOUS DANS LA REGION ETRANGERE !

QUAND MEME... VOUS AURIEZ DU LE SAVOIR !

C'est vexant quoi ! C'est vexant que des étrangers vous fassent la leçon en établissant leurs quartiers dans une région où vous n'avez peut-être jamais mis les pieds. Il va falloir rectifier votre point de vue.

LE NORD, UN CARREFOUR STRATEGIQUE

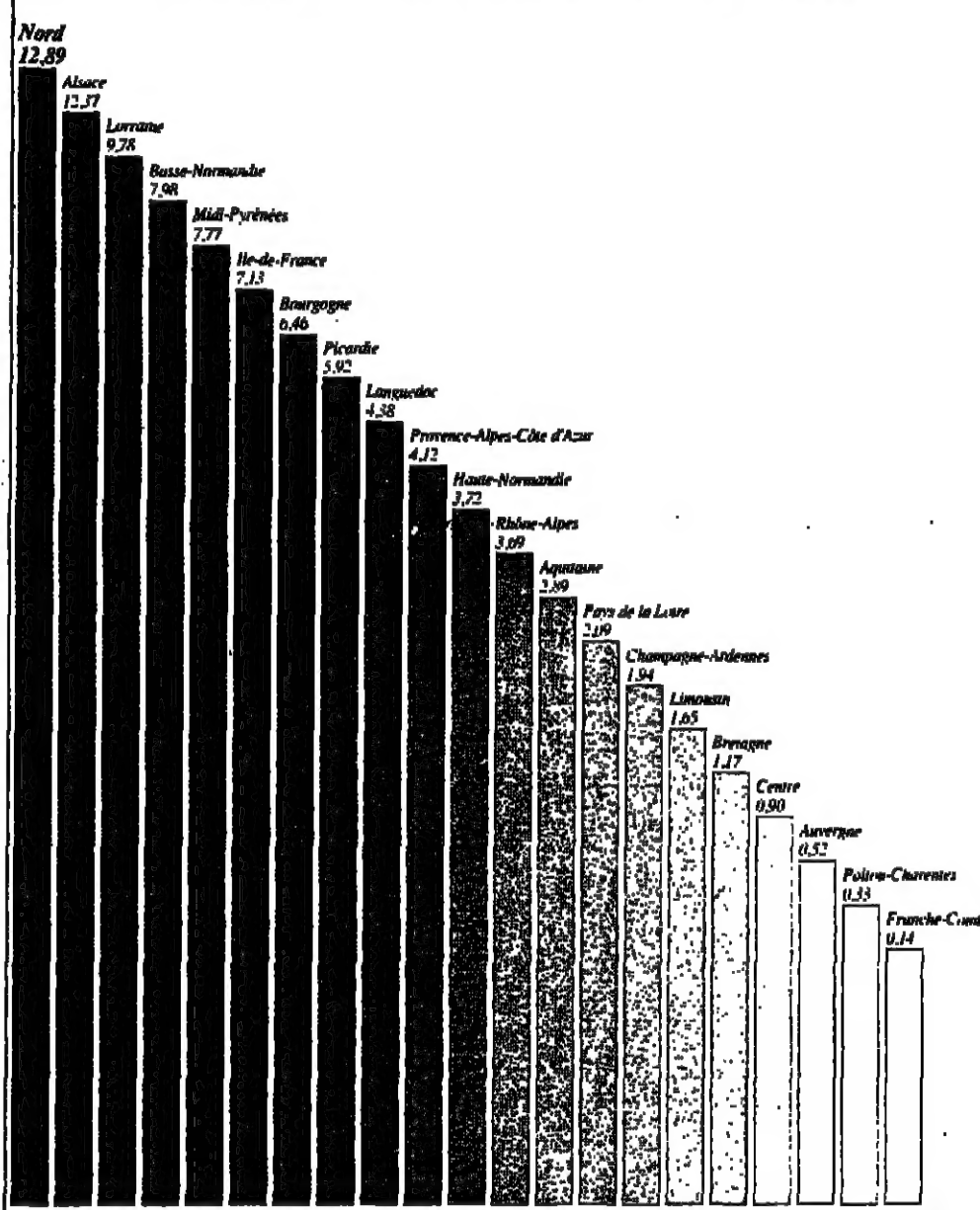
- situé à moins de 300 km de 6 capitales européennes;
- des TGV comme s'il en pleuvait : Paris à 1 heure, Bruxelles à 25 minutes, Londres à 2 heures par le transmanche, Amsterdam à 2 heures, Cologne à 1 heure et demie, Lyon à 3 heures dès 93;
- des autoroutes "en veux-tu en voilà" vers Paris, Bruxelles, Aix-la-Chapelle, Londres (par le tunnel), Amsterdam...
- un aéroport qui vous envoie ses jets directement sur New York, Francfort, Londres, les Antilles, l'Afrique du Nord.

LE NORD A L'ASSAUT DE NOUVEAUX BASTIONS

Dans une région de traditions industrielles, une nouvelle génération d'entreprises gagne (les entreprises étrangères l'ont bien compris) :

- un secteur tertiaire qui occupe maintenant 60 % des effectifs de la région, soit :
- 70 % de la V.P.C. française,
- les plus grandes chaînes de distribution et de franchise,
- de grandes compagnies financières et d'assurances,
- les leaders européens et mondiaux de l'agro-alimentaire;
- des implantations allemandes, américaines, anglaises, japonaises et bien sûr belges et hollandaises (c'est tout près) qui réalisent plus de 20 % des investissements industriels de la région:

EMPLOIS NOUVEAUX CREEES PAR LES CAPITAUX ETRANGERS



Répartition en pourcentage par région des 13 960 emplois créés ou annoncés par des investisseurs étrangers en 1989 (source : Datar.)

- sans oublier l'agriculture, la pêche, l'énergie, l'automobile...

Et pour étayer son ambition :

- 5 universités, 18 écoles d'ingénieurs (10 % des ingénieurs français sont formés dans la région), 3 écoles de commerce et de gestion, une école de journalisme...
- le métro VAL que le monde entier nous envie (et nous commande !)
- un Palais des congrès et de la musique doté des infrastructures les plus sophistiquées.

LE NORD, UN NOUVEAU PAYS DE COCAGNE

- Habiter une maison individuelle entourée d'un vrai jardin ou nicher dans les m² restaurés du Vieux-Lille.
- Aller entendre plusieurs fois par an l'Orchestre National de Lille dirigé par Jean-Claude Casadesus, faire un saut au Musée d'Art Moderne pour la rétrospective Fernand Léger ou au Musée des Beaux-Arts de Lille, n°2 français.
- Disposer de 5 golfs où crapahuter à 20 km autour de Lille et de dizaines de clubs de tennis, de tai-chi-chuan sans oublier les séminaires de visualisation positive ou de danse africaine.
- La mer à 45 mn de la métropole pour le speed-sail ou la planche à voile.
- Et, surtout, nouer des relations si profondes et si chaleureuses que quitter le Nord devient un arrache-cœur pour les résidents d'adoption.

Alors, le Nord... rien d'un parcours du combattant, n'est-ce pas ?

Engagez-vous à nos côtés pour les grandes manœuvres européennes.

Le terrain est reconnu. Il y a place pour des troupes d'élite.



ACTEA-AGAPES RESTAURATION-APAVE-ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES-JOIRE PAJOT MARTIN-BANQUE POPULAIRE DU NORD-BANQUE SCALBERT DUPONT-BRASSERIE ENFANTS DE GAYANT-CADDY-CARRIERES DU BOULONNAIS S.A.-ROUBAIX-TOURCOING-CDP INGENIERIE ETR-CIMOYAM-CLEMENT ET CIE-COMPAGNIE MUTUEL DU NORD-DECATHLON S.A.-DECOBEQ INGENIERIE-P. DECOSTER ET CIE-A. DEWAVRIN FILS & CIE S.A.-L. DEWULF-CAILLERET ET FILS S.A.-DICKSON CONSTANT-DOLFUS MIEG & CIE-DOMAIN D'HARDELLOT-DOUBLET-FABRIQUE DE PER DE MAUBEUGE-FACEN-LES FILS DE JUST DUJARDIN ASSURANCES-FREMAUX-BERNARD GHESQUIERES S.A.-GRAS SAVOYE S.A.-GROUPE GEORGE V-IMPRIMERIE JEAN DECOSTER-IMPRIMERIE HASBROUCQ-INSTITUT PASTEUR DE LILLE-INTERBREW FRANCE-K.WAY INTERNATIONAL-LABORATOIRES SARBEC-LA MONDIALE-LAMY LUTTI-LEROY MERLIN-SOCIETE INDUSTRIELLE LESAFFRE-LILLOISE D'ASSURANCES-LLOYD CONTINENTAL-LA MAISON DES PROFESSIONS-GROUPE INFORMATIQUE MAQUET-NORAUTO-NORPAC SNC-ONDULYS-PHILDAR-PROMOD-PRONAL S.A.-LA PROSPERITE FERMIERE-RABOT DUTILLEUL- LA REDOUTE CATALOGUE-J. REYDEL S.A.-SCHERING S.A.-SEDAF-SEGIN-SERGIC-SICORFE-SLE-SOREFI NORD-PAS DE CALAIS-TIOXIDE FRANCE S.A.-TRANSPORTS DUBOIS-3 SUISSES-L'UNION GENERALE DU NORD-VANDAMME PIE QUI CHANTE (VPSA)-VERKADE PATISSERIE S.A.-VANDEPUTTE S.A.-VEV PROUVOST-BANQUE NATIONALE DE PARIS Direction du Réseau Nord-Picardie-BULL-CREDIT LYONNAIS-ECCO TRAVAIL TEMPORAIRE-EDF GDF-SOCIETE ELUREST Filiale du groupe Wagons-lits-EUROTUNNEL-HOULLERES DU BASSIN DU NORD ET DU PAS DE CALAIS-IBM FRANCE-KPMG FIDUCIAIRE DE FRANCE-MANPOWER-RMO TRAVAIL TEMPORAIRE-SNCF-SOCIETE GENERALE-SODINOR-SOLLAC DUNKERQUE

ASSURANCES VERSPIEREN-AUCHAN NORD-PAS DE CALAIS-AVENIR RURAL-BANQUE BATIR S.A.-C.BERA S.A.- LA BLANCHE PORTE-ANDRE BOET S.A.-BONDUELLE S.A.-CASTORAMA S.A.-CAITEAU ETS-CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LILLE GENERALE DE CHAUFFE-CREDIT DU NORD-CREDIT GENERAL INDUSTRIEL-CREDIT ET FILS S.A.-DICKSON CONSTANT-DOLFUS MIEG & CIE-DOMAIN D'HARDELLOT-DOUBLET-FABRIQUE DE PER DE MAUBEUGE-FACEN-LES FILS DE JUST DUJARDIN ASSURANCES-FREMAUX-BERNARD GHESQUIERES S.A.-GRAS SAVOYE S.A.-GROUPE GEORGE V-IMPRIMERIE JEAN DECOSTER-IMPRIMERIE HASBROUCQ-INSTITUT PASTEUR DE LILLE-INTERBREW FRANCE-K.WAY INTERNATIONAL-LABORATOIRES SARBEC-LA MONDIALE-LAMY LUTTI-LEROY MERLIN-SOCIETE INDUSTRIELLE LESAFFRE-LILLOISE D'ASSURANCES-LLOYD CONTINENTAL-LA MAISON DES PROFESSIONS-GROUPE INFORMATIQUE MAQUET-NORAUTO-NORPAC SNC-ONDULYS-PHILDAR-PROMOD-PRONAL S.A.-LA PROSPERITE FERMIERE-RABOT DUTILLEUL- LA REDOUTE CATALOGUE-J. REYDEL S.A.-SCHERING S.A.-SEDAF-SEGIN-SERGIC-SICORFE-SLE-SOREFI NORD-PAS DE CALAIS-TIOXIDE FRANCE S.A.-TRANSPORTS DUBOIS-3 SUISSES-L'UNION GENERALE DU NORD-VANDAMME PIE QUI CHANTE (VPSA)-VERKADE PATISSERIE S.A.-VANDEPUTTE S.A.-VEV PROUVOST-BANQUE NATIONALE DE PARIS Direction du Réseau Nord-Picardie-BULL-CREDIT LYONNAIS-ECCO TRAVAIL TEMPORAIRE-EDF GDF-SOCIETE ELUREST Filiale du groupe Wagons-lits-EUROTUNNEL-HOULLERES DU BASSIN DU NORD ET DU PAS DE CALAIS-IBM FRANCE-KPMG FIDUCIAIRE DE FRANCE-MANPOWER-RMO TRAVAIL TEMPORAIRE-SNCF-SOCIETE GENERALE-SODINOR-SOLLAC DUNKERQUE

Les Gagnants : 16, place du Général-de-Gaulle - 59800 LILLE - Tél. 20 57 15 23 - Fax : 20 30 61 28

POLITIQUE

Le congrès du Front national à Nice

En proposant de réserver les prestations sociales aux « nationaux »
le RPR chasse sur les terres de l'extrême droiteM. Le Pen
seul candidat
à sa succession

NICE

de notre envoyé spécial

Sur les 1 805 délégués qui sont attendus au congrès, 583 siègeront de droit, en raison de leur niveau de responsabilité interne au Front national ou en raison de leur mandat électif (conseiller général ou régional, député européen ou national). Pour la première fois depuis sa création, en 1972, le FN organise un congrès - les trois derniers se sont déroulés en 1985, 1982 et 1978 - pour lequel la majorité des délégués ont été élus, et non pas officiellement désignés, à l'occasion de congrès départementaux ou régionaux depuis le mois d'octobre 1989.

Les délégués procéderont à l'élection à main levée du président du parti d'extrême droite. Selon les statuts précisés à la dernière minute, tout candidat à ce poste doit être présenté par au moins vingt premiers secrétaires de sections. En l'espèce, il n'y a qu'un seul candidat : M. Jean-Marie Le Pen, président sortant.

A bulletin secret, ces délégués éliront un comité central de 100 membres parmi les 412 militants (délégués et adhérents au Front depuis un an au moins, à jour de leurs cotisations) qui se sont portés candidats. Au cours de sa première réunion, ce nouveau comité central, qui jusqu'ici n'a tenu qu'un rôle purement formel, avalisera l'équipe de trente personnes constituant un bureau politique qui lui sera soumise par le président. Le président, le vice-président, M. Dominique Chaboche, le secrétaire général, M. Carl Lang, et le délégué général, M. Bruno Mégret, constitueront le bureau exécutif du FN.

Banalisation
conservatrice

Quatre personnes ont été cooptées récemment au bureau politique sur proposition du président. Il s'agit de M. Yvan Blot, député européen et transfuge du RPR, qui n'était pas encore membre du FN lors de l'université d'été de ce parti en 1989 ; M. Jean-Pierre Gendron, élu dans le Nord et gendre de M. Le Pen ; M. Jules Monnerot, historien et président du « conseil scientifique » du mouvement d'extrême droite (le Monde du 30 mars) et enfin M. Marie-France Stirbois, dernière désignée en date, unique députée FN à l'Assemblée nationale, qui siège parmi les non-inscrits.

Dans une « Lettre ouverte aux cadres et aux élus du FN » en date du 27 mars, M. Michel Schneider, qui se présente comme un « ancien proche collaborateur de Jean-Pierre Stirbois », précédent secrétaire général démissionnaire, dénonce le « processus de banalisation conservatrice » et la « politique du bon plaisir » qui, selon lui, trahiraient le Front. Très critique à l'égard de l'alliance néfaste des convolutionnaires de Front et de droite, M. Bernard Antony (pseudonyme de M. Bernard Antony, député européen) et du conservatisme druidique des « horlogers » (référence aux dirigeants du FN MM. Mégret, Blot et Jean-Yves Le Gallou, issus du Club de l'horloge), il affirme que « 35 % des conseillers régionaux élus en 1985 ont quitté le Front national plus ou moins discrètement ; idem pour 30 % des membres élus au comité central de 1985 qui se sont volatilisés ; 15 % des conseillers municipaux de mars 1989 ne font plus référence au FN ».

Alors que M. Lang annonce des effectifs tournant autour de 70 000 membres, M. Schneider, qui a la dent dure contre le secrétaire général, prétend que le nombre d'adhérents a fini par « se stabiliser à 25 000 ».

OLIVIER BIFFAUD

A la veille des « états-général » que les dirigeants de l'opposition vont consacrer à la question de l'immigration, samedi 31 mars et dimanche 1^{er} avril à Villepinte (Seine-Saint-Denis), alors qu'au même moment, à Nice, le Front national, réuni en congrès, veut faire diversion, lui, en centrant ses travaux... sur l'écologie, le RPR a rallié les positions de M. Jean-Marie Le Pen, vendredi matin 29 mars, par l'intermédiaire de M. Nicolas Sarkozy. Au risque d'aggraver le contentieux qui oppose, sur ce terrain, le mouvement chiraquien aux centristes, et à une partie de l'UDF, le maire de Neuilly-sur-Seine, parlant en tant que secrétaire général adjoint du RPR en charge de la préparation de ces assises, s'est déclaré partisan, sur Antenne 2, de réserver les prestations sociales aux « nationaux », autrement dit d'en exclure les immigrés (1). Cette initiative apporte de l'eau au moulin d'une formation qui, en dix-huit ans d'existence, n'a jamais varié sur ce sujet.

Le Front national rêve, depuis sa création, en 1972, de conquérir le pouvoir pour « sauver la France ». La « sauvegarde » de quoi ? Des « hordes barbares », certes, mais aussi de tout le reste ! Les jeunes nationalistes révolutionnaires d'Ordre nouveau, qui fournirent à M. Jean-Marie Le Pen sa première garde militante, résumaient cette vocation messianique en des termes « romantiques » : « La Révolution consiste à détruire totalement l'ancien régime et à rétablir intégralement l'Ordre nouveau. Nous sommes de vrais révolutionnaires car nous sommes décidés à aller jusqu'au bout de cette nécessité, quoi qu'il puisse en coûter. Renversant un régime décadent et ses valets, transformant de fond en comble une société érodée sous ses débris et ses vices, nous bâtissons un Monde nouveau, un monde libéré de l'exploitation du travailleur, un monde de beauté, de courage et de justice ».

Aujourd'hui, l'ordre du jour n'a pas changé, même si les contingences électoralistes amènent M. Le Pen à user de formules plus ampoulées, et c'est la même idéologie qui unit dans l'action politique l'état-major d'une formation structurée comme une armée. La différence, à dix-huit ans d'intervalle, tient évidemment dans l'audience que cette idéologie rencontre désormais dans une partie de la population française lorsque, deve-

nant mystification, elle capte les psychoses d'une société urbaine en proie à des hantises collectives qui amalgament la peur du chômage, de l'avenir, du petit délinquant, du grand terroriste, de l'étranger, de la différence. Elle tient aussi, bien sûr, aux changements qui se sont produits dans le paysage politique. Le discrédit qui affecte tous les autres partis et qui grossit les bataillons d'abstentionnistes aux élections partielles n'est pas le moindre about du Front national. Rien n'interdit donc plus à M. Le Pen et à ses amis de prétendre, sans faire rire, qu'ils sont « sur le chemin du pouvoir ».

« Jouer de la déliquescence
du système »

si, dans leur grande majorité, les Français, fort heureusement, continuent de faire preuve de lucidité en maintenant leurs jugements sur le Front national, qu'ils estiment toujours aussi dangereux pour la démocratie-ainsi qu'en témoignait encore le sondage de la SOFRES publié le 28 mars par Le Figaro (le Monde du 29 mars) - M. Le Pen est politiquement fondé à espérer renverser un jour cette tendance puisque les mêmes Français - et en particulier l'électorat du RPR - adhèrent à son discours, dans une moyenne de 30%, dès qu'il exploite son fonds de commerce sur l'immigration et l'insécurité. Le

congrès de Nice confirmera, d'ailleurs, le changement de stratégie décidé par le Front national.

Après avoir tenté, souvent en vain, de 1972 jusqu'à ses premiers succès électoraux de 1983, de se poser en force permanente de contestation de tous les pouvoirs établis, le parti de M. Le Pen a cherché à intégrer le système institutionnel qu'il dénonçait. Rejeté sur ses marges, il aspire désormais à imposer sa loi à tous ses adversaires sans exception. « Reste la stratégie du recours, celle de la conquête du pouvoir », écrit le nouvel « idéologue » du Front national, M. Bruno Mégret, dans son dernier ouvrage (2).

Et le Front national a pour lui l'avantage de s'opposer à des adversaires sur la défensive, ainsi que l'illustre la prise de position de M. Sarkozy qui renouvelle une erreur souvent commise par l'opposition dans le proche passé. Chaque fois que la droite libérale a cru pouvoir rivaliser avec M. Le Pen en s'alignant sur ses thèses, elle a provoqué l'effet inverse de celui qu'elle escomptait : non seulement elle n'a pas rattrapé le terrain perdu mais elle a contribué à banaliser davantage ces thèses.

Les socialistes, pour leur part, ont progressé dans leurs analyses. Au congrès de Rennes, M. Laurent Fabius avait souligné un point important en insistant sur la nécessité de reconstruire les forces mili-

tautes de gauche dans tous les quartiers où l'implantation du Front national a rempli le vide laissé par le dépeuplement des activités associatives. M. Michel Rocard touchait juste. Lui aussi, jeudi soir, à Romans, lorsqu'il mettait en cause, dans la montée de l'extrême droite, « la spirale des logements sociaux, la spirale de la dégradation des ghettos où s'exacerbent les tensions entre communautés ». Et le premier ministre avait raison d'ajouter que les valeurs de l'extrême droite « sont étrangères au génie profond de notre peuple et aux principes de la France républicaine ». Mais les excentriques peuvent-ils encore suffire ?

ALAIN ROLLAT

(1) Ce n'est pas la première fois que le RPR s'engage dans cette voie. Le Conseil de Paris avait décidé en 1984, de réserver le versement de l'allocation de congé parental d'éducation à la naissance d'un troisième enfant aux seules familles françaises, à celles originaires des pays de la Communauté européenne, aux réfugiés politiques et aux apatrides (le Monde du 19 avril 1985). Sur recours du MRAP, le tribunal administratif, en 1986, puis le Conseil d'Etat, le 30 juin 1989, annulant la décision du Conseil de Paris, estimant que cette allocation devait être attribuée à tous les résidents, quelle que soit leur nationalité.

(2) « La Flamme, les voies de la renaissance », Robert Lafont.

Un entretien avec M. Bruno Mégret (FN)

« Nous n'avons aucun intérêt à une alliance stratégique avec le RPR et l'UDF »

Le congrès du Front national fera une large place, selon ses organisateurs, à l'écologie et aux problèmes sociaux. M. Jean-Marie Le Pen, qui fait de cette échéance une étape importante de sa stratégie, traitera lui-même, en conclusion des débats, de « la France au pouvoir ».

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, qui se présente comme le numéro deux du parti, expose son analyse de la situation et les options de son mouvement.

« Le dernier congrès du Front national a eu lieu en 1985. Depuis, vous avez eu des passages à vide électoraux et certains de vos dirigeants vous ont quitté... »

« Ceux qui sont partis sont ceux qui ont « craqué ». Ils n'ont pas tenu le choc des attaques que nous avons subies ou des moindres succès électoraux que nous avons enregistrés. Mais cela n'a pas été dommageable, car le Front national n'a pas de problème de légitimité, ni au regard de Jean-Marie Le Pen qui est le président incontesté du mouvement, ni au regard du projet politique auquel tout le monde adhère. »

« Etait-il préférable que ceux-là vous quittent ou que vous vous sépariez d'eux ? »

« Oui... même si un départ est toujours regrettable. Ces événements ont assuré une décapitation. Nos adhérents qui ont traversé les épreuves et les attaques ont l'âme trempée et les convictions solides. C'est la grande différence entre le Front national et les partis de la classe politicienne, car ceux qui sont chez nous n'y demeurent que pour leurs convictions alors qu'on reste au RPR ou au PS pour les avantages qu'on peut en retirer, en faisant fi, parfois, de ses convictions. »

« Quelle analyse de l'évolution du Front national au cours de ces cinq années faites-vous alors que vous en êtes devenu le numéro deux ? »

« Depuis 1983, nous sommes passés de zéro à 15 %, ce qui est une grande réussite politique. Il y a très peu d'exemples comparables dans l'histoire contemporaine. Les quelques difficultés que nous avons pu rencontrer s'expliquent donc comme des maladies de jeunesse, alors que les partis de l'établissement connaissent des maladies de vieillesse extrêmement graves. »

« En parlant de « maladies de jeunesse », vous passez sous silence la période du Front national qui va de 1972 à 1983. »

« Non, il y a trois grandes périodes. Celle que vous évoquez constitue la traversée du désert. »

Celle qui va s'achever maintenant constitue l'émergence et l'implantation, car tout le monde le reconnaît, le Front national n'est pas un feu de paille, mais, désormais, une force non marginale et incontournable. La troisième période, qui s'ouvrira après notre congrès, sera la marche vers le pouvoir. J'en reviens à l'analyse de notre évolution. La deuxième caractéristique est que le Front national a anticipé sur l'émergence des graves problèmes dont les Français sont maintenant de plus en plus conscients. Aujourd'hui, les événements nous rattrapent. Sur des questions comme l'immigration, le communisme, le sida, nos thèses apparaissent progressivement démodées. Enfin, le Front national est la seule expression politique nouvelle des grandes mutations que nous connaissons. »

« Le socialisme a changé de visage entre 1981 et 1983 en passant du socialisme archaïque type étatiste, modèle 1936, selon le schéma des cent dix propositions de François Mitterrand, au socialisme cosmopolite, celui des droits de l'homme, du refus des exclusions et de la prétendue lutte antiraciste. »

L'enjeu politique majeur s'est modifié en conséquence. Il n'est plus axé aujourd'hui sur l'économie et le social, qui restent importants mais qui ne sont plus structurants de l'époque. L'enjeu est, désormais, la question nationale. C'est autour de cet enjeu que les forces politiques et les électeurs doivent se structurer. Sur ce terrain, le Front national a plusieurs longueurs d'avance. Un basculement s'effectue ; du couple RPR-UDF et PS-PC, on passe au tête-à-tête entre le FN et le PS, même si ce n'est pas encore vécu comme cela par l'opinion. »

« Cette conjonction contre l'immigration, le communisme et le sida, vous ne pensez pas que cela fait un peu court pour un programme politique ? »

« Ne s'agit que de trois exemples, nous avons un projet politique qui est fondé sur tout autre chose. Il passe par le retour de la souveraineté du peuple qui implique des réformes institutionnelles faisant disparaître la dictature larvée de l'établissement en place ; il passe par une grande politique familiale assurant le renouvellement démographique ; il passe par une grande politique de l'identité nationale, dont notre attitude face à l'immigration n'est qu'un des aspects ; il passe par une politique de libertés économiques ; il passe par une politique de retour du droit, c'est-à-dire de l'ordre et de la sécurité publique, mais aussi une saine conception de la norme juridique à un moment où les textes législatifs réglementaires d'origine nationale ou européenne prolifèrent de façon quasi cancéreuse ; il passe par une grande politique de fraternité »

nationale, fondée sur les notions de communauté et de préférence nationales ; il passe par une politique de puissance pour la nation française et l'Europe. »

« Dans votre famille de pensée, certains mettent en évidence l'impossibilité d'être un parti nationaliste et de défendre, dans le même temps, des thèses économiques libérales. Comment le délégué général du Front national aborde-t-il cette contradiction politico-économique ? »

« Cette question mérite d'être clarifiée. Il est certain que le « laissez faire, laissez passer » à l'échelle internationale, sans considération de nations et de frontières, met en cause l'indépendance de la nation et de son identité. On le voit, par exemple, avec les « produits culturels ».

Néanmoins, la prospérité économique passe par un accroissement des libertés économiques. Avant d'être des taux, des indices et des technocrates, l'économie, ce sont des femmes et des hommes au travail et l'économie sera prospère ou ne le sera pas selon que ceux qui travaillent ont ou n'ont pas la liberté de jouir des fruits de leur travail. La liberté économique doit donc s'instaurer très clairement à l'intérieur de la nation, ou à l'intérieur de la Communauté européenne, car nous sommes d'accord pour le marché unique. Mais on ne peut pas cependant ignorer la nécessité des frontières, y compris économiques, entre l'Europe et le reste du monde. »

« Nous sommes en guerre économique : le monde international n'est pas le vaste marché décrit dans les manuels d'économie politique, c'est un champ de bataille. Les Japonais mènent leurs offensives commerciales comme des opérations militaires et nous devons assurer la protection de notre économie, car la prospérité nationale est un objectif nécessaire, mais l'indépendance nationale en est un autre tout aussi légitime. Je suis favorable à l'utilisation des armes utilisées par nos adversaires, y compris le protectionnisme pragmatique et dynamique aux frontières de l'Europe de façon à aider nos entreprises soit à se reconstruire, soit à lancer des offensives sur le marché mondial, sans avoir à subir, sur leurs arrières, les attaques de leurs concurrents. »

L'impératif
national

« Vous-même, vous sentez-vous plus nationaliste ou plus libéral ? »

« L'intérêt national bien conçu doit primer. Le « libéralisme » n'est qu'un instrument au service de la prospérité nationale, ce n'est pas un objectif en soi. Dans la hiérarchie des valeurs, l'impératif

national devance l'impératif des libertés économiques. »

« Vos détracteurs vous accusent, sous couvert d'intérêt national, de servir de « vieilles soupes »... »

« Les Japonais, qui appliquent ces méthodes, ne me paraissent pas tellement rétrogrades sur ce terrain économique. Il ne faut pas faire de dogmatisme : je n'ai jamais parlé d'autarcie. Ce serait une absurdité. On peut être indépendant dans un monde interdépendant. Il suffit d'être puissant. »

« Les élections partielles révèlent une continuation de la pensée du Front national. Vous réclamez l'union aux partis de la droite parlementaire, mais vous donnez l'impression, en réalité, de vouloir faire cavalier seul jusqu'à l'élection présidentielle. Quelle est votre stratégie ? »

« Il faut en effet distinguer la stratégie de la tactique. Sur le plan stratégique, notre objectif est de conquérir la responsabilité du pouvoir pour assurer la renaissance de la France. Nous atteindrons cet objectif si Jean-Marie Le Pen est élu président de la République et si le Front national est en position d'assumer les responsabilités plénières et entières du gouvernement. C'est notre objectif à terme. Cela peut se faire dans le cadre d'une alliance avec le RPR et l'UDF, à la condition que le FN soit en position dominante. »

« A côté de la stratégie, il y a la tactique. »

Nous avons une hiérarchie d'adversaires : le socialisme est le principal danger dans notre pays, nous sommes donc prêts sur le plan tactique à des alliances ponctuelles et réciproques avec le RPR et l'UDF pour battre les socialistes et pour nous permettre d'avoir le maximum d'élus, ce qui est une façon d'aller plus vite vers le pouvoir. Qui à des alliances tactiques, non à une alliance stratégique comme il y en a une entre le RPR et l'UDF. Nous n'avons aucun intérêt à une alliance stratégique avec ces deux forces qui sont en plein déclin. Ni la fameuse « Force unie », ni l'équipe de Don Pasqua et Séguito Séguin contre les maîtres à vent chiraquiens ne pourront enrayer cette inéluctable contraction des forces de la droite institutionnelle. Entre l'option cosmopolite incarnée par le PS et l'option nationale incarnée par le FN, il n'y a plus d'espace politique. Le RPR et l'UDF sont donc sans utilité, sans identité et sans avenir. »

« La décennie
Le Pen »

« Vous écoutez totalement la création d'un axe entre le Front national et MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin ? »

« Cela me paraît difficile car les options de Séguin sont aux antipodes de celles du FN. Séguin

serait mieux du côté des socialistes et Pasqua - si tant est qu'il ait une opinion - serait mieux de notre côté. »

« Mais ils sont encore ensemble... »

« Leur initiative est donc sans chance de succès véritable. »

« Au début de cet entretien, vous disiez qu'un Front national, il n'y a pas de contestation du chef. N'est-ce pas tout simplement parce que le chef n'a pas de successeur ? »

« Jean-Marie Le Pen a une stature sur Front national et dans le pays qui, en effet, ne peut pas être remplacée aujourd'hui. Quant à dire que le FN disparaîtrait avec Le Pen, maintenant cela n'est plus vrai, car c'est justement l'un de ses grands succès que d'avoir réussi à constituer un mouvement qui pourrait lui survivre. »

« La troisième phase qui, selon vous, va s'ouvrir après le congrès n'est-elle pas déjà l'après-Le Pen ? »

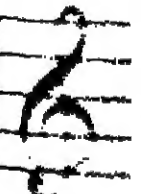
« Ce sera, au contraire, la décennie Le Pen. »

Propos recueillis par
OLIVIER BIFFAUD

■ Le Recours se rapproche du RPR. - Les dirigeants du Recours, association de rapatriés, ont été repus par M. Jacques Chirac, puis par M. Alain Juppé, pour évoquer les problèmes de l'immigration. MM. Rousset et Forzy, qui « veulent lutter contre toutes les formes de racisme », participent aux états généraux de l'opposition sur l'immigration le 31 mars. Le Recours, qui est en train de transformer ses structures, se situe plus nettement dans l'opposition politique et se rapproche sensiblement du RPR. Il envisage ainsi de participer à la confédération des mouvements associés du RPR qui est en cours de constitution (le Monde du 29 mars).

■ M. Juppé : « Plus le RPR est fort, plus l'opposition est forte. - M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a une interview à Presse Océan datée du 30 mars, évoque les réactions de l'UDF. « Si nous voulons gagner des sièges aux prochaines élections législatives, c'est évidemment en les prenant aux socialistes », M. Juppé ajoute : « M. Mitterrand entre dans sa dixième année de pouvoir et tout le monde constate que la France est plus instable aujourd'hui qu'en 1980. Le moment est venu pour nous de reprendre l'offensive. C'est ce que nous faisons. »

la pi



Ren

POLITIQUE

Les élections municipales partielles

Le maire désavoué par le PCF pour propos racistes

« Dédé » joue Clichy contre le parti

Pour une fois, la désignation du maire de Clichy-sous-Bois sera véritablement le « troisième tour » de l'élection municipale. Le maire sortant, M. Déchamps, désavoué par la direction départementale du PCF pour « propos racistes » (le Monde du 30 mars), mobilise ses troupes en vue du dernier acte qui devait se jouer samedi matin, à la mairie. La désignation du premier magistrat cichois devait se faire au départ dans une annexe, l'espace 93.

Le préfet de Seine-Saint-Denis a finalement estimé que l'hôtel de ville offrait les meilleures conditions de sécurité. La salle du conseil ne pouvant accueillir qu'une cinquantaine de personnes, les débats seront retransmis à l'extérieur au moyen de haut-parleurs. Une compagnie de CRS a d'ores et déjà été mobilisée. Les plus folles rumeurs courent la ville à propos de l'élection de samedi matin.

« On lui a tendu un piège »

N'a-t-on pas dit que SOS Racisme viendrait manifester contre M. Déchamps ? Que M. Jean-Marie Le Pen lui-même (que l'on attend plutôt au congrès du Front national, à Nice...) ferait le déplacement ?

Pour les Cichois, la grande querelle qui oppose M. Déchamps, en place depuis 1965, aux instances fédérales et nationales, reste sibylline. Un alerte sexagénaire, bérêt basque vissé sur le chef, avoue n'avoir lu ni l'article du Monde ni celui de Libération (1) qui ont déclenché la victoire acquise, l'offensive de la fédération départementale.

« Je n'ai pas voté pour lui mais je ne comprends pas pourquoi il ne serait pas maire, puisqu'il a gagné et qu'il n'a pas triché. Quant aux problèmes d'immigration, ils existent, qui peut le nier ? », indique-t-il.

Jeudi 29 mars en fin d'après-midi, près de trois cents inconditionnels sont venus apporter leur soutien à « Dédé ». En première ligne, de nombreux employés municipaux - ils sont plus de trois cents au total - qui observent depuis mercredi un service minimum. « Je devais aller voir Holiday on l'a mais j'ai dit à ma femme d'y aller sans moi, pour Dédé », glisse un Cichois à son voisin. Devant les caméras de TF1, les propos se sont électrisés : « on a tendu un piège au maire », « c'est un mauvais procès », « une honte ». La bru de M. Déchamps est intervenue : « je suis née algérienne et je peux vous dire que mon beau-père n'est pas raciste ». Juché sur une table, M. Déchamps a improvisé « a capella ». « Si on regarde les chiffres, actuellement, comme dirait quelqu'un, j'ai dans le cul », a-t-il reconnu avant d'inviter « tous les Cichois et toutes les Cichois à venir dire qu'ils veulent avoir pour maire », samedi matin.

S'agit-il d'un ultime baroud d'honneur ? L'arithmétique est apparemment sans appel. Le conseil municipal élu le 25 mars compte 35 membres parmi lesquels un élu socialiste « dissident », 13 communistes, 6 socialistes, et 6 « personnalités » élues sur la liste de M. Déchamps. Les neuf sièges de l'opposition se répartissent entre 5 élus FN et quatre RPR.

Selon certains pointages, M. Déchamps pourrait compter sur une dizaine de voix : celles des six « personnalités », de trois communistes (dont le maire et son premier adjoint sortants), d'un socialiste. M. Déchamps pourrait aussi bénéficier de la bienveillance du RPR. M. Eric Raoult, député RPR de Seine-Saint-Denis, n'aurait pas oublié le peu d'empressement apporté par M. Déchamps à la campagne de Mlle Isabelle Thomas, en juin 1988. L'élection du « ticket » proposé par la direction départementale - M. Christian Chapuis et M. Gilbert Klein - pourrait donc être plus serrée que prévu. Le vote des élus communistes et socialistes sera donc sous haute surveillance.

Jeudi, devant ses amis, M. Déchamps a démenti « catégoriquement » les fameux propos à l'origine du scandale. « J'ai mon franc-parler, je suis un peu « primaire » mais on ne me fera dire des choses que je ne pense pas », a-t-il indiqué. Toute sa tumulte n'est selon lui qu'un prétexte.

GILLES PARIS

(1) A quelques jours du scrutin, M. Déchamps avait déclaré (le Monde du 24 mars) : « les Portugais, on ne les a jamais pipés en train de vandaliser une école. Ce n'est pas le cas des Africains et plus particulièrement des Maghrébins ». « Ce que propose Jean-Marie Le Pen à côté de ce que je fais à la place de Mitterrand, c'est de la bibine », avait-il ajouté. Selon Libération, M. Déchamps avait comparé « les nègres et les arabes » à « une meute de hyènes dans les escaliers des cités », et l'avait qualifié d'agresseur les pauvres bonnes femmes, ils étaient mieux de se bouger. S'ils n'ont rien à faire, qu'ils retournent chez eux », avait ajouté M. Déchamps.

Grand-Couronne : duel PC-PS

ROUEN

de notre correspondant

Le PC et le PS se retrouvent face à face au premier tour de l'élection municipale partielle de Grand-Couronne (10 000 habitants), commune proche du Grand-Quevilly, dans la circonscription de M. Laurent Fabius.

Avec Le Petit-Quevilly et Canteleu, Grand-Couronne faisait partie des communes de plus de 10 000 habitants prises au PCF par le PS en 1989 dans l'agglomération de Rouen.

La droite UDF-RPR ne présente pas de liste. Il y a un an, elle avait obtenu 6,13 % des voix. Cette fois, personne n'a accepté d'en prendre la tête.

La lutte se résume à un duel serré entre le maire sortant PS, M. Bernard Frau, et son prédécesseur, M. Jean Salen, maire de 1965 à 1989, figure locale du Parti communiste. M. Salen a offert la place de numéro deux de sa liste à M. Claude Barbay, chef de file des écologistes en 1989. Il a également été rejoint par des militants socialistes déçus de l'alliance de M. Frau avec d'anciens élus de droite.

En mars 1989, les deux tours s'étaient déroulés dans une atmosphère tendue. Au premier tour, avec 37,56 % des voix, M. Frau avait été distancé de six points par le maire communiste sortant, la liste de M. Barbay ayant obtenu 12,09 % et celle de droite 6,13 %. Faute d'accord à gauche, et les écologistes se maintenant, le PS avait finalement remporté la triangulaire avec 46,38 % contre 43,87 % pour le maire PCF sortant et 9,73 % à la liste de M. Barbay.

ETIENNE BANZET

Romans-sur-Isère : le rose et le vert

VALENCE

de notre correspondant

L'enjeu du scrutin partiel de Romans est plus important que le simple renouvellement d'un conseil municipal dont l'élection en mars 1989 a été annulée par le Conseil d'Etat (le Monde du 9 mars). Il s'agit pour le PS d'empêcher l'opposition d'élargir la brèche ouverte il y a un an à Montélimar, ville conquise par M. Thierry Cornillet (UDF). Si M. Etienne-Jean Lapassat (PS), maire sortant invalidé, échouait à Romans, l'opposition détiendrait alors deux grandes villes drômoises sur trois. A terme, c'est la place du PS à la tête du seul département de la région Rhône-Alpes qui pourrait être menacée.

La partie est d'autant plus difficile qu'à Romans, tous les scrutins locaux se jouent à une poignée de voix, et au rythme d'un balancier qui donne successivement l'avantage à la droite ou à la gauche. Devant de 139 voix dans sa ville

sous législatives de juin 1988 par M. Georges Durand (UDF-RPR). M. Lapassat avait repris un an plus tard sa revanche aux municipales, avec un avantage de 227 suffrages sur le même adversaire.

Pour ce nouveau scrutin, M. Lapassat a décidé de « ne pas changer une équipe qui gagne ». Toutefois il y a ajouté une dose de « verts ».

Face à lui, M. Durand, qui est parvenu cette année à réaliser l'union de la droite, a également sorti sa carte verte : un écologiste destiné à devenir son adjoint à l'environnement. Mais le député de la quatrième circonscription de la Drôme doit faire face à un double handicap : son père étant maire de Bourg-de-Péage, ville située juste de l'autre côté de l'Isère, certains romansais envisagent mal l'idée de confier la totalité de l'agglomération à une seule famille.

Deuxième handicap : la présence cette fois d'une liste du Front national.

GÉRARD MÉJEAN

Montreuil-Faut-Yonne : « guerre des dames »

La droite, qui se battait depuis un an pour obtenir l'invalidation de l'élection municipale de mars 1989 à Montreuil-Faut-Yonne (Seine-et-Marne), risque d'avoir provoqué un scrutin pour rien. Elle se présente en effet en ordre dispersé face à une liste d'union de la gauche et à une liste du FN. En mars 1989, le maintien au second tour de la liste du FN avait provoqué une « triangulaire » fatale au maire sortant RPR, M. Claude Eymard-Duverney. La gauche unie derrière le PC avait perdu la mairie en 1983 ; elle la retrouvait six ans plus tard derrière un chef de file PS.

Cette fois, l'affrontement attendu entre les mêmes équipes avec, en second plan, un Front national décidé à jouer sa carte dans une ville qui compte environ 20 % d'étrangers, n'aura pas lieu. En annonçant qu'il ne se présenterait pas à la première place, M. Eymard-Duverney a ouvert la porte à une « guerre des dames » au sein de son ancienne équipe.

Manifestement lassé de la vie poli-

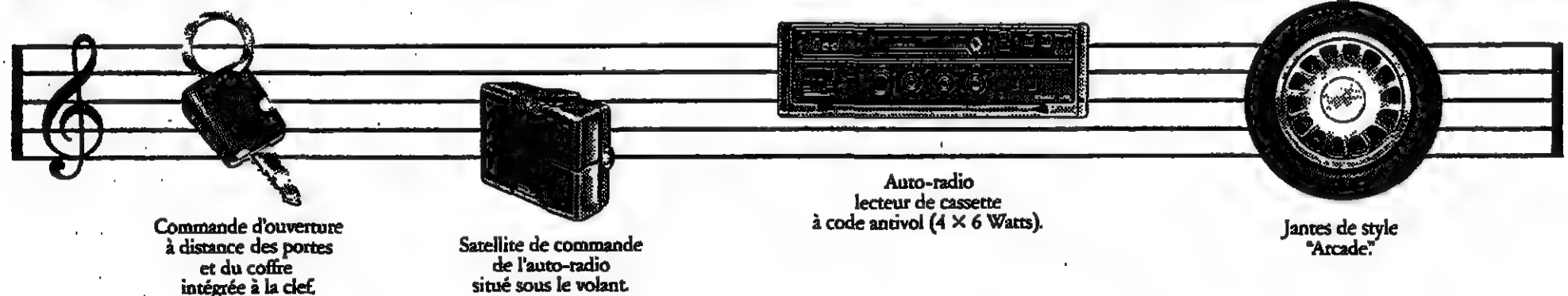
tique, l'ancien député (il avait remplacé M. Alain Peyrefitte à l'Assemblée nationale) voulait également éviter de se trouver confronté à la question du cumul des mandats (il est conseiller régional et conseiller général) dans l'hypothèse où le recensement ferait passer Montreuil-Faut-Yonne de la barre des 20 000 habitants. Le choix de M^{me} Gisèle Baillet soutenu par le RPR comme tête de liste, a provoqué la réaction de M^{me} Chantal James (UDF). Les deux femmes qui ont été pendant six ans adjointes de M. Eymard-Duverney, se trouvent aujourd'hui opposées dans un combat dépourvu pour les électeurs. L'échec des négociations menées pour empêcher cet état de fait de la droite conforte le maire socialiste invalidé M. Alain Dréze.

Apparemment bien embarrassé par la candidature de sa suppléante, M^{me} James, le député UDF, M. Jean-Jacques Hysot, a adopté une attitude très discrète.

CHRISTIAN-LUC PARISON

Série limitée Renault 21 Symphonie la première voiture qui démarre avec une clé de Sol.

Pour démarrer en musique, démarrez en Renault 21 Symphonie. Bien sûr, pour apprécier cette série limitée, il ne suffit pas seulement d'avoir de l'oreille. Avec la peinture métallisée, l'intérieur velours et les vitres teintées, le plaisir des yeux est, lui aussi, total. Naturellement, la gamme se devait d'être irréprochable. Avec les versions essence ou Diesel, berline ou Nevada, 4 ou 5 portes, c'est chose faite. A partir de 94.200F. Renault 21 Symphonie GTS. Tarif au 12/03/90. Millésime 90. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. Dac votre financement. RENAULT présente ELF



Renault 21, ce n'est pas le même voyage.

RENAULT
LES VOITURES
À VIVRE

POLITIQUE

La rentrée parlementaire de l'UDC Le centre à deux vitesses

Excluant - pour le moment - toute possibilité d'ouverture vers les socialistes, les députés de l'UDC, qui ont tenu jeudi 29 mars leur journée parlementaire à Rambouillet, choisissent de demeurer dans le cartel électoral de l'UDF tout en rêvant à nouveau d'un grand parti du centre autonome.

En attendant des jours meilleurs, les dirigeants centristes ont décidé en cette rentrée parlementaire de bannir de leur vocabulaire deux mots. D'abord celui d'ouverture. La triste image du congrès socialiste de Rennes, les alliances maintenues entre le PS et le PCF, l'évidence à leurs yeux que M. Michel Rocard manque à la fois « de courage et de marge de manœuvre », la prudence de M. François Mitterrand sur le terrain européen, font que « ce débat est clos », selon M. Pierre Méhaignerie qui faisait sa rentrée après trois mois de convalescence.

Autonomie et prudence

Celui aussi d'union. En présence de M. Michel Noir, le président du CDS, a souligné que le débat sur la réorganisation de l'opposition était nul et non avenu parce que pour le moment insoluble. Jugant que M. Jacques Chirac avait commis « une grave erreur politique » en présentant la semaine dernière à Arles les fortes revendications du RPR, M. Méhaignerie a nettement engagé ses amis à ne point se commettre « dans ces batailles de structures et d'hommes ». Tous les députés centristes, des fusionnistes comme M. Dominique Baudis aux hommes « ouverts » comme M. Bruno Durieux ou M. Edmond Alphandéry ont, semble-t-il, tout à fait admis cette double consigne. Convité la veille à un dîner amical, M. Raymond Barre n'a point dissimulé une certaine satisfaction. « Enfin on progresse, a-t-il lancé à ses hôtes, on n'a pas entendu une fois le mot union. »

En vérité, un mot est revenu sur toutes les lèvres, celui d'autonomie. Mais sachant quels troubles ce terme peut jeter

chez leurs alliés, la prudence naturelle des centristes les incite plutôt aujourd'hui à adopter une stratégie à deux vitesses. Face « à la volonté hégémonique du RPR », il s'agit de privilégier dans un premier temps une alliance électorale avec l'UDF. Parce que, comme l'a rappelé M. Méhaignerie, « 1993 est avant 1995 », que les centristes ne savent pas trop comment éconduire M. Valéry Giscard d'Estaing et qu'ils considèrent que sur les dossiers importants de l'Europe et de décentralisation quelques beaux combats en commun peuvent être menés. Mais pour l'avenir, les centristes continuent de croire et d'espérer en l'émergence « d'une grande formation du centre à vocation majoritaire », ce vieux rêve qu'ils

s'étaient pris à caresser au lendemain de l'élection présidentielle de 1988.

Premier rendez-vous : un congrès de « remobilisation » à Saint-Malo (19, 20 et 21 octobre) qui devrait jeter les bases d'un nouveau parti troquant le sigle CDS pour celui de l'UDC : « Union du centre » ou « Union des démocrates chrétiens », on hésite encore.

En attendant, les centristes se sont résolus à s'engager prudemment sur ce terrain extrêmement mouvant. La leçon des élections européennes n'a pas été oubliée. Mais ils sont sans complexe, tant ils sont certains, compte tenu de ce qui s'est passé à l'Est, « qu'entre les incertitudes du socialisme et les limites du libéralisme, les idées simples du centre

sont les meilleures ». Ils ont aussi la conviction que leurs alliés se chargeront de leur renvoyer eux-mêmes la preuve de la charge. La convention sur l'immigration, organisée samedi 31 mars et dimanche 1^{er} avril à Villepinte (Seine-Saint-Denis) devait être à leurs yeux le premier test. A aucun prix, ils n'entendaient céder par exemple devant la proposition de réserver certains droits sociaux aux Français. « Nous ne sommes pas prêts à renoncer à nos valeurs », a prévenu M. Bernard Stasi. Un tel avertissement laisse supposer bien des complications.

DANIEL CARTON

A l'Assemblée nationale Faire entendre sa « différence »

Les députés centristes soignent leur image de parlementaires sérieux et de législateurs techniques. Un dossier rempli de fiches synthétiques sur les principaux textes qui devraient être soumis au Parlement à la session de printemps - avec pour certains d'entre eux, une première indication de vote - les attendait dans leur salle de travail à Rambouillet.

L'après-midi du jeudi 29 mars a été consacré à un débat approfondi sur la décentralisation, l'aménagement du territoire, l'Europe et les questions internationales.

Bien décidé à faire de nouveau entendre sa différence au sein de l'opposition, le groupe UDC s'est fixé une ligne de conduite pour les trois mois à venir : « on examine les textes, on se détermine en fonction de leur contenu et non en raison de telle ou telle contingence ou alliance politique » résumait un conseiller de M. Pierre Méhaignerie. Les centristes envisagent toutefois une alliance privilégiée avec leurs collègues de

l'UDF, au détriment de l'intergroupe de l'opposition et donc du RPR, dont ils ne partagent pas les positions sur deux thèmes majeurs : l'Europe et la décentralisation.

Cette nouvelle stratégie - qui marque en fait un retour à celle qui avait prévalu lors de la création du groupe UDC en 1988 - a recueilli l'assentiment de la très grande majorité des députés. Elle devrait être d'autant plus facilement suivie que la session offre de nombreux textes techniques. Les parlementaires centristes se sont d'ores et déjà déclarés plutôt favorables aux projets de loi portant réforme des postes et télécommunications ou modifiant le statut de la régie Renault.

Il se disent également prêts à réexaminer le projet de loi relatif au droit au logement, qui lors de son adoption en première lecture pendant la session d'automne, avait été déposé de ses principales dispositions concernant les pouvoirs d'intervention du préfet en matière de préemption et d'at-

tribution de logements. Les députés centristes ne sont aujourd'hui plus hostiles à ce renforcement des pouvoirs du préfet à condition qu'ils soient mieux « encadrés » et qu'un « équilibre » soit trouvé entre la liberté des collectivités locales et la nécessité de mieux répartir les logements sociaux pour les personnes les plus défavorisées.

Le groupe centriste a d'autre part annoncé une « première » : la création d'un serveur Minitel « 3615 UDC » destiné à informer le public et les militants de ses prises de position dans les différents débats, des questions écrites ou orales déposées par les députés et de la vie interne du groupe. Il permettra également un dialogue « question-réponse » avec les députés. Un deuxième accès codé, réservé aux parlementaires, à leurs collaborateurs et aux cadres du CDS offrira un système de messagerie interne et des informations sur le calendrier des travaux de l'Assemblée.

P. R.-D.

M. Rocard souhaite un « sursaut » du PS

M. Michel Rocard a évoqué le congrès du PS, jeudi 29 mars, à Romans-sur-Isère (Drôme) où il est allé soutenir M. Etienne-Jean Lapassat (PS), candidat à l'élection municipale partielle. Il a déclaré : « Je ne crois pas qu'il faille vivre comme un drame le fait qu'il puisse y avoir une majorité et une minorité au terme d'un débat. C'est arrivé dans le passé. Cela peut se produire à nouveau dans le futur. Ce dont le parti a besoin, en toute hypothèse, c'est d'une orientation claire, d'une direction ferme, d'une démarche assurée. C'est même parce que le PS est profondément représentatif de la société française qu'il connaît ainsi, depuis près de vingt ans, ces débats qui lui ont permis de progresser. Débattre sans

exclure, débattre puis rassembler, c'est en quelque sorte la garantie de la démocratie et de transparence qu'apporte le PS (...) Il n'est malheureusement du pouvoir de personne de faire que ce qui s'est passé n'ait pas eu lieu. Qu'au moins cela nous serve d'enseignement pour l'avenir et de sursaut pour l'immédiat »

Le premier ministre qui observait que la fraude fiscale est évaluée à plus de 100 milliards de francs, soit environ 10 % du budget de l'Etat, a assuré que sa réduction de moitié pourrait donner « des marges de manœuvre importantes pour de nouvelles avancées sociales ».

Le gouvernement et les élections locales

Suite de la première page

La tâche n'est pas simple. La solution actuellement à l'étude consiste à maintenir le scrutin majoritaire dans les cantons, mais à le corriger par une élection proportionnelle sur des listes départementales ou d'arrondissement, selon une méthode inspirée du système allemand. L'inconvénient est l'augmentation considérable du nombre des conseillers généraux, sauf si l'on réduit drastiquement le nombre de cantons. En tout état de cause, un tel système ne peut être appliqué que lors d'un renouvellement complet des assemblées départementales. Aussi est-il envisagé de demander au Parlement de décider, rapidement, que les conseillers généraux élus en mars 1991 ne le soient que pour trois ans. En 1994 ils le seraient tous pour six ans, avec le nouveau type de scrutin.

La suppression de ce renouvellement par moitié réduirait aussi le nombre de « dimanches électoraux ». Contrairement à ce qu'il avait dit, M. Joxe hésite maintenant à aller au-delà dans le regroupement des élections locales. A l'AFP, il dit avoir pris « connaissance avec intérêt » des propositions de l'UDC pour un regroupement des régionales et des cantonales.

Le ministre de l'intérieur a, dans le même temps, renoncé à faire élire les conseillers régionaux sur des listes régionales et non plus départementales. Là encore M. Joxe obéit aux souhaits de M. Mitterrand, qui lors de son déplacement à Moulins, avait, en confiance, rappelé sa préférence pour un scrutin dans le cadre du département. M. Michel Rocard est perplexe devant ce changement d'attitude de son ministre, alors, qu'il y a peu, ils étaient tous les deux d'accord pour proposer une proportionnelle corrigée dans le cadre régional.

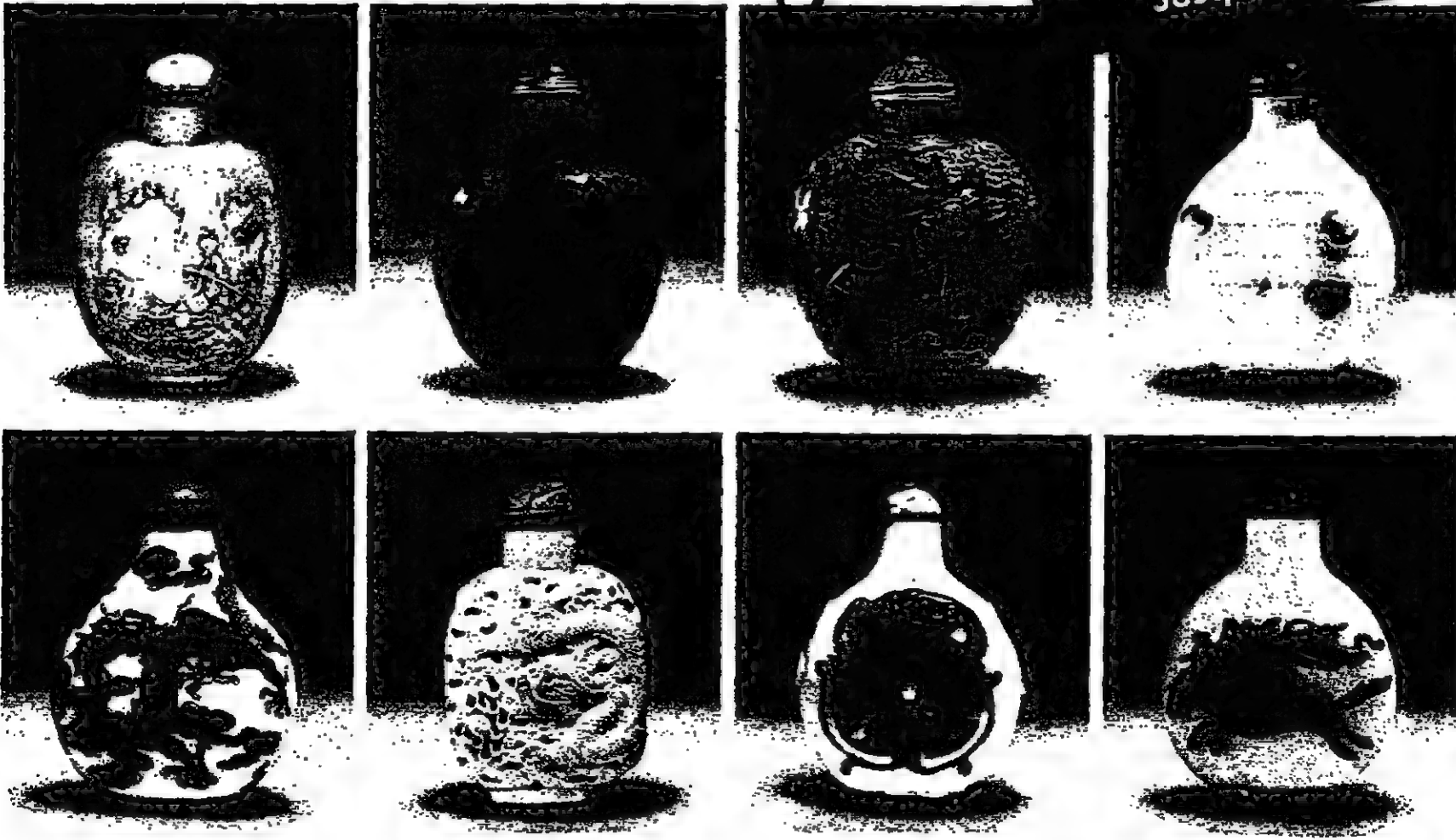
Ce renoncement à une modification du scrutin régional, le flou sur un système mixte pour les cantonales depuis à certains membres du bureau exécutif du PS. Lors de la réunion de celui-ci le jeudi 29, M. Gérard La Gall, membre adjoint du secrétariat national, et M. Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord, se sont étonnés de la teneur de l'interview de M. Joxe à l'AFP. M. Pierre Mauroy va donc demander au ministre de l'intérieur de venir débattre de ses projets avec la direction du parti, afin d'associer ce dernier à leur élaboration.

THIERRY BREHIER.

GALERIES

Lafayette

Exposition Hong Kong.
Jusqu'au 28 avril.



Les plus belles collections privées de Hong Kong.

CATHAY PACIFIC

TABATIÈRES, OREILLERS
EN CÉRAMIQUE, ROBES
DE MANDARINS, TAPIS DE
TEMPLE, PORCELAINES,
PEINTURES,
6 COLLECTIONS PRIVÉES
D'ART CHINOIS ET
D'OBJETS ANCIENS VOUS
DONNENT RENDEZ-VOUS
AU 4^e ÉTAGE DES
GALERIES LAFAYETTE
HAUSSMANN.
POUR VIVRE À L'HEURE DE
HONG KONG
DÉCOUVREZ AUSSI DANS
TOUT LE MAGASIN, UNE
SÉLECTION DE PRODUITS
SPÉCIALEMENT FABRIQUÉS
POUR CETTE EXPOSITION.

15 Michel Serres élu à l'Académie française
21 Le premier rapport annuel du CSA
22 Le « Ruy Blas » de Jacques Rosner à Paris

Sida : les rapports « secrets » de l'Institut américain du cancer

La querelle sur la découverte du virus pourrait remettre en cause l'accord de 1987 entre les Etats-Unis et la France

Faudra-t-il un jour prochain réécrire l'histoire de la découverte du virus du sida ? Et, au-delà, l'accord franco-américain de mars 1987 signé entre le département de la santé américain et l'Institut Pasteur de Paris sera-t-il bientôt remis en cause ? Plusieurs documents jusqu'à présent restés totalement confidentiels, et dont la teneur a été révélée le 18 mars dernier par le journaliste américain John Crewdson dans *Chicago Tribune*, apportent un certain nombre d'informations inédites mettant en cause le rôle joué par le professeur Robert Gallo et son équipe du National Cancer Institute lors de la découverte du virus du sida. Plus encore, l'existence même de nombreux « mémoires », dont certains sont classés « confidentiel », posent de graves questions quant à l'attitude observée à l'époque par l'administration américaine. Visiblement, celle-ci n'a pas, comme le lui impose la loi américaine, informé totalement les avocats de l'Institut Pasteur sur l'ensemble des événements survenus entre 1983 et 1985 dans le laboratoire du professeur Robert Gallo. Nous publions les principaux extraits de ces documents.

Tout commence en 1970 quand Howard Temin (université du Wisconsin), d'une part, et David Baltimore (Institut de technologie du Massachusetts), d'autre part, découvrent l'existence de la transcriptase inverse, cette enzyme très particulière qui, fait jusqu'alors incompréhensible, permet à l'ARN de certains virus (les rétrovirus) d'être transformé en ADN. Six ans plus tard, en 1976, le professeur Robert Gallo découvre, une autre molécule-clé, l'interleukine 2, un facteur de croissance nécessaire à la culture *in vitro* de certaines cellules sanguines, les lymphocytes T. En 1980, Robert Gallo, encore lui, isole et caractérise le premier rétrovirus humain, appelé virus de la leucémie humaine des cellules T de type 1 (HTLV-1). Il réécrit deux ans plus tard, en 1982, en isolant un deuxième type de rétrovirus, le HTLV-2.

C'est dans ce contexte qu'en 1981 une nouvelle maladie, le sida, est diagnostiquée chez un groupe d'homosexuels de la côte ouest des Etats-Unis. En février 1983, Robert Gallo, au cours d'une réunion prestigieuse organisée à Cold-Spring-Harbor, évoque l'hypothèse selon laquelle le sida, maladie d'origine alors inconnue, serait dû à un rétrovirus, probablement, selon lui, une variante de l'HTLV-1 ou 2.

Quelques mois plus tard, une équipe de l'Institut Pasteur de Paris, composée notamment du professeur Luc Montagnier, de M. Jean-Claude Chermann et de M. Françoise Barre-Sinoussi, annonce avoir pour la première fois réussi à isoler un virus différent du HTLV-1 et du HTLV-2, le LAV, dans les cultures de lymphocytes T provenant d'un patient atteint du sida.

Dès lors, il faut se reporter au texte officiel de la chronologie des faits telle qu'elle a été établie par les professeurs Gallo et Montagnier, et qui figure en annexe de l'accord de mars 1987. En septembre 1983, au cours d'une nouvelle réunion à Cold-Spring-Harbor, le professeur Montagnier rapporte qu'il a réussi avec son équipe à identifier la présence de LAV chez cinq patients atteints de lymphodénopathies et chez trois patients atteints du sida. Il démontre en outre que le LAV a une affinité spécifique pour certaines cellules du sang, les lymphocytes T4, et que l'on peut mettre en évidence la

présence d'anticorps dirigés contre les principaux antigènes du LAV chez 63 % des personnes atteintes de lymphodénopathies et chez 20 % de celles qui sont atteintes du sida.

Cette proportion atteignait 40 % un mois plus tard, et, comme l'indiquent les professeurs Gallo et Montagnier dans l'article qu'ils ont co-signé en décembre 1988 dans *For the Science*, dès cette date, « Luc Montagnier était convaincu que le LAV était la cause du sida ».

La répartition des bénéfices

En mai 1984, l'équipe du professeur Gallo annonce qu'elle a réussi à produire en masse et en continu sur une lignée cellulaire permanente (H9) un virus HTLV-3 provenant de deux patients atteints du sida. Elle annonce aussi avoir mis en évidence 48 isolats différents d'HTLV-3. Or toute la question encore sans réponse consiste à savoir si le HTLV-3, dont fait alors état le professeur Gallo, a été découvert dans son laboratoire comme il a cessé ensuite de l'affirmer ou si, comme le montre l'enquête publiée le 19 novembre 1989 dans le *Chicago Tribune*, le HTLV-3 n'est que la conséquence d'une contamination de laboratoire obtenue à partir d'un « échantillon » de LAV adressé en septembre 1983 par le professeur Montagnier au professeur Gallo.

Cette question est essentielle puisque de la réponse dépend la reconnaissance des brevets français et américains ainsi que la répartition des bénéfices liés à la commercialisation des tests de dépistage du sida.

C'est dans ce contexte que l'on découvre aujourd'hui une série de documents officiels tenus secrets jusqu'à présent par l'administration américaine. Le premier, daté de 28 novembre 1984, est un mémorandum signé Mikulas Popovic, chef du département de virologie dans le laboratoire du professeur Gallo. Il s'agit de la chronologie de la détection et de l'isolement du HTLV-III, un isolat appelé « haitien » en raison de la nationalité du patient sur lequel il a été découvert. Le deuxième document est un mémo-

randum adressé au professeur Gallo par le docteur Peter Fischinger, à l'époque codirecteur du National Cancer Institute. Il fait le point sur l'état du conflit déboulant entre le NCI et l'Institut Pasteur.

Le troisième mémorandum, rédigé par le professeur Gallo le 14 août 1985, démontre que ce dernier a bien recherché une activité transcriptase inverse dans les lymphocytes de patients atteints du sida - preuve, donc, qu'il travaillait bien sur cette hypothèse. Toutefois, aucun des chiffres figurant dans les nombreux tableaux n'apporte la preuve de l'existence de cette activité et de la découverte ou de l'isolement, en décembre 1982, d'un rétrovirus.

Le quatrième document est adressé par le docteur Popovic au docteur Howard Streicher, un administrateur du NCI. Il fait état d'un déménagement de laboratoire (« de 6822 à 6803 ») à faire en quarante-huit heures, ce qui, selon le docteur Popovic, l'oblige à ne pas conserver ses notes détaillées (« par la suite, Robert Gallo évoquera à plusieurs reprises ce déménagement, n'excluant pas que dans le désordre qui régnait alors dans son laboratoire ait pu se produire une contamination accidentelle »). Pour ceux qui le connaissent, ces affirmations du docteur Popovic sont en contradiction avec sa réputation incontestée « de sérieux et de minutie ».

Par ailleurs, Popovic écrit, point essentiel, que le LAV de Montagnier et le HTLV-III de Gallo sont soit les mêmes, soit très proches. Cette constatation est en contradiction formelle avec l'article publié en 1984 par le professeur Gallo dans la revue américaine *Science*, dans lequel il ne fait état d'aucune comparaison avec le LAV du professeur Montagnier. Le même jour, soit le 19 août 1983, Robert Gallo adresse un mémorandum au docteur Peter Fischinger. Il affirme entre autres choses avoir « beaucoup d'autres isolats » pouvant être multiples de façon reproductible. Le problème est qu'à l'époque, fin 1983-début 1984, le professeur Gallo n'avait pas démontré l'existence d'isolats, sinon celui qui lui avait donné à des fins scientifiques, dès septembre 1983, le professeur Montagnier. Sa note du 14 août le montre bien, dans laquelle il montre qu'il n'a pas pu mettre en évidence une activité transcriptase inverse.

Ce n'est donc seulement que rétrospectivement, à la lumière de ce qui s'est passé par la suite, à savoir la démonstration que le LAV (ou le HTLV-III) était bien le virus du sida, qu'il peut se permettre de parler de « beaucoup d'isolats ». Par ailleurs, il se trompe dans ce document quand il fait dire au docteur Popovic que le LAV ne poussait pas en lignée continue.

La lecture comparée de différents documents permet de mettre en lumière une autre contradiction essentielle. C'est ainsi que dans un mémorandum adressé au professeur Gallo, daté du 28 novembre 1984, le docteur Popovic explique qu'« en raison du manque d'évidence à propos du HTLV-III-RF en microscopie électronique, il a décidé de poursuivre le ou les isolats obtenus à partir d'un milieu de culture fluide et connu sous le nom de HTLV-II-B ». Il précise par ailleurs les raisons qui « ont amené à cultiver sur la lignée cellulaire H9 un ensemble de virus ».

Dans un autre document daté du 6 septembre 1985, il précise de quelle manière il a mis en œuvre cette culture à partir de virus provenant de dix malades. Or le professeur Gallo, dans un mémorandum daté du 18 septembre 1985 et adressé au docteur Fischinger, explique : « Finalement nous avons isolé, produit en masse sur des cellules H9, breveté et publié un variant majeur, le HTLV-III-RF (isolat haitien) très différent du LAV ». De toute évidence, l'un des deux chercheurs se trompe.

Contamination ou fraude ?

Le document suivant date du 21 août 1985. Classé « administratif confidentiel », il comporte dix feuillets rédigés par Peter Fischinger. Il s'agit des réponses apportées par le codirecteur du National Cancer Institute aux principales questions posées par la direction de l'Institut Pasteur. Sur le fond, et hormis quelques points de détail, ce document apporte peu d'éléments nouveaux. Pas plus, d'ailleurs, que les deux autres documents suivants : l'un adressé par le docteur Fischinger au docteur Lowell Harniss (en date du

27 août) ; l'autre rédigé par le docteur Fischinger au professeur Gallo (daté 10 septembre).

En revanche, la réponse du professeur Gallo (datée 18 septembre) à cette lettre est, elle, fort instructive. Il explique tout d'abord pourquoi il a attendu si longtemps pour publier, dans la presse scientifique, la découverte qu'il aurait faite de nouveaux virus en novembre-décembre 1982. L'explication avancée est peu crédible. Comment comprendre, en effet, qu'il n'ait pas rendu compte au plus vite d'une découverte qu'il aurait tenue pour essentielle ?

En outre, sur la page 3, alinéa D de ce document, figure une erreur pour le moins surprenante s'agissant d'un problème aussi grave : le professeur Gallo affirme en effet avoir déclaré lors d'une conférence donnée à l'Institut Pasteur de Paris en janvier 1984 qu'il avait isolé l'agent causal du sida. Or cette conférence à laquelle le professeur Gallo fait allusion a eu lieu en réalité le 6 avril 1984.

Autre inexactitude en page 5 du même document : Gallo explique que le clonage sur la lignée cellulaire H9 a été développé en novembre 1983. Or ce clonage date en réalité d'avril ou de mai 1984. Précisons, pour souligner encore davantage l'importance cruciale de ces documents, que copie de certains d'entre eux étaient parfois adressées à des hommes aussi haut placés que James B. Wyngaarden, le directeur du National Institute of Health, ou le docteur Lowell Harniss, un des responsables fédéraux des Human and Health Services.

Au total, au-delà des nombreuses inexactitudes, imprécisions et contradictions figurant dans ces documents, il apparaît évident que les deux virus, celui de Gallo et celui de Montagnier, sont identiques. Restent donc deux solutions : soit il s'agit d'une simple contamination accidentelle - et dans une telle hypothèse, le professeur Gallo aurait mieux fait de la reconnaître plus tôt, - soit il s'agit purement et simplement d'une fraude... La réponse appartient maintenant, dans un premier temps du moins, à la commission d'enquête nommée par le National Institute of Health.

FRANCK NOUCHI

Morale de la virologie moléculaire

La remarquable œuvre d'investigation journalistique réalisée par le *Chicago Tribune* permet d'éclaircir aujourd'hui d'un jour nouveau, près de trois ans après que les deux gouvernements - français et américain - n'aient tenu à enterrer, de manière spectaculaire, la hache de guerre, le conflit qui opposait l'équipe de l'Institut Pasteur de Paris au National Cancer Institute. La lecture détaillée des documents officiels, tenus jusqu'à présent soigneusement secrets par l'administration américaine, ne laisse plus guère de doute quant à la réalité des événements de 1983 et de 1984.

Au-delà des contradictions essentielles qui peuvent être rapidement relevées, l'examen de ces documents permet de comprendre comment selon toute vraisemblance, on en est arrivé là. Comment deux équipes de renom international, ayant entrepris, dans un souci d'intérêt réciproque, un échange de matériel et de données scientifiques, en sont arrivées à se disputer la paternité d'une découverte qui, il est vrai, compte tenu de l'ampleur du fléau du sida, a eu d'incalculables conséquences.

En pratique, la découverte et l'analyse de ces documents officiels américains soulèvent deux séries de questions. La première tient au fait qu'à aucun moment les avocats de l'Institut Pasteur n'ont eu ces pièces entre les mains, une situation curieuse, qui semble en contradiction

absolue avec la législation américaine en la matière. Sans doute s'interrogera-t-on bientôt sur le fait de savoir si de tels « mémoires » doivent ou non être intégralement transmis à la partie adverse. Il n'en est pas moins vrai, sur le fond, que, sans ces documents, on ne pouvait complètement saisir la genèse du conflit franco-américain. C'est si vrai que de nombreux éléments laissent aujourd'hui penser que ces pièces sont de nature à remettre en question le *modus vivendi* qui avait pu être trouvé en 1987.

Explications alambiquées

Rien ne permet, à la lecture de cet échange de correspondance, de dire à quel moment précis et à partir de quel matériel biologique prélevé sur un malade l'équipe américaine du professeur Gallo a pu cultiver en masse « son » virus du sida. Et les explications, souvent alambiquées, du spécialiste américain, ne laissent plus aucun doute aux virologues qui ont pu prendre connaissance de ces pièces originales. Tout au plus mettaient-elles en lumière une longue période, courant sur l'année 1983 et sur les premiers mois de l'année 1984, durant laquelle l'équipe américaine n'est jamais parvenue à rattraper l'avance prise par celle du professeur Montagnier. Et tout indique aussi que, par le plus grand des

hasards, ce handicap ne sera remonté par le professeur Gallo qu'en ayant recours, en définitive, au virus qu'il avait demandé à plusieurs reprises durant l'année 1983 à ses collègues de l'Institut Pasteur de Paris. Ces derniers avaient consenti à lui adresser un échantillon de virus, espérant ainsi continuer une collaboration dont ils n'avaient pas eu, alors, à se plaindre, tout en faisant promettre aux Américains de ne pas utiliser à des fins industrielles et commerciales leur échantillon de virus.

Le reste est aujourd'hui connu, tout se passant comme s'il y avait une morale de la virologie moléculaire, puisque l'examen du patrimoine génétique des multiples virus du sida isolés et identifiés depuis à travers le monde, montre de très grandes différences. Or les deux virus identifiés de part et d'autre de l'Atlantique, en 1983, reflètent quant à eux une geneticalité qui, aux yeux de tous les spécialistes, ne laisse aucun doute quant à leur origine commune. Et, plutôt que d'affirmer que, contamination de laboratoire ou pas, il a bel et bien découvert ou cru découvrir « son » virus, le professeur Gallo devra, avec le temps et sous la pression de la commission d'enquête américaine, fournir, s'il le peut, des arguments incontestables pour démontrer qu'il n'a pas simulé une telle découverte.

JEAN-YVES MAU

MERCREDI

Vous ne la connaissez pas encore
mais elle vous litiste l'âme.

Tatie Danielle

ETIENNE CHATILIEZ

Avec TILLA CHERLIN, CATHERINE JACOB,
ISABELLE NANTY, NEIGE DOLSKY, ERIC PRATI, LAURENCE PEVRIER,
MARC LACROIX, DANIELLE HANNOU, JACQUES LAFONT,
ACAPAT, UN FLORENT GILBERT, L'ENFANT CHATILIEZ, MAGE PHILIPPE, VET,
DOUCHE GUYOT, L'ENFANT, HODGE, CATHERINE BESANT, A,
UNE OLE CARREL VARD, CHANSON, INTERPRETER PAR CATHERINE ANGLA,
UNE PRODUCTION TELEVAIR, AVEC LA PRODUCTION LES PRODUCTIONS,
QU'AMANT FOURIER AVEC LA PARTICIPATION, LE SUPPLA INVESTIMARE, SUPPLA,
HOMAGE CREATIF, UN HOMAGE A L'ESTIMATION.

Amf

JUSTICE

Les bûchers de Faaité

« Les morts me remercieront »

La quatrième audience du procès de Faaité, devant la cour d'assises de Papete, jeudi 29 mars, a encore oscillé entre deux registres antinomiques : la tragédie et le surréalisme. Et tandis que le président de la cour d'assises terminait l'interrogatoire des vingt-quatre accusés, de sérieux problèmes de traduction sont apparus.

PAPETE

de notre envoyé spécial

Il est tout mince à côté de ses camarades, tout fluet et presque ridicule dans son pantalon de treillis à pinces. Il est debout, micro à la main. Le président Marcel Bihl, l'invite fermement à répondre aux questions qui lui sont posées : « Répondez par oui ou par non et ne tournez plus autour du pot ». Mais c'est plus fort que lui : François Tafari Mauati, vingt-quatre ans, posé en un art tout particulier de ne pas répondre aux questions.

Pour le ministère public, c'est le meneur. Celui qui a dirigé la « chasse aux démons » sur l'atoll de Faaité, celui qui a ordonné, par six fois, après des séances d'exorcisme pratiquées aussi bien dans l'église du village qu'au bord du lagon, que les corps des possédés soient jetés sur le bûcher. Lui se dépeint tout autrement : il était le « berger », l'heureux élu désigné par les trois prêtresses venues de Papete pour devenir le guide spirituel de Faaité.

Il se souvient de la dernière séance de prière dans l'église blanche. C'était le 27 août 1987. Le soleil liquéfiait toutes choses. Devant les paroissiens, Silvia lui

avait dit : « Toi, tu es mon fils François. Je te nomme serviteur de Dieu. Je te donne une rose. » Alors Silvia avait fait surgir un arc-en-ciel autour de l'atoll et transmis ses pouvoirs, son « mana », à François, petit cultivateur de coprah émévillé.

Le message de Dieu vivait en lui. Tout Faaité frissonnait sous le souffle du Seigneur. C'était un bonheur fou. Chacun s'interpellait en disant : « La paix du Christ, que la paix du Christ soit en toi. » François Mauati lui-même se sentait renaitre : « Mon corps tremblait comme la feuille au vent. Je frétillais comme un poisson et puis je tombais dans le sommeil et Dieu me délivrait des messages. »

Il parle beaucoup Mauati, avec des gestes du bras, avec sa main qui revient sans cesse vers son cœur. Il parle d'abondance tant qu'il ne s'agit pas d'évoquer les terribles sévices imposés aux victimes de la chasse aux démons. Parfois, il s'explique durant plusieurs minutes et, curieusement, le traducteur synthétise sa réponse par un oui ou par un non... Mes Jean-Jacques de Felice (Paris) et François Rieux (Montpellier), deux des conseillers de la défense, protestent. Rien n'y fait.

Le jour du jugement dernier

Problème technique, explique le traducteur. Il n'entend pas très bien l'accusé. Qu'à cela ne tienne, le président demande à François Mauati de se rapprocher. Mais le public dans la prétoire continue de s'agiter. Et certains jurés polynésiens sourient lorsque le traducteur oublie telle ou telle précision, ou tout simplement n'arrive pas à traduire

en français : « Je vous salue Marie. »

Finalement, Mauati se rappellera - mais un peu tard - qu'il sait aussi parler français... Comme plusieurs de ses camarades, il a suivi durant plusieurs années des cours de catéchèse. Mais à l'instar du traducteur, qui semble avoir du mal à comprendre l'univers polynésien - bien que Tahitien - lui, n'arrive pas à rationaliser à la française.

Lorsqu'on lui demande comment il évalue sa responsabilité, il reste interdit. On lui repose la question. Il s'embarque dans un long récit qui va sérieusement rétrograder la traduction. On lui fait répondre en quatre mots : « Je ne sais pas ». Et personne n'indique à la cour que la notion de « responsabilité » n'existe pas en langue maohi.

Les faits, en revanche, existent. Le sang versé a bel et bien été versé. « Quand le Père Hubert est arrivé à Faaité, raconte François Mauati, un poids très lourd a empli mon corps. Alors j'ai compris ma faute. » Mais prononce-t-il vraiment ce mot ? Croit-il vraiment à sa faute alors qu'il pense avoir agi pour le bien des possédés ? N'est-ce pas lui qui a confié à l'expert psychologue : « Les morts sont au Paradis. Ils me remercieront le jour du jugement dernier. »

Un juré lui fait demander par le président s'il croit que la cour d'assises accomplit à présent la volonté de Dieu. Le petit cultivateur de coprah réfléchit une seconde en regardant sa paire de baskets et souffle : « Je ne peux pas répondre parce que je ne connais pas vos pouvoirs. »

LAURENT GRELSAMER

A Grasse

L'ancien footballeur Rolland Courbis est inculpé dans une affaire de jeux

NICE

de notre correspondant régional

L'ancien joueur professionnel de football, Rolland Courbis, trente-sept ans, manager général du Sporting-Club de Toulon, a été inculpé, jeudi 29 mars, d'infraction à la législation sur les jeux, par M. Joël Espel, juge d'instruction à Grasse. Il avait été interpellé et placé en garde à vue, mardi, avec une dizaine d'autres personnes, dont sa compagne, la comtesse Marie-Louise Rizzoli, cinquante-quatre ans, veuve de l'ancien magnat de la presse italienne, dans le cours d'une enquête menée par la brigade des jeux sur une affaire de « baronnages » (1) au casino Palm-Beach de Cannes. M. Courbis a été laissé en

M. Michel Jobert au Barreau de Paris

A soixante-huit ans, M. Michel Jobert, ancien ministre, vient de s'inscrire au Barreau de Paris. Il a prêté le serment d'avocat, mercredi 28 mars devant M. Myriam Ezraty, premier président de la cour d'appel de Paris.

Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, conseiller-maire à la Cour des comptes, M. Jobert a été, en 1952, collaborateur de Pierre Mendès-France. M. Jobert a été, de 1906 à 1968 directeur du cabinet de Georges Pompidou à Matignon, puis secrétaire général de la présidence de la République de 1969 à 1973, ministre des affaires étrangères du gouvernement Messmer de 1973 à 1974 et ministre du commerce extérieur du gouvernement Mauroy de mai 1981 à mars 1983.

Son fils, Marc Jobert, est avocat au barreau de Paris depuis 1983.

libéré et placé sous contrôle judiciaire. Mme Rizzoli, avait été entendue dans la soirée de mercredi et aurait été, elle-même, inculpée, ce qu'elle a démenti.

L'opération lancée par la brigade des jeux fait suite à une précédente affaire de baronnage qui avait éclaté en septembre 1989 au casino Croisette de Cannes (le Monde daté 24-25 septembre 1989) et dans laquelle trente-huit personnes ont déjà été inculpées. Le Palm-Beach de Cannes, qui n'est est exploité que pendant la saison d'été, avait enregistré des pertes sévères et inexplicables au cours des exercices 1986-1987 et 1987-1988. A la fin de ce dernier exercice, il affichait un résultat négatif de plus de 11 millions de francs. « On reproche à mon client d'avoir gagné au jeu. C'est tout ! » a expliqué Me Jean-Claude Guidicelli, l'avocat de Rolland Courbis. Celui-ci, connu pour sa passion pour des tapis verts, avait notamment empoché 1,6 millions de francs au casino de Besençon en décembre 1988. Mais on lui prête, aussi, des gains très importants au Palm-Beach casino dans la courante de l'an dernier. Il aurait été mis en cause par des coupures de cet établissement avec lesquels il devrait être prochainement confronté.

Le manager du SC Toulon est un personnage très en vue du football professionnel en France où son franc-parler ne lui a pas valu que des amis. Marseillais d'origine, il avait commencé sa carrière à l'OM avant de jouer, successivement, à Ajaccio, Athènes, Sochaux, Monaco et enfin à Toulon où il est arrivé au début de la saison 1982-1983. La comtesse Marie-Louise Rizzoli, née dans une banlieue ouvrière de Milan, a connu, elle-même, un destin peu commun après avoir épousé, en 1974, à Monaco, M. André Rizzoli, héritier d'un empire de presse, d'édition, de cinéma et de télévision qui devait s'écrouler après sa mort en 1983.

G. P.

(1) Paiement par des coupures de gains fictifs à des clients complices, appelés « baronnages », qui partagent avec eux les sommes détournées.

SOCIÉTÉ

L'affaire du « vrai-faux » passeport

Le garde des sceaux ne saisira pas le Parlement du cas de M. Charles Pasqua

M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, a fait savoir, jeudi 29 mars, qu'il ne saisirait pas le Parlement en vue d'éventuelles poursuites à l'encontre de M. Charles Pasqua devant la Haute Cour de justice pour l'affaire du « vrai-faux » passeport, en marge du scandale politico-financier du Carrefour du développement.

« Dans un souci d'apaisement », précise-t-on dans son entourage, le garde des sceaux adopte une attitude inverse à celle de son prédécesseur dans le gouvernement de M. Jacques Chirac : M. Abia Chandon avait saisi les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat du dossier de M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération.

« On remet cette affaire sur les rails », a déclaré jeudi M. Arpaillange sur Europe 1. Je ne voudrais pas que l'on puisse avoir l'impression

que la justice intervient lorsqu'il s'agit de l'opinion politique de certaines personnes et agisse dans un cas d'une manière et dans d'autres cas d'une autre manière. »

Prise en concertation avec l'hôtel Matignon, la décision de M. Arpaillange n'est pas dénuée d'opportunité : elle intervient une semaine avant que la commission d'instruction de la Haute Cour rende, le 4 avril, sa décision sur le cas Nucci pour lequel l'avocat général a requis un non-lieu et l'application de la loi d'amnistie. Ce signe d'apaisement pourrait avoir raison des réserves de certains magistrats de la commission qui envisageraient de renvoyer M. Nucci en Haute Cour en la laissant apprécier elle-même si la loi d'amnistie s'applique ou non au cas de l'ancien ministre.

Enfin, cette décision tient

compte du rapport de force parlementaire : la majorité sénatoriale étant contrainte par l'opposition, le gouvernement n'avait pratiquement aucune chance de trouver une majorité au Parlement pour voter la mise en accusation de M. Pasqua.

Le 14 mars dernier (le Monde du 16 mars), le magistrat chargé d'instruire l'affaire du « vrai-faux » passeport remis sur ordre de M. Pasqua à M. Yves Chaler, qui se cachait au Brésil de la justice française, s'était déclaré incompétent, suivant en cela les réquisitions du parquet qui avaient constaté l'existence de « présomptions graves et concordantes », à l'encontre de M. Pasqua, d'avoir enfreint les dispositions du code pénal relatives à la falsification de documents administratifs.

Fausses factures et amnistie

La démocratie du non-lieu

par Edwy Plenel

A Paris, on épure les comptes. A Nice, on présente l'addition. Alors que s'ouvre, vendredi 30 mars, le congrès nicois, le Front national ne pouvait espérer plus beau cadeau que cette succession d'annonces apaisantes sur le front des « affaires », scandales et coups bas du monde politique.

« On remet cette affaire sur les rails », confie M. Pierre Arpaillange en commentant sa décision de ne rien faire contre M. Charles Pasqua, encombré depuis 1986 d'un maladroite - et illégal - « vrai-faux » passeport. On voudrait espérer qu'en agissant ainsi, et en invitant le parquet à requérir sous amnistie non-lieu et amnistie, des fausses factures à Carrefour du développement en passant, hier, par les obs de Luchaire, le garde

des sceaux et, avec lui, le gouvernement, n'ont pas couronné à renforter ce « déraillement » de la démocratie française que représente l'ascension électorale de l'extrême droite.

« Le gouvernement applique les textes et la loi », dit encore M. Arpaillange. C'est vrai, mais c'est aussi quelque peu hypocrite. Car le gouvernement a justement fait voter un loi sur mesure, une loi de circonstance, après six mois de discrètes tractations et pressions, pour permettre cette braderie. S'il n'y avait pas eu la loi d'amnistie de décembre, M. Christian Nucci ne pourrait espérer échapper à la Haute Cour et le financement des campagnes électorales alla cour d'assises ou au tribunal correctionnel. Une loi à la générosité sans précédent puisqu'elle inclut les crimes aussi bien que les délits.

Hypocrisie aussi parce que le garde des sceaux sait parfaitement qu'il joue actuellement une partie serrée avec ses anciens collègues : abandonner « l'argument » Pasqua, c'est aussi convaincre certains magistrats de droite de ne pas se rebeller dans le cas Nucci ; décréter l'apaisement général, c'est aussi appeler à la raison, politiquement, ceux qui, dans l'affaire des fausses factures, renâclent à accorder certains des non-lieu requis, parfois comme l'évidence.

Car il y a des faits, réels, tangibles. Des obs ont bien été vendus par la France à l'étranger malgré l'embargo officiel. Des pourcentages prélevés par Urba-Gracco sur des marchés de complaisance ont bien contribué au financement de la campagne électorale de M. Mitter-

rand en 1988. Des fonds publics ont bien été utilisés par M. Nucci pour ses campagnes électorales. Un faux document administratif a bien été fabriqué sur ordre d'un ministre de l'intérieur en exercice pour protéger un délinquant recherché par la justice. En décidant d'effacer l'ardoise de ce qui fut, hier, un déballage nauséabond, affaire de droite contre affaire de gauche, le gouvernement évite que les problèmes de fond, posés par ces dérapages ou ces fautes individuelles soient débattus au grand jour.

L'invention d'un savoir-vivre

La manipulation politicienne des affaires n'empêchant pas qu'elles recelaient des vérités et pouvaient être l'occasion d'une réflexion sur l'amélioration de la démocratie, de son contrôle, de sa transparence, qu'il joue actuellement une partie serrée avec ses anciens collègues : abandonner « l'argument » Pasqua, c'est aussi convaincre certains magistrats de droite de ne pas se rebeller dans le cas Nucci ; décréter l'apaisement général, c'est aussi appeler à la raison, politiquement, ceux qui, dans l'affaire des fausses factures, renâclent à accorder certains des non-lieu requis, parfois comme l'évidence.

Mais ceux qui l'incarnent, par la volonté populaire, deviennent pour autant éternellement ? Dans cette vaste opération de neutralisation du passé, le monde politique s'invente un savoir-vivre, entre gens du même monde. Ce faisant, il éloigne un peu plus du réel.

URBANISME

Devant les représentants des agences gouvernementales

M. Rocard mène la réflexion sur les villes et le rôle de l'Etat

« Tirer pleinement parti » des lois de décentralisation de 1982 : « faire vivre et approfondir » la décentralisation est la « clé à la fois de l'efficacité et de la démocratie » : M. Michel Rocard a répété, jeudi 29 mars, que le gouvernement apprécie « comme une chance considérable pour l'avenir » l'existence de collectivités locales disposant de larges compétences.

Le premier ministre s'adressait aux participants des onzièmes Rencontres nationales des agences gouvernementales, organisées à Paris du 27 au 29 mars. Il répondait ainsi aux « Inquiétudes » exprimées peu avant par le président du conseil régional de l'Ile-de-France, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), et par M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), vice-président du conseil régional et maire de Saint-Cloud, qui avait qualifié « d'ambiguë » l'attitude de l'Etat dans le domaine de la décentralisation. « L'Etat s'est progressivement engagé depuis une quinzaine d'années de sa mission d'aménagement », avait déclaré M. Fourcade, et en même temps il laisse planer sur le

plan politique une certaine reprise en main. »

Les orateurs de l'opposition reprochent au gouvernement de ralentir ses efforts en matière de financement des logements et des transports et de vouloir susciter « une coopération entre les communes ». « Le paysan principal doit être le décideur principal », rappelait M. Krieg, demandant une nouvelle fois que les pouvoirs de la région soient davantage reconnus dans la préparation du schéma directeur d'aménagement de l'Ile-de-France.

Le développement social des quartiers

Le premier ministre a illustré et a défendu sa volonté de soutenir la décentralisation en soulignant le rôle des élus locaux. « Lorsque nous savons aujourd'hui les expériences réussies, a-t-il dit, des villes nouvelles qui se transforment. Elles s'identifient la plupart du temps à un maire et à une équipe municipale dynamiques. » M. Michel Rocard n'en a pas moins reconnu que le rôle de l'Etat « n'a pas disparu, s'il a changé ». « Ce n'est plus du même Etat que nos villes ont besoin. » L'Etat-tuteur doit laisser la place à l'Etat-partenaire, capable d'adapter son action à la réalité des territoires où elle s'exerce.

L'un des rôles que le chef du gouvernement assigne à l'Etat à l'égard des villes touche au développement social des quartiers et à la prévention de la délinquance. Deux domaines où, après l'été

chaud de 1981, aux Minguettes, près de Lyon, en particulier, des actions ont été menées. Les représentants de l'Etat ont alors réuni localement, autour des maires, tous les acteurs liés aux problèmes rencontrés, des éducateurs de rue aux policiers, en passant par des gestionnaires de HLM.

Actuellement, plus de quatre cents quartiers de grandes villes sont ainsi des lieux de coopération et de soins particuliers. Et le Fonds social urbain qui aide, selon M. Yves Dauge, délégué interministériel à la ville et au développement social urbain « au déclenchement de ces actions », voit ses crédits augmenter de 80 millions en 1988 à 335 millions aujourd'hui.

M. Rocard, qui estime que l'Europe de demain sera « pour une bonne part l'Europe des villes », attache beaucoup d'importance au rôle des agences d'urbanisme, parce qu'elles font travailler ensemble des spécialistes de toutes les disciplines où se joue l'aménagement des villes et parce qu'elles organisent le partenariat entre l'Etat, les collectivités locales, les acteurs économiques, dans un lieu dominé non pas « par un enjeu de pouvoir, mais par la réflexion sur les villes ». Aussi veillera-t-il, a-t-il promis, à ce que l'Etat n'oublie pas ses agences d'urbanisme au moment où se prépare le budget 1991 qui sera pourtant « encore plus infatigable que celui de 1990 puisqu'on ne peut pas rogner chaque année les crédits militaires. »

CHARLES VIAL

سكنا من الامل

SOCIÉTÉ

INSTITUT

Michel Serres élu à l'Académie française

Election blanche au fauteuil de Thierry Maulnier

Michel Serres a été élu, le jeudi 29 mars, à l'Académie française au fauteuil laissé vacant par le décès d'Edgar Faure. Le philosophe a été élu au troisième tour par 16 voix contre 3 à M. Jean Farnier, 12 bulletins marqués d'une croix indiquant le refus par les votants des deux candidatures.

En revanche, une élection blanche a eu

lieu au fauteuil de Thierry Maulnier après trois tours de scrutin. M. André Miquel, islamologue, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale a trôné l'élection au second tour en obtenant 15 voix sur les 16 nécessaires à la majorité. Mais au troisième tour, il n'en a obtenu que 14 contre 3 à M. Michel Ciry, 14 bulletins marqués

d'une croix étant déposés dans l'urne. M. Jean-Claude Renard, qui avait obtenu 4 voix au premier tour et 3 au deuxième, n'en a pas obtenu au troisième. Après les scrutins du 15 juin et du 7 décembre 1989, c'est la troisième fois que les académiciens échouent à doter ce fauteuil d'un titulaire.

Aux carrefours des savoirs et des corps

Rien n'est aussi désirable et triste qu'un bateau en bouteille. On ne peut donc pas figer, en quelques lignes, l'œuvre aventureuse et libre de Michel Serres. Par plus d'un trait, elle évoque une grande nef battante, combinant les savoirs et les senteurs, affrontant le commerce des hommes et les turbulences des éléments. Sans l'emprisonner dans une image fixe, on indiquera quelques traits de son sillage.

C'est avec Leibniz que Michel Serres a une parenté de prédilection. Il lui a consacré une thèse qui fait date : *Le système de Leibniz et ses modèles mathématiques* (PUF, 1968). Leibniz est avant tout le philosophe des combinaisons, des correspondances du mouvement incessant d'une connaissance encyclopédique et fluide que Michel Serres n'a cessé de poursuivre.

Les cinq volumes qu'il a placés sous le signe d'Hermès (Minuit,

1969-1980), dieu des carrefours et du voyage, rompent avec les styles d'analyse habituels en philosophie des sciences. Michel Serres y met en œuvre une « épistémologie pluraliste », insistant sur les transferts de modèles et les échanges de méthodes entre les disciplines. Le savoir est circulation, plutôt que cloisonnement. La communication est sa règle, plutôt que la hiérarchie. L'ouverture est sa chance, plutôt que sa menace. C'est pourquoi Michel Serres n'hésite pas à explorer mille modes de passages, de traductions et de rencontres, entre l'histoire des sciences et la littérature, de Michelet à Zola, de Jules Verne à Faulkner, ou bien entre l'évolution des techniques et les esthétiques de Caravaggio, de Poussin, ou de Turner.

Par là, l'image même du philosophe se trouve modifiée. Ce n'est plus un roi austère contemplant de haut un paysage dominé. C'est un nomade ami de la terre, un arpen-

teur inventif, ouvert aux fécondités du hasard. Contre Auguste Comte, mais aussi bien contre Bachelard, Michel Serres a rendu à la philosophie son sens de la rencontre, de l'imprévu et du jeu. Il y a dans tous ses textes une jubilation du savoir que l'écriture offre à goûter.

Car il s'agit aussi, et avant tout peut-être, de goût, de savor et de corps. Notre corps est savant. Plus sûrement que nos codes et nos cartes, il apprend le réel par les *Cinq Sens* (Grasset, Prix Médicis-Essais, 1985). Michel Serres se révèle alors français jusqu'au fibres, dans la mesure où aucune contrainte n'a cultivé ainsi la terre et le goût ensemble, pour les élever à la hauteur d'une fête où l'esprit et la chair ne se peuvent dissocier.

En célébrant ces notes de la vie, le philosophe n'oublie pas les menaces qui, aujourd'hui, pèsent sur elle. Contre le massacre de la planète par des forces de mort dominantes et dévastatrices, il

appelle à conclure une paix entre l'humain et sa mère, un *Contrat naturel*, qu'évoque son dernier livre (François Bourin, 1990). Sans doute les dogmatiques et les grincements lui reprocheront-ils d'être passé, en une vingtaine d'ouvrages, du sérieux de la recherche universitaire à de prétendues dérives écologiques, ou à des considérations jugées « inférieures », dans la mesure où elles sont... vitales, et pathétiques. Curieuse hiérarchie, et aveuglement étrange.

Car Michel Serres est un écrivain superbe, amoureux de la langue et de tous les pouvoirs du verbe. Et cela ne se sépare ni de la vie ni du savoir. Philosophie à la française, il fait vivre, en nos temps troubles, une longue tradition où ne peuvent divorcer les charmes de la plume, le travail heureux de la pensée et les générosités du cœur. Il est bon qu'on le remarque. Il est urgent qu'on l'entende.

ROGER-POL DROIT

DEFENSE

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 28 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. — Est promu : général de brigade, le colonel Jean Perrier-Gros-Claude.

Sont nommés : inspecteur des réserves et de la mobilisation de l'armée de terre, le général de division Jean Angé, commandant en chef de la 1^{re} région militaire, le général de brigade Alain Jousset de Pisseloup de Norry.

• Marine. — Sont promus : vice-amiral, les contre-amiraux Pierre Calmon et Jean Wild ; commissaire général de deuxième classe, le commissaire en chef de première classe André Durbin.

• Service de santé. — Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Pierre Cristau ; médecin général, le médecin-chef des services de classe normale Pierre Barabé.

Est nommé directeur du service de santé de la 4^e région militaire, le médecin-général René Henane.

• Gendarmerie nationale. — Sont promus : général de brigade, les colonels Michel Canode et Joël Leverne.

SCIENCES

L'Institut de physique du globe de Paris change de statut

L'Institut de physique du globe (IPG) de Paris, qui était attaché à l'université de Paris puis à Paris-6, change de statut pour devenir « grand établissement » totalement indépendant, aux termes d'un décret paru mardi 27 mars au *Journal Officiel*. Il se dotera avant huit mois d'un conseil d'administration, d'un conseil scientifique et d'un directeur. Celui-ci sera nommé par le ministre de l'éducation nationale, et choisi parmi trois noms proposés par le conseil d'administration.

L'administrateur provisoire est M. Jean-Louis Le Mouél, qui reste en fonctions jusqu'à la nomination du directeur. L'IPG est chargé de l'enseignement, de la recherche, de l'observation, de la distribution des connaissances dans le domaine des sciences physiques de la Terre. Il a aussi la responsabilité des observatoires volcanologiques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, de l'observatoire magnétique national, de l'observatoire sismologique du réseau Géoscope.

ENVIRONNEMENT

□ L'importation et l'exportation de déchets dangereux sont désormais soumises à autorisation. — Un décret et un arrêté publiés au *Journal officiel* du mardi 27 mars précisent que l'importation des déchets dangereux devra être autorisée par le préfet du département sur le territoire duquel est située l'installation où ils seront éliminés. L'auto-

risation d'exportation sera, quant à elle, délivrée par le préfet du département sur le territoire duquel le déchet a été produit, si le pays destinataire est un Etat membre de la Communauté européenne, par le ministre de l'environnement dans les autres cas. Le transit est également autorisé par le ministre de l'environnement.

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

EST-IL du rôle des lois de corriger les mœurs ? Est-il du rôle des lois de rectifier la pensée ? Les lois y gagnent-elles en pratique, les mœurs et la pensée en rigueur ? Les lois pénales, en particulier, qui suscitent la vertu en s'appuyant sur la crainte ? Y aura-t-il moins de racisme dans les têtes et les cœurs parce qu'il y aurait des racistes en plus grand nombre devant les tribunaux ? Imaginerait-on des amendes contre l'égoïsme et des prisons pour les avarices ?

Peu appliquée parce que peu applicable, la loi de 1972 contre les racisismes deviendra-t-elle d'un maniement aisé parce que les faits qu'elle réprime pourront être poursuivis pendant trois ans et non plus trois mois ? Parce que les propos racistes n'auront plus besoin d'être colportés par voie de presse pour être ainsi qualifiés et punis, à l'exception du domicile, tout le monde sera puni, et publié aussi la proposition raciste qui y sera tenu ? Quel sens auraient des poursuites intervenant des années après les faits, alors que de tels actes, s'ils prêtent à enquête et à discussion, excusent leur auteur plus qu'ils ne protègent la victime ?

Si un tel projet de loi n'est pas une hypocrisie, il est une illusion. S'il n'est pas né des circonstances, il le paraît. Si ses rédacteurs sont sincères, ils semblent opportunistes. C'est incertain et c'est trop tard.

LORSQU'IL ne se borne pas à ordonner, la peur du gendarme est l'une des deux armes que brandit l'Etat contre des conduites qu'il juge condamnables ou que la prudence lui commande d'endiguer. L'autre est l'argent, sous le nom d'incitations financières ou de pénalités, qui font en général le bonheur de ceux qui savent vivre avec leur temps.

La peur n'a jusqu'ici rien donné pour faire reculer le racisme. On aurait pu le prévoir si l'on n'avait pas confondu les bons sentiments et les résultats qu'ils donnent lorsque est retombée l'excitation de bien faire. Cette peur sera-t-elle plus efficace en vertu de la procédure ? Quelque prévisible que soit la réponse, il faut bien poser la question. A défaut, imaginera-t-on des bonifications fiscales pour les racistes qui renonceraient à se montrer tels qu'ils sont ?

Il y a de la présomption et de la prétention à croire qu'une loi pénale va, de méchants, faire des gentils et de supports de Satan des enfants de Marie. La loi de 1972 est utile en ce qu'elle indique solennellement que l'Etat réprouve le racisme et qu'il inscrit l'absence de discrimination au premier rang de ses valeurs. Mais cela ne peut pas aller beaucoup plus loin.

La lutte réelle contre ce qui est, à l'origine, une pensée, une manière de voir les choses, aussi représentables soient-elles, doit emprunter d'autres chemins, pour aboutir à son but, que la condamnation pénale judiciaire de cette pensée et de cette manière de voir. Et lorsque la pensée se fait acte, on en revient sur droit commun dont il ne faut jamais s'écarter sans s'interroger longuement. Les exceptions sont filles de la facilité ou de la hâte. Ces exceptions-là sont

La preuve en est donnée a contrario avec la bêtise, juridique autant que politique, que, qu'a fait commettre le gouvernement lorsqu'il envisageait de faire du racisme une circonstance aggravante de la violence, quelle qu'en soit la forme.

D'abord parce que cela aurait été contraire au principe d'égalité des citoyens devant la loi. Ensuite, car l'on puisse, c'est vrai, voir une extension de la notion de personnes protégées. Mais on risquerait alors de voir l'exception avaler la règle. C'est un risque contemporain de l'art de légiférer... et c'est une autre histoire.

Vertu

révisée et décevante quand on veut en tirer davantage que des mots sur le papier.

Mais surtout, parce que inamuablement les tribunaux auraient dû se faire juge de l'apparence de la victime. Le « délit de faciès » aurait ainsi connu de curieux avatars. On aurait vu des magistrats s'interroger sur les mérites et les querelles, rechercher si des Français purent être à condition qu'il en existe — n'avaient pas, cependant, un visage d'immigré maghrébin. Que faire des Portugais brûlés de soleil ? Quel sort pour les Lapons ? La force juridique représentée par une telle trouvaille n'aurait pas tardé à tourner au vinaigre.

Il y a de l'égale dans tout cela : de celle qui, incapable de prouver qu'elle avait raison, fustimait que l'adversaire avait tort par nature. Le racisme a tort, mais c'est d'autant moins aux tribunaux de le dire qu'ils ne le peuvent pas. Pas plus qu'il n'y a lieu, comme on le prévoit, de les saisir du procès du révisionnisme. Mais comment démontrer que c'est une fausse bonne idée ? Que sais-je d'une telle loi, directement ou plus tard grâce à sa réforme à venir, le Conseil constitutionnel pourrait la juger contraire aux principes généraux du droit, en particulier aux libertés de pensée, d'expression et de diffusion ?

Q'EST-CE qu'une société, qu'est-ce qu'une démocratie sans droit à l'erreur, sans droit à la sottise ? Ou est-ce qu'une démocratie où un comportement jugé erratique par la collectivité vaut qu'on en bannisse son auteur et qu'on rétablisse à son intention la « mort civile » que Napoléon s'était bien gardé de supprimer ? L'horrible société où régnait la perfection. L'ambitieux gouvernement qui croit y parvenir. L'impuissant gouvernement qui ignore que l'eau pure est médicalement imbuivable.

Contre les historiens fous qui nient l'existence des camps nazis et de leurs millions de morts, faisons donner les historiens sages qui savent ce qu'il en fut. Si ceux-là devaient ne pas convaincre, croit-on que c'est un article de loi qui vaincrait là où l'intelligence et l'honnêteté auraient échoué ? N'attendons rien des magistrats qui, étonnante décou-

verte, se prononceraient en juges ; c'est-à-dire en droit et non selon l'équité, pour dire le droit et non pas la vérité.

Ce « trop d'Etat » dont se plaignent les libéraux façon XIX^e siècle, il est à tout autant que dans l'économie sous la forme, d'ailleurs, d'un « trop de lois » plutôt que d'un « trop d'action ». Quand on ne sait comment agir, on fait charger la loi. Quand la politique paraît, elle légifère, elle décrète. Elle interdit plutôt que de convaincre.

PARFOIS, l'Etat, dans son recours à la loi, évoque l'usage qu'avaient de la religion les sociétés antiques. La porc est une viande à putréfaction rapide et, de ce fait, dangereux pour la consommation, à plus forte raison dans les contrées chaudes. Tué par saignée (exactement par artériosclérose), l'animal de boucherie se conserve plus longtemps. La loi juive fit de ces constatations d'hygiène des prescriptions religieuses. La loi musulmane imita la loi juive et proscrivit aussi le porc.

Dieu n'avait rien à voir là-dedans mais l'Etat était trop faible pour imposer sa loi et en faire comprendre le sens. Dieu vint au secours de l'Etat. Aujourd'hui, l'Etat s'empêche pour lutter contre le racisme. Devenu laïque, il se borne à invoquer la loi. Comme si elle était Dieu. Mais c'est tricher, fût-ce pour de bons motifs.

P.-S. — Qu'on ne vienne plus nous rebattre les oreilles de la francophonie et de l'action du gouvernement en ce domaine quand son stand au Salon du livre était relégué dans un lointain deuxième étage, inaccessible mouchoir de poche coincé entre les toilettes et les pompes.

Qu'on ne vienne pas nous dire non plus que la francophonie n'avait pas les moyens de payer un de ces coûteux stands bien placés. La francophonie, aussi démunie qu'on la sache, n'est pas la propriété du ministère qui porte ce nom. Elle est une mission de tous les autres.

De plus, si le Salon du livre est une manifestation privée, elle est abritée par un bâtiment de l'Etat. L'Etat ne pouvait-il faire entendre sa voix et ses devoirs ? Si la langue française doit le céder à la gestion des intérêts privés, ce ministère est un mensonge qu'il faut supprimer.

SPECIAL COPAINS. — Roland Bertin y joue comme jamais, Jacques Serres s'y découvre lui-même, Marcel Bozonnet prononce là, pour en donner le modèle, l'une des plus périlleuses répliques du répertoire dramatique, Redjep Mitrovitsa fait croire à la pureté, Antoine Vitez dirige la troupe ainsi que s'ordonnent les astres, Bertolt Brecht y paraît entre Shakespeare et les auteurs grecs : habitants de Lille et de Châlons-sur-Marne, électeurs de Marseille et de Paris, citoyens de Toul et de Lyon, citadins et ruraux, sautez dans vos automobiles et sur vos vélocipèdes, prenez d'assaut les chemins de fer et les avions, pressez-vous dans les autobus et le métropolitain, courez à la Comédie-Française vous rompre les mains à force d'applaudir un chef-d'œuvre où rien ne manque : la Vie de Galilée.

Mort de l'historien des sciences Jacques Roger

C'est seulement quelques mois après la publication de son grand œuvre, une biographie de Buffon qui avait occupé une large part de sa vie (1), que Jacques Roger vient de mourir. Né en 1920, professeur à Poitiers, à Tours puis, à partir de 1969, à la Sorbonne, directeur d'études cumulant à l'Ecole des hautes études en sciences sociales depuis 1982, il occupait une place centrale dans une discipline où la tradition française a toujours été forte : l'histoire des sciences. Sa thèse de doctorat d'Etat, *Les sciences de la vie dans la pensée française au dix-huitième siècle*, publiée chez Colin en 1963 et rééditée en 1971, avait assuré sa réputation dans le monde entier. Depuis, il avait consacré ses recherches à l'histoire des sciences naturelles et biologiques, particulièrement à l'histoire des théories de l'évolution et à l'œuvre de celui pour lequel il avait une « sympathie secrète » : Buffon, dont il a réédité *Les époques de la nature* (Editions du Muséum, 1962, rééd. 1988).

Jacques Roger était homme d'engagements collectifs, au service de la communauté intellectuelle. Depuis une dizaine d'années, il dirigeait le Centre Alexandre-Koyré ainsi que le Centre international de synthèse, fondé par Henri Bergson et à sa redonner un grand éclat (2). Directeur de la *Revue d'histoire des sciences* et de la *Revue de synthèse*, membre du comité de rédaction des plus prestigieuses revues internationales

d'histoire et de philosophie des sciences, professeur invité dans de nombreuses universités étrangères (en particulier l'université de Virginie à Charlottesville vis-à-vis de laquelle il avait une fidélité particulière), Jacques Roger avait su aussi rassembler autour de lui collaborateurs et élèves.

L'histoire des sciences, telle qu'il la pratiquait, associe une histoire interne des savoirs, qui analyse avec rigueur l'architecture conceptuelle des œuvres (à preuve, *L'histoire du vocabulaire scientifique* qu'il a mise en chantier), avec une forte attention donnée aux conditions d'élaboration, de transmissions et de réception des théories scientifiques. C'est sans doute pourquoi le dialogue était facile entre Jacques Roger et les historiens, noué à l'occasion de plusieurs entreprises communes.

A propos du Buffon, il écrivait : « Un tempérament intellectuel s'exprime dans tous les actes de l'existence, dans la façon d'aimer, de conduire sa vie, d'écrire et de penser. » C'est de Jacques Roger tout entier gouverné par la haute idée qu'il avait du travail intellectuel.

ROGER CHARTIER

(1) Buffon, un philosophe au jardin du roi, Fayard, 645 pages (Le Monde du 9 février).

(2) Voir l'entretien accordé par Jacques Roger au *Monde* le 29 novembre 1988.



Entre le cordillère des Andes et le Pacifique, dans un des paysages les plus sauvages du Chili, à la Silla, l'observatoire européen du Sud pointe ses télescopes sur les grands mystères de l'univers.



Une nuit dans la Voie lactée

LES Chiliens appellent ce morceau de désert, le Norte Chico. Parce que la capitale de la quatrième région, la Serena, coloniale et paisible, n'est qu'à quelques centaines de kilomètres au nord de Santiago ; et pour le distinguer d'un autre désert encore plus aride, le Norte Grande, qui déroule ses dunes de sable, ses oasis et ses plateaux rochers jusqu'à l'horizon d'Arica, la frontière péruvienne, sur plus d'un millier de kilomètres.

Entre cordillère et Pacifique, c'est la même fascination : le royaume du sel, de l'ode, du roc, des montagnes arides dénudées, érodées, brûlées par le soleil et se bousculant jusqu'à la barrière du selgo de la cordillère. Des vallées étroites, vertes, qui s'insinuent dans des gorges d'éboulis. Et, en altitude, une luminosité exceptionnelle ; un air transparent, si pur, que plusieurs observatoires internationaux se sont installés dans cette région pour profiter des remarquables conditions climatiques.

Entre la Serena et l'Atacama, on compte trois centres d'observation : celui de Las Campanas, chilien ; le Tololo, dans la vallée de l'Elqui, où réside le souvenir de Gabriela Mistral et qui est contrôlé par des universités nord-américaines ; enfin, la Silla, à 200 kilomètres plus à l'est, se trouve l'observatoire européen du Sud, l'ESO (1), fondé en 1962 pour favoriser la coopération entre les astronomes européens, il dispose sur ce site de plusieurs télescopes ultramodernes (la coupole d'acier du plus grand, 3,60 mètres, en service depuis 1976, a un diamètre de 30 mètres) et d'un ciel d'une limpidité remarquable. Pays membres de l'ESO : la RFA, la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas, l'Italie, la Suisse, la Suède et la France. La RFA la Silla participe chaque année à 27 % au financement.

Le quartier général de l'organisation scientifique internationale se trouve à Garching dans les environs de Munich en RFA. Les communications sont permanentes entre Garching et l'observatoire européen du Sud, du nord,

niché à 2500 mètres d'altitude, dans l'un des secteurs les plus sauvages de la cordillère des Andes, qui ne manque certes pas de panoramas d'une austère beauté.

Miracle de l'informatique : on peut imaginer que les ordinateurs de Garching pourraient décrypter directement les observations astronomiques recueillies et déjà traitées au Chili. C'est du moins ce qu'on laisse entendre, avec une moue sibylline, l'un des directeurs français de l'observatoire européen, ont la tâche est double : dresser la première carte du ciel de l'hémisphère austral, relativement encore aléatoire, et participer à cette tâche, minutieuse et fascinante, de l'univers, « le plus gigantesque des laboratoires », dit-il. Et ajoute : « Des phénomènes tels que la gravitation, les trous noirs, les particules de très haute énergie ne peuvent être étudiés que par des méthodes indirectes sur la Terre. Nous avons beaucoup appris, mais des questions fondamentales restent encore sans réponses. Comment s'est formé notre système solaire ? Quelles sont les conditions requises pour que se forment ailleurs des systèmes semblables ? Quelle est la nature de la matière « obscure » que l'on ne voit pas mais dont la force d'attraction se fait sentir ? Quelle fut l'origine de l'univers ? Vraiment se dilater éternellement ou s'effondrer à nouveau pour ensuite renaître ? »

Trouver certaines réponses, tenter de comprendre l'infini, en savoir plus, toujours plus ; découvrir et examiner de nouvelles étoiles, de nouvelles galaxies, météores, le ciel « en cartes » et les nébuleuses spirales en spirales ; l'astrophysicien d'aujourd'hui est, sans aucun doute, un Sisyphos heureux. Il dispose, et disposera demain, de télescopes et de radiotélescopes de plus en plus sophistiqués, encore plus performants, installés sans trop de difficulté dans des sites désertiques en haute montagne, comme celui de la Silla, devenu l'un des observatoires les plus cotés de la planète.

Sisyphos était condamné à remonter sans cesse son rocher au

sommet de la même montagne jusqu'à la fin des temps. L'astronome d'aujourd'hui s'efforce, entre autres tâches, de définir les limites d'un univers qui n'est pas statique, mais en expansion et en évolution permanente. Un défi absurde ? La question fait sourire le docteur Francis, astronome français en mission à la Silla pour quelques jours. Dans la salle de contrôle du grand télescope de 3,6 m, c'est la pénombre incitant au respect ; une lumière diffuse, friable, rouge, juste suffisante pour observer les écrans de la batterie d'ordinateurs.

Deux heures du matin. Dehors, le vent froid et furieux de l'Atacama frappe les coupelles d'acier des télescopes échelonnés sur la ligne de crête de la montagne. Ici tout est silence, calme, mesure, méditation, sérénité. Quelqu'un explique à voix basse que le grand télescope est orienté à « 30° du zénith, en direction d'un « objet » près de la nébuleuse d'Eta Carinae. Deux astronomes mexicains, en stage à l'ESO, examinent avec passion les « électrocardiogrammes de l'espace », les courbes et les séries en couleurs qui représentent, par observation à l'infrarouge, « l'objet » mis à plat.

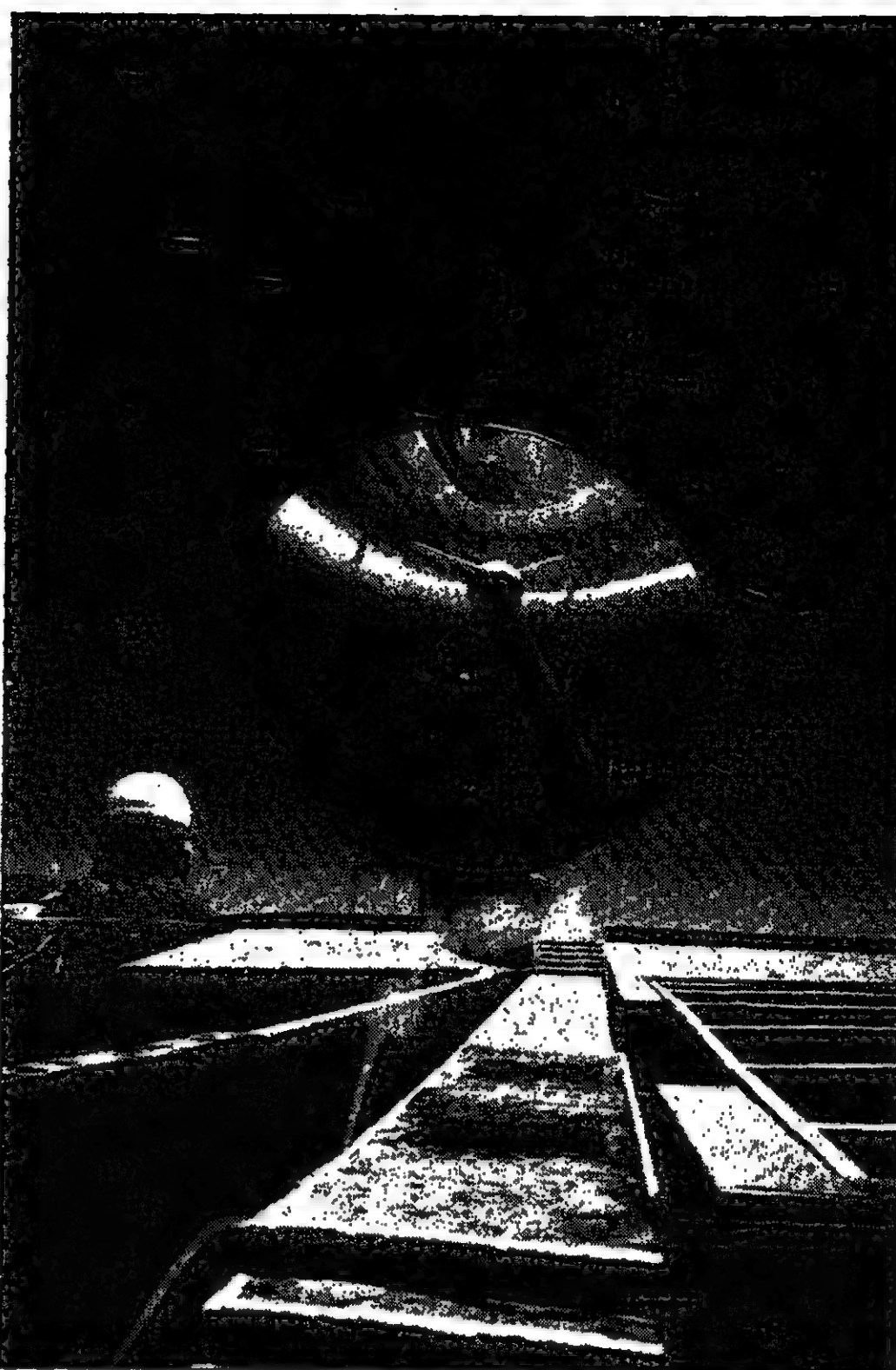
Le coup du siècle

Les savants n'ont pas d'état d'âme. Ces deux-là vont plancher jusqu'à l'aube sur des épreuves impénétrables aux profanes. « Ils analysent la composition moléculaire de l'objet », dit sèchement Francis. Il a un visage fin, un regard timide derrière des lunettes à monture d'acier et l'allure un peu solennelle ; mais son œil s'allume lorsqu'il évoque la mort d'une étoile. L'explosion d'une supernova, dans le grand nuage de Magellan, « la galaxie la plus proche de notre voie lactée », seulement 170 000 années-lumière », dit-il. Cela s'est passé il y a environ dix mille ans, c'est-à-dire hier.

L'événement que tout astronome rêve de découvrir une fois dans sa vie a eu lieu en 1987. C'est d'abord une question de chance : disposer d'un télescope orienté dans la bonne direction. La chance était venue : le 24 février 1987, avec la Silla, à l'observatoire de Las Campanas, qui a ainsi réussi ce que les experts appelaient encore le « coup du siècle ». Nous sans une secrète jalousie et un léger regret pour les astronomes européens.

Las Campanas n'est qu'à 30 kilomètres de la Silla. « Quand Hans-Erich Schuster nous a appris la nouvelle, à l'heure du breakfast, il avait l'air un peu sceptique, rapporte un témoin, mais, quelques heures plus tard, le premier spectre optique de la supernova était obtenu à la Silla par le télescope de Bochum (modeste, mais il a un diamètre de 61 cm), qui a suivi et photographié l'agonie de l'étoile pendant plusieurs mois. Les meilleurs clichés de la SN-87, sans doute uniques », dit-on à la Silla.

Trois photographies illustrent ce drame exceptionnellement capté et prémonitoire (ce qui arrivera un jour à notre Soleil) : la galaxie normale, la tâche fulgurante de l'explosion, enfin quelque chose qui ressemble à un tableau abstrait avec des filaments rougeâtres sur fond d'étoiles brillantes et serrées, « des restes de matières gazeuses qui se déplacent à des vitesses



supersoniques après l'explosion », commente Francis.

Les deux Mexicains sont en bras de chemise, décontractés. Audessus de leurs têtes, des horloges, pas comme les autres, indiquent le temps universel et le temps sidéral. Avant d'être admis - faveur insigne - à la Silla pour une nuit de veille aux côtés de la douzaine d'astronomes permanents ou de passage, on imaginait des professeurs, l'œil vissé à la lunette de leur télescope dans le grand vent, sous la coupole scintillante de millions d'étoiles. « Vous verrez, c'est l'un des plus beaux ciels de nuit du monde. » Le ciel, immense, d'une pureté à couper le souffle, est bien au rendez-vous. Mais le visiteur découvre que l'essentiel du travail nocturne se déroule à huis clos,

dans des laboratoires étagés, toutes lumières tamisées, d'une coupole à l'autre - sept des treize télescopes ont des diamètres supérieurs à 1 mètre, - on se déplace en voiture, sur des pistes asphaltées mais tous phares éteints. Un impératif : éviter toute source de lumière, qui pourrait gêner l'observation. L'étranger est attendu au bout de la trentaine de kilomètres de pistes en lacets serrés qui monte de la sinueuse route panaméricaine surplombant l'océan Pacifique. Il est alerté, plusieurs kilomètres avant l'observatoire, par un gendarme planté au milieu du chemin, lampe-torche à la main. Stop. On suit au ralenti, à la lumière des étoiles, la Jeep de protection jusqu'aux installations de l'observatoire.

Une zone de 800 km², bénéficiant du statut d'extraterritorialité, une oasis de confort autonome : un monde clos, parfaitement organisé, une « fenêtre » sur l'univers. Une certaine routine, la passion, la rigueur et le lyrisme. L'observatoire européen attend l'installation prévue d'un télescope optique géant de 16 m. « Ce sera le plus grand du monde », affirme Daniel Holmström, directeur technique. « Il pourrait recueillir en quelques années autant de lumière que tous les télescopes du monde entier, depuis l'époque de Galilée jusqu'à nos jours », précise M. Wolter, directeur général de l'observatoire.

MARCEL MEDEGAANG

Lire la suite page 18

(1) ESO : European Southern Observatory.

Amateurs éclairés

Dès que le ciel est clair sont des milliers à se coller derrière leurs instruments. Mais à part pas les distraire par leurs longues nuits de traquer il n'y a pas plus professionnelle que ces amateurs-là. Mieux que, certains d'entre eux, se sont même des légendes. Au p'tit qu'ils publient parfois aux côtés des astronomes professionnels dans les colonnes de revues spécialisées.

Certains, comme Georges Vian, font des clichés Jupiter d'une telle qualité qu'ils sont utilisés par l'astronome André Delmas. D'autres, comme Roger Chantal, calculent avec une précision remarquable la position d'astéroïdes. D'autres enfin, comme Dany Carde, se sont même appropriés à leur part qu'ils ont créé de toutes pièces un télescope d'un mètre de diamètre.

Ces amateurs se rassurent. Il reste de la ce pour tous. Soit dans les quatre cents existants, soit de les quatre grandes associations françaises de radioastronomie amateurs, où ils trouveront le conseil

suprême de leur père, mais aussi auprès des astronomes professionnels qui ne les traitent plus avec la même condescendance que par le passé.

• Où s'adresser : l'Association française d'astronomie (AFA), Observatoire de Montsouris, 17, rue Emile-Deutsche-de-la-Meurthe, 75014 Paris (Revue Ciel et Espace) ; la Société astronomique de France (SAF), 3, rue Beethoven, 75016 Paris (Revue l'Astronome) ; l'Astrophysique de France (APF), Observatoire de Saint-Aubin-de-Courterrie, 81560 Bazoches-sur-Hoëne (Revue Astociel) ; la Société d'astronomie populaire de Toulouse, 2, rue Ozanne, 31000 Toulouse (Revue l'Astronome).

• Que lire : le Guide de l'astronomie amateur, Philippe de la Cotardière (Hachette) ; A l'effort des étoiles, Pierre Bourge et Jean Lacroux (Dunod) ; Astronomie mode d'emploi, Jean Lacroux et Denis Barthier (Bordas).

J.-F. A.

EXPLORATOR

EXPEDITIONS

Du Pamir au Botswana, de l'Éthiopie au Maroc, du Sahara au Groenland, de l'Argentine à la Crète, du Yémen au Taurus...

PLUS DE 100 MINÉRAIRES INÉDITS

Brochure gratuite sur simple demande

EXPLORATOR, 16, PLACE DE LA MADELEINE, 75002 PARIS - TEL. (1) 42.55.66.24

SANS VISA

LA TABLE

Gastronomie du cigare

Ça fume quand ça fume trop

Le tabac au restaurant ? Sujet conflictuel sur lequel nous ne reviendrons point. Quelques restaurateurs (qui, techniquement, en ont eu la possibilité) ont donc deux salles : fumeurs et non-fumeurs. A Paris, le cicerone Le Barail, 17, rue Falguère, et la Corbeille, 154, rue Montmartre, alors qu'aux États-Unis ces salles se multiplient et qu'en Europe, à ma connaissance, les précurseurs furent les animateurs du *Hilton* genevois.

Bien. Mais on peut fumer après le repas sans pour cela accepter d'être, dès l'entrée, enfumé par les voisins. On dîne et déjeune de plus en plus tardivement, soit. Mais que le client s'installant à 14 heures (ou le soir à 22 heures) se plaigne du cigare de son voisin qui, lui, en est au café est proprement aberrant. Il a tort comme ont tort ceux qui, dès installés, allument une cigarette et, durant tout le repas, à la chaîne, enfument tout à l'entour (les dames, ferveurs de pestes élégantes, par exemple, et qui, le coude sur la table, la main retournée vers l'extérieur, laissent consumer leur

bout-fil pour l'empoussièrement des voisins).

C'est donc, en définitive, une question de civilité, de bonne éducation, que le restaurateur, pris entre deux feux, a toujours bien du mal à régler. Tout le monde n'est pas Fernand Point, qui faisait servir le café à qui allumait une cigarette entre deux plats.

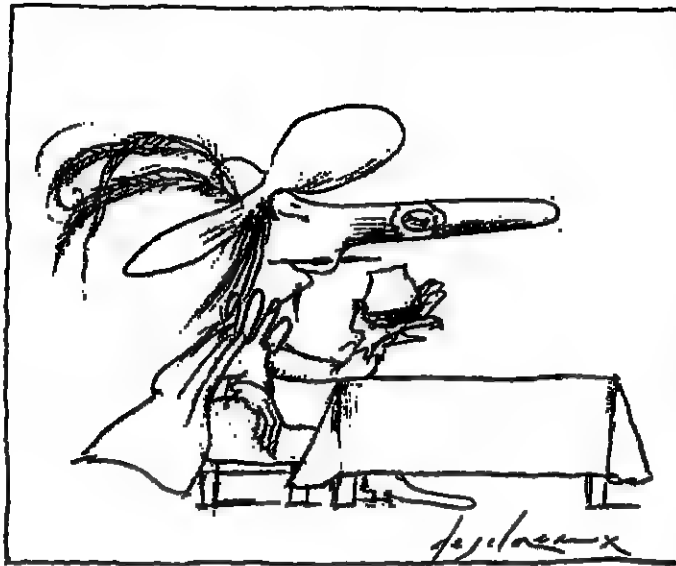
Mais mon propos n'est pas là, et sans doute va-t-il indigner les anti-tabac chevronnés : je pense que le cigare peut être appoint de la gastronomie, et singulièrement de la dégustation des vins et des eaux-de-vie.

J'en ai trouvé confirmation dans la *Grande histoire du cigare* un fort beau livre signé de Bernard Le Roy et Maurice Szafran (Flammarion éditeur).

Dans le parfum d'un vieux bourgogne

Jacques Puisais, un des grands œnologues de ce temps, apprécie l'El Rey del Mundo (le plus léger des coronas) avec un châteauneuf-du-pape blanc. J'ai lu quelque part que les paragas « aiment le bois neuf des vins rouges jeunes », mais, personnellement, je préfère, à l'image de mon ami Jacques Kother, animateur de la revue belge *Le Guide des connaissances*, y associer cognac, armagnac, vieux rhum ou, mieux encore, un single malt. Les Belges, aussi bien, apprécient mieux que nous le mélange des parfums d'un cigare et d'un vieux vin de Bourgogne, légèrement chambré de surcroît.

Les heureux passagers du *France* ressuscité, lors de la croisière que l'on sait, ont eu la bonne fortune d'y rencontrer M. Gérard, le « cigariériste » helvète qui importa et lança le premier le Cohiba (version européenne des cigares favoris de Fidel Castro). Ce Cohiba, dont j'ai lu quelque part qu'il « adorent le bourgogne », mais Michel Massia (Restaurant du marché), fumeur



« gastronomique » s'il en est, n'hésite pas à l'accompagner de l'arôme fruité du kirsch.

Mon cher Curnonsky, grand fumeur de cigare et de pipe (mais qui estimait inconvenant tout autant de fumer durant le repas que de fumer à table), ne se privait pas d'escorter ses Roméo Julietta (à l'époque meilleurs qu'aujourd'hui) d'un calvados bien boisé.

« Le cigare est, avec le vin, le dernier fruit de l'expérience, de l'attention, du labeur et de l'amour des hommes », écrivent Bernard Le Roy et Maurice Szafran... Même les non-fumeurs s'intéresseront, j'imagine, à ce livre joliment illustré. Il est « appétissant » !

LA REYNIÈRE

Billy gourmand

Un petit nouveau dans la rue de Tocqueville, déjà riche en bonnes maisons : *La Toque*, *Augusta* et *Le Châteaubriant*. Philippe Billy, qui fut chef de partie sous le hôte de Chibou (Le Royal Gray, de Cannes) puis chef saucier chez Bocuse, règne ici, avec Christine, sa charmante, active et efficace épouse, sur une petite salle amusante, gaie, fleurie (avec au fond une petite salle-véranda suspendue amusante). Cuisine « équilibrée », où la salade de roquets le dispute à celle de pétales « aux petits croûtons », le dos de saumon « unilatéral » au filet de turbot à l'aigre-doux, le côtes d'angus grillée à l'aiguillette de canard aux navets confits. Fromages du bon voisin Alain Dubois (maître fromager), desserts agréables et, aussi, carte des vins choisis par le patron, qui s'y intéresse avec passion (belle cave de bordeaux, entre autres), ce qui lui permet quelques vins au verre et une bouteille du mois intéressants. A la carte, compter 300-350 F avec, aux déjeuners, une « formule surprise » (190 F).

BILLY GOURMAND, 20, rue de Tocqueville, 75017 Paris. Tél. : 42-27-03-71. Fermé samedi midi et dimanche. Salon 12 couverts. Carte bleue. Chiens acceptés.

La truite vagabonde

Vieille enseigne reprise l'an dernier par un artisan-cuisinier (d'un bon esprit, c'est le plus grand

compliment). Des travaux ont transformé la maison devenue diégante, agréable (avec sa belle terrasse d'été pour bien sûr). Mais surtout c'est, entre le banc d'huîtres, les poissons et les plats solides d'influence bourguignonne, le plaisir de se régaler d'un panaché d'huîtres ou des œufs reuette, des gambas grillées ou d'escalopes chaudes, de la poêle ou du Rosini, de la bouillabaisse et d'une palette de macreuses aux pâtes fraîches, du saumon au sel de Guérande ou de la poule au pot Henri-IV. Desserts et bonnes glaces. Cave d'un lauréat de la Coupe du meilleur porc, c'est tout dire bons beaujolais et un patte d'oie d'été 1985 à 140 F. Beurre d'éclair sur table. Service actif par l'allégresse de la patronne, M^{me} Pagodoy. Menus à 150 F et 190 F, midi et soir. A la carte, compter 300 F.

LA TRUITE VAGABONDE, 17, rue des Batignolles, 75017 Paris. Tél. : 13-87-77-80. Fermé dimanche soir. Parking : 48-50, bd des Batignolles, et Europe. Salon 15 couverts. AE-C. Chiens acceptés.

Le Vert-Galant

Jacques Megean tenait les cuisines du Château de Brécourt, dans Eure. Le voici à son compte, installé dans le Vaucluse. Il y a repris quelques mois cette petite maison (23 couverts), avec son épouse, il y traite les poissons (page à l'huile d'olive et gingembre, filets de saumon frais aux tomates, poêlée de filets de rouget à l'ombrette de foie) ; fait les choux verts d'escargots « à la provençale » ; accompagne les côtes d'agneau en croûte persillée d'une purée de haricots rouges, et, parmi les desserts, a retrouvé le secret d'une crème froide d'épave torréfiée à la cassonade. Changeant souvent sa carte, il propose ainsi des menus à 80 F (midi seulement) et à 120 F. A la carte, compter 250 F-300 F. Belle petite carte de vins régionaux.

LE VERT-GALANT, 12, rue de Chapuis, 84200 Carpentras. Tél. : 90-67-15-50. Fermé dimanche. Carte bleue.

Le Bretagne

Ce fut, pour beaucoup de cuisiniers de l'ARC, une découverte de cette petite maison où vient se tenir leur assemblée générale. Michèle Lohé a fait de ce petit restaurant coquet aux boiseries de chêne « la maison des fruits de mer ». Le croustillant de langoustes à la crème est des plus délicieux, tout comme la salade de poisson confit aux deux foies gras et galette de sarrazin au croustillant d'huître. En saison, le civet d'andouille. Et toujours une cave régionale de qualité. Menus de 12 F à 330 F, et carte.

LE BRETAGNE, 1, rue de la Petite-Chambre, 440 Le Croisic. Tél. : 40-23-00-51. Fermé mercredi. AE-CB.

Quand les petits monstres dévorent les gros à pleines dents III

Rassurez-vous ! Ces petits monstres sont, en termes affectueux, nos chères têtes blondes... Les gros ont certes de quoi faire frémir puisqu'il s'agit de dinosaures... mais réduits au format plus sympathique de nouveaux biscuits proposés par LU. Leur nom : DINOSAURUS.

LU, qui a toujours porté le plus grand intérêt aux enfants, sait à quel point ils se passionnent pour ces monstres féroces ou débordants, apparus il y a 225 millions d'années. Maintenant, ils vont pouvoir les retrouver l'heure du goûter, sous la forme instantanée, mais tellement sympathique, de biscuits de belle taille, généreusement nappés de chocolat fin, croquants et fondants à souhait.

Nos aventuriers en herbe vont ainsi découvrir le monde magique de la Préhistoire en dégustant les DINOSAURUS avec délice et en collectionnant leurs fiches à découper sur les paquets. Les membres de cette charmante famille sont le Tyrannosaurus Rex (le plus dangereux), le Stegosaurus, le Triceratops, le Spinosaurus, le Procomps et l'Iguanodon : espèces qui ont vraiment existé.

Quelle façon originale et amusante de se réveiller ! D'autant que les DINOSAURUS sont des biscuits parfaitement sains et naturels, pleins de bonnes céréales (froment, seigle) et très énergétiques. Leur teneur en vitamines PP, B5, B2, B1, B9 est en effet garantie et un seul biscuit apporte 5 de leur besoin quotidien... un beau cocktail gagnant pour la forme et le tonus !

Conditionnée très astucieusement, chaque boîte de DINOSAURUS contient 4 sachets de 3 biscuits « sains », soit la juste quantité pour un savoureux goûter. Une solution ultra-pratique pour emporter partout ses DINOSAURUS. Bien protégés, ils se conservent longtemps, même hors paquet.

DINOSAURUS... une nouvelle espèce en voie d'apparition à inviter souvent dans nos maisons !

VOYAGES

Une nuit dans la Voie lactée

Suite de la page 17

En attendant le « monstre », appelé VLT, on étudie déjà à la Silla les photographies du télescope de la nouvelle technologie - NTT - dont les performances sont bien supérieures à celles du grand télescope de 3,6 m. Ce dernier, totalement contrôlé par ordinateur et juché sur le plus haut pic de la crête, est principalement destiné à l'observation des étoiles et des galaxies les plus lointaines, et donc de très faible luminosité.

Autres télescopes plus modestes mais en service : celui de 2,2 m, livré par l'Institut allemand Max Planck ; le danois de 1,5 m ; le néerlandais ; le suisse ; le télescope de Bochum, etc.

La Silla, c'est le nec plus ultra de la technologie, la pureté des lignes, coupes blanches sur structures d'aluminium. Un maximum de nuits sans brume pendant l'année, la plus grande sécheresse de l'atmosphère, favorisant l'observation à l'infrarouge, mais aussi le choc éprouvé à la contemplation de ce ciel scintillant et somptueux. Même les vétérans de l'observation marquent un temps d'arrêt et d'émotion.

Comme Hans, l'Allemand, trapu, rigolo, qui affiche, avec un large sourire, vingt-deux ans de service au Chili. Tonné par le vent, recuit par les intempéries, l'œil plissé par d'innombrables nuits de veille, c'est l'homme le moins blasé du monde. Un bref séjour par un an Allemand pour revoir sa famille et il revient dans sa coupole, le « dôme », où il reçoit comme un capitaine à la barre. Hans le solitaire, qui a personnalisé son domaine de service : des reproductions de Dali voisinent au mur avec le cliché de la nébuleuse dite de la Tête de cheval (images de poussière « obscure » sur fond lumineux, de matières gazeuses interstellaires).

« Je préfère croire, dit-il, qu'il y a quelque chose dans cet univers en expansion. Quelque chose, mais quoi ? Une vie ailleurs ? Pour moi pas », répond-il. Une observation qui suscite le scepticisme d'un collègue italien : « Il y a, dit ce dernier, très peu de probabilités pour qu'il existe un système solaire identique au nôtre, avec un soleil entouré d'un même système de planètes. »

Ennuiement du visiteur candide, qui supposait que, parmi ces four-

millement infini de millions d'étoiles, de galaxies emportées vers on ne sait où, qui imaginent... Il explique paisiblement : « Nous ne sommes pas nécessairement toujours d'accord entre nous. Nous avons quelques certitudes : la plus importante, c'est que l'univers est en évolution. Et nous estimons que nous sommes arrivés par l'observation aux trois quarts des confins de cet univers. » Il cherche une image simple pour le définir. « Si vous voulez, une espèce d'éponge avec des bulles. »

Peut-on dater le big bang ?

Surprise : les astrophysiciens se posent apparemment les mêmes questions que M. Tout-le-monde. Quand tout cela a-t-il commencé ? Peut-on dater le fameux big bang ? L'explosion originelle ? Il semble qu'il n'y ait pas une seule et unique réponse. « Certains », affirme l'italien, « situent le big bang à dix milliards d'années, d'autres à treize ; quelle importance ? » Sans doute. C'est apparemment le bon sens. Qu'est-ce que trois milliards d'années de plus ou de moins ? « Pas si sûr », ironise l'un des Mexicains ; il faudrait en ce cas refaire tous les calculs, si la différence est trop importante. Il est vrai que les théoriciens trouveront toujours une formule.

Francis, le regard fixé sur un point très brillant de l'écran, s'anime : « Regardez, dit-il, cette étoile a mis trois mille ans à parvenir jusqu'à nous. Elle est peut-être morte. Mais je ne crois pas ; c'est une étoile tranquille comme notre Soleil, qui doit croître, lui, encore un peu plus de quatre milliards d'années à vivre. » Un silence. Une brève méditation sur ces milliards d'années qui semblent soudainement se réduire, devenir une donnée accessible à l'entendement. Et, d'un ton convaincu, il ajoute : « Tout alors grillerait sur la Terre ; il faudrait chercher autre chose », comme s'il songeait déjà à prévenir les humains de préparer leurs valises pour une autre galaxie.

Vertiges, mais aussi le rêve. Les planètes du système solaire à portée de jumelles, si l'on peut dire. Il suffit pour cela de rejoindre dans la nuit froide le « petit » télescope néerlandais et d'observer directement, depuis sa coupole entrou-

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jarvis - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX : 93-39-19-48
A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages
climatisé, piscinette, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

06180 CAP-D'ANTIBES

HOTEL BON SOLEIL
153, bd Kennedy. A 500 m de la mer.
STUDIOS et ch. Part., piscine, 2 pers.
1150 F le sem. 1780 F 2 pers. 3100 F
4 pers. Lc. (santé, juil., août, sept.).
Tél. : 93-61-68-30.

NICE

HOTEL LA MALMAISON ***
Bout. Wagram ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 ch. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Régime de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-42-56 - Tél. 478-418.
Tél. 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-82-39-60
Piscine couverte, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur câble.
téléphone direct, minibar.

Montagne

HAUT-JURA

Chapelle des Rois 25240 - Alt. 1100. Sté de l'Ind.
VTT, randonnées pédestres, initiation Golf.
HOTEL LES MELEZES ***
Légende de St. Simon. Parc, camp. 7 j. sans et enfil.
1400 F 1800 F. Tél. : 81-69-21-42.

06350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc nat. Site classé. Stat. village. Piste.
fond. Piste des sommets. D'Europe 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
App. et chambres avec cuisine. Grill.
de 630 à 1300 F/pers./sem.

NEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Au départ des pistes de fond, descente
pénible à partir de 1400 F/pers./sem.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 280 à 420 F - Tél. 43-64-93-43.

Provence

DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar).
Site except. micro-climat, prom., muséol.
UVA sauna. Cals à votre goût.
On ne fume pas à table.
Chambres gr. ch. prix d'hiver. Mireille
Colombet. Tél. : 75-26-12-89.
Auberge du vieux village d'Aubres,
26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

ROUSSILLON 84220 GORGES

Vacances d'hiver
au MAS DE GARRIGON ***
TGV et aéroport d'Arles
séjours détaxés et fagons à prix doux
dans le petit hôtel de charme du Lubéron.
Espace gourmandise.
Renseignements et réservations : 94-45-43-22
FAX : 94-45-7001

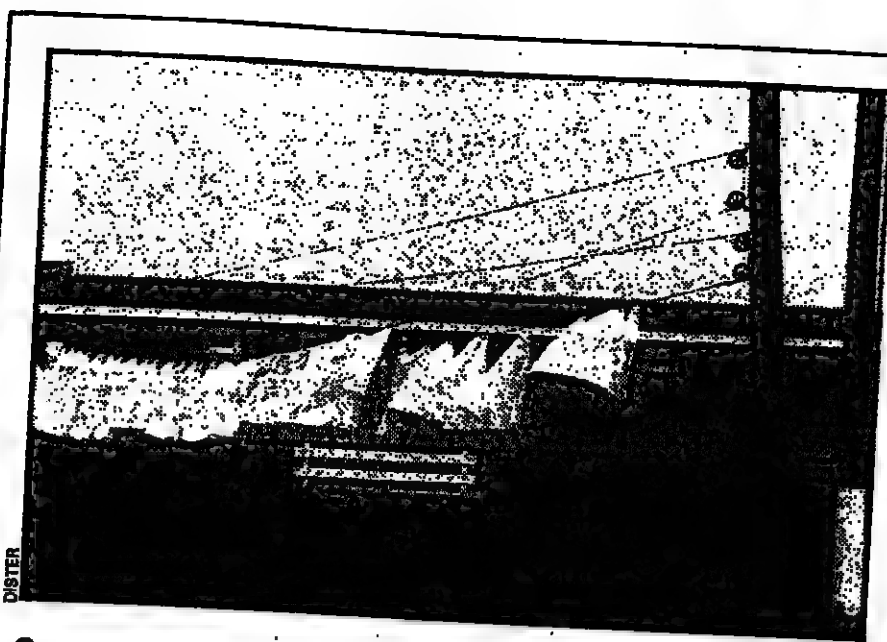
Suisse

VERBER

HOTEL PHENIX - SPORTS D'HIVER
Châlet - Arvill - Chalet personnel de chef
Séjours de 10 à 17 ou 24-30 ou 31 ou 36 j.
Demi-pension par pers. en chambre double et par semaine
800 F - Tél. : 191/24/21.84
ou 1400 F - (par semaine, la semaine)

SANS VISA

ESCALES



Cap sur l'Acadie

En 1605, à l'est de l'actuel Canada, est fondé Port-Royal, première colonie française en Amérique du Nord. Ainsi naît l'Acadie. Victime des guerres qui déchirent l'Europe aux dix-septième et dix-huitième siècles, elle est balotée au gré des victoires et des défaites, passant une dizaine de fois sous la domination de la France et de l'Angleterre, à laquelle elle est définitivement cédée en 1713. Les Acadiens refusant de se soumettre au serment d'allégeance, ils sont déportés, exilés et dispersés, en 1755, certains en Nouvelle-Angleterre, en Louisiane ou à Saint-Domingue, d'autres en Angleterre et en France. D'autres, enfin, se réfugient au Québec. Un épisode tragique appelé, pudiquement, « le Grand Dérangement ». Quelques décennies plus tard, beaucoup regagneront leur patrie. L'Acadie n'est plus mais les Acadiens demeurent. Ils sont aujourd'hui quelque

275 000, regroupés en communautés francophones luttant pour préserver leur identité, leur langue et leur patrimoine culturel, au sein de la majorité anglotimes du Canada. Autant de lieux que les Amitiés acadiennes, une association basée à Paris (17, quai de Grenelle, 75015 Paris, tél. : 45-75-09-99), proposent de découvrir lors d'un circuit très complet qui se déroulera du 15 au 29 septembre, début du somptueux automne canadien. Des forêts du Madawaska à la spectaculaire côte du Cap-Breton (avec la superbe forteresse de Louisbourg), en passant par la « péninsule acadienne » (étonnante Musée des papes et village historique acadien), le sud-est du Nouveau-Brunswick (pays de la « Sagouine »), l'île du Prince-Édouard et la nostalgique île Madame. Une balade en autocar ponctuée de rencontres et de chaleureuses soirées et qui permettra également de parcourir les rives du Saint-Laurent (et l'île d'Orléans) et de séjourner à Québec et à Montréal.

Le prix de ce voyage est de 10 900 F tout compris (plus l'adhésion à l'association et un supplément de 1 800 F pour une chambre individuelle), sur la base de trente participants. Un acompte de 2 500 F est à verser lors de l'inscription, à effectuer dès que possible.

Hommes d'affaires en Europe

Fondé à Paris en 1887, imprimé dans onze lieux différents et lu par un demi-million de lecteurs de cent soixante-quatre pays, l'*International Herald Tribune* est bien placé pour publier un *Guide to Business Travel, Europe*, guide du voyage d'affaires en Europe. Pour ce faire, il a chargé deux journalistes, spécialistes des questions internationales, et une équipe de correspondants de présenter un aperçu à la fois « étendu, compact et concis » de vingt-sept capitales — de Paris à Moscou, d'Oslo à Rome — et grandes villes européennes, très

exactement Amsterdam, Barcelone, Düsseldorf, Edimbourg, Francfort, Istanbul, Milan, Munich et Zurich.

Pour chacune, un schéma identique analysé dans l'introduction. Quelques chiffres sur le pays, à grands traits l'état actuel de la ville et, très vite, tout ce qui est essentiel pour l'homme d'affaires : l'arrivée (aéroport, duty free, liaisons avec la ville, gares et trains), la monnaie, la ou les langues parlées, les communications (fonctionnement du téléphone en particulier et des PTT en général), la police pour le dysfonctionnement revenant à l'hôtel, une présentation de la ville (à Moscou, les cinq cercles concentriques) et des conseils sur la meilleure façon de s'y déplacer, une sélection d'hôtels (il faut être fou pour payer le plein tarif à Bruxelles où l'offre en chambres est très supérieure à la demande) et de restaurants avec critères d'appréciation, les pour-boires.

Viennent ensuite les conseils pour la négociation développés puis résumés (à Athènes pas de rendez-vous l'après-midi, à Edimbourg lire attentivement les notes en bas de page avant de signer, à Moscou traiter avec les officiels les plus hauts placés, une liste de numéros de téléphone utiles, des suggestions pour les achats (avec noms et adresses) et pour sortir le soir (les cafés à Amsterdam) et une reconnaissance de ce qu'il faut voir et entendre dans la ville même et dans les environs. Utiles ou humoristiques, les *spotlights*, coups de projecteur économiques, historiques, culturels ou ethnologiques.

Le lectorat du grand quotidien international mais aussi un public beaucoup plus large appréciera cet « instrument de travail pratique, factuel et agréable à lire », de 500 pages. Il est

vendu sur place ou par correspondance directement par l'*International Herald Tribune* (Book Division, 181, av. Charles-de-Gaulle, 92521 Neuilly) au prix de 125 francs, TVA et frais de port inclus.

Trains du monde

Du grimpeur au dévoreur de grands espaces, le train est le leitmotiv du catalogue des *Grands Voyages extraordinaires de VPS Voyages* (10, rue de la Justice, 75020 Paris, tél. : 40-30-10-10).

Ces trains décrits par Henri Michaux (*Un barbare en Asie*) existent toujours, avec leurs grappes de robes blanches accrochées aux portières ou accroupies sur les toits. Ils vont si lentement parfois que l'on peut descendre cueillir des fleurs et remonter en marche. VPS raccorde les différents trains indiens de Bombay à Delhi avec arrêts à Mathuran, Goa, Mysore (nuit au Lalitha Mahal), Kanyakumari, Pondichéry, Madras, Calcutta, Darjeeling, Shubaneswar, Puri : du Nilagiri Railways qui serpente parmi les orangeries, les plantations de thé et les lacs, au train de l'Himalaya entre Siliguri et Darjeeling. Départs les 22 juillet, 6 sep-

tembre et 30 novembre, 25 jours, 30 950 F, tout compris, avion, trains locaux et hôtels princiers.

Le plus aventureux, le plus fou, le plus haut du monde, s'élance, par la technique dite des tiroirs (ne pouvant ni tourner ni s'arrêter, il grimpe en zigzag, une locomotive à chaque extrémité, arrivant dans une impasse pour y prendre de l'élan et remonter en sens inverse) jusqu'à 4 700 mètres, à la gare bien nommée de El Condor. Ce train des cimes suit le cordillère d'Argentine au Pérou, à travers la Bolivie : Buenos-Aires, Humahuaco, La Paz, lac Titicaca, Arequipa, Puno, Cuzco, Machu-Picchu, Lima (154 mètres), La Oroya (3 728 mètres). Départs les 1^{er} juillet, 5 août, 2 septembre et 7 octobre, 24 jours, 37 690 F.

Un seul départ pour l'itinéraire le plus long qui soit au monde, de Paris à Hong-kong à travers Europe et Orient, Moyen et Extrême : le 4 septembre. Neuf trains pour un mythe, la route de la soie, et un prix : 71 800 F.

Festivals en fête

Plus de trois millions de personnes, dont près de 800 000 résident dans la

région parisienne, suivent chaque année un festival. Des chiffres qui témoignent de l'ampleur d'un phénomène situé au confluent de deux univers : la culture et le tourisme. Ce tourisme culturel méritait une vitrine annuelle. C'est chose faite avec le premier Salon international des festivals qui a lieu du 30 mars au 4 avril, à la Grande Halle de La Villette, à Paris.

Conçu par le Comité des expositions de Paris, ce « festival en fête » entend rassembler les festivals du monde entier (environ 400 festivals de plus de 20 pays), leurs partenaires professionnels, les médias et le grand public, qui ainsi découvriront de nouvelles manifestations et, à travers elles, les sites prestigieux où elles se déroulent et de nouvelles destinations de villégiatures.

Rencontre professionnelle le matin, ce salon sera, tous les après-midi et pour deux nocturnes, ouvert au public qui pourra assister à de nombreux spectacles, projections, émissions et animations.

Festivals en fête, Grande Halle de la Villette, porte de Pantin. Du 30 mars au 4 avril. De 10 à 13 heures pour les professionnels et de 13 à 19 heures pour le public avec nocturnes jusqu'à 23 heures, les 30 et 31 mars. Prix d'entrée : 50 F et 170 F pour une carte d'entrée permanente.



On ne choisit pas AKIOU par hasard, les grands voyageurs le savent bien !

AKIOU
L'ART DU BEAU VOYAGE

- MEXIQUE - GUATEMALA**
Vestiges et trésors Mayas.
20 jours Paris/Paris.
29.800 Frs tout compris.
Circuit culturel et découverte.
- ÉQUATEUR - GALAPAGOS**
Marchés indiens et croisières de luxe sur le M/V. Explorer.
13 jours Paris/Paris.
A partir de 22.900 Frs tout compris.
L'Amérique latine insolite.
- TERRE DE FEU ET CHUTES D'IGUAZU**
Des glaciers de l'Argentine à Rio.
16 jours Paris/Paris.
26.950 Frs tout compris.
Un voyage grand spectacle.

Renseignements et catalogue AKIOU dans toutes les agences de voyages et au 47.59.47.47



Islande
Choisissez l'Islande, pays des amoureux de la nature

Le grandiose et le silence infini de l'espace, Chaleureuse hospitalité des jours sans fin, Rives éveillées et réalités naturelles, Passions folles et souvenirs vivants, Mais aussi obsidniennes et solitaires Macareux, guillemots, pétrels, L'eau et le feu, Volcans et glaciers...

OFFRE SPÉCIALE 5.140 F
8 jours de circuit printemps ou automne CIRCUIT SAFARI

Documentation gratuite sur demande : ICELANDAIR 9, boulevard des Capucines, 75002 PARIS Tél. : (1) 47.42.22.22 - info minitel : 3015 code OTISLAND

Allemagne.



Vacances plus.

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> SÉJOURS
Semaine/pension complète
847 F* | <input type="checkbox"/> VOYAGES ORGANISÉS
Week-end à BERLIN, en avion
3.420 F |
| <input type="checkbox"/> LOCATIONS
Semaine / 4 personnes
490 F* | <input type="checkbox"/> CARTE TOURISTE
TOUTE L'ALLEMAGNE EN TRAIN
4 jours / 2 ^e classe
580 F |
- * Prix minimum - Cours : 1 DM = 3,50 F.F.
- Cochez la (les) case(s) qui vous intéressent et joignez 20 F, en timbres, pour recevoir nos catalogues.
- Nom _____ Prénom _____
Rue _____
Code postal _____ Ville _____

DZT OFFICE NATIONAL ALLEMAND DU TOURISME
9, Boulevard de la Madeleine 75001 Paris - Tél. : (1) 40.20.01.85



NOUVELLE ADRESSE A PARTIR DU 2 AVRIL :

23, Champs-Élysées 75008 PARIS
Tél. : 44.20.70.15 - Réservations : 44.20.70.80

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1378

EN DOUCEUR

(Tournoi international de Lézards, février 1990)

Blancs : A. BELIAVSKY

Noirs : GULKO

Défaite Gratielle.

bridge

N° 1376

L'ÉCLAIRAGE D'UNE ENTAME

1. 44 C6 C22! C7
2. 44 21. C41 (m) Td1+
3. C45 22. Td1 Td8
4. C45 C25 23. C46 Fd8 (n)
5. 44 C25 24. C7 Td1
6. 44 25. Dd1 Td1+ (p)
7. Fd4 26. Dd8+ Dd7 (q)
8. C25 (b) C6 (c) 27. Dd8+ Dd7
9. 44 (q) 28. Fd1 Dd8
10. Fd5 (f) Fd7 (g) 29. Fd3+ Rb6
11. Dd2 (f) Dd4 30. Dd3+ Dd5 (r)
12. Td1 C45 31. Fd3 Dd4+
13. Fd3 32. Fd3 C46 (s)
14. 44 33. Dd3+ Dd5
15. 44 34. Dd3 (n) C28
16. Dd1+ 35. 44! Dd1 (u)
17. 44 36. Dd3+ abandon (v)
18. C25 (f) F5 (f)
19. Td1 (q)

NOTES

a) Au lieu d'entrer dans la continuation principale de la « variante d'échange » (7...c5), les Noirs ne se hâtent pas d'attaquer le centre ennemi et choisissent une suite souple, se réservant de poursuivre soit par la « variante de Simagine » (8...C6 ou 8...b6), soit par la « variante Larsen » (8...Dd7).

b) Ou 8...Ff3, c5 (sur 8...b6, les Blancs prennent l'initiative par 9. b4! C6; 10. h5, C45; 11. bxc6, bxc6; 12. Fd3; 9. Dd2, Dd5; 10. Td1, Cd7; 11. C22, Cb6; 12. Fd3, cxd4; 13. cxd4, Dd2+; 14. Td1, Fd7; 15. 0-0, Ff8; 16. Td1, c6; 17. Ff3; 18. Rf2, Ff8; 19. g4, Rf7; 20. b4, Fd4; 21. g5! (Moring-Pavlov, 1979).

c) Toujours sans se presser, les Noirs préparent leur contre-attaque au centre via C45-c5-b6-Fd7, et au moment propice, f5.

d) 9. Fg5; 9. Fd3; 9. b4 et 9. Fd3 sont d'autres possibilités.

e) Ou 9...C45; 10. Fd3, Dd7; 11. Fd3, Td8; 12. Td1, c5; 13. f4, 46; 14. f5, ed5; 15. ed5, cxd4; 16. Fd4! ou encore 9...Dd7; 10. Fd3!

f) 10. Ff3 est souvent joué; 11. Fb7; 11. Td1, Dd6; 12. f4, 46; 13. Td2.

g) 10...C45 est aussi à envisager; 11. Fd3, c5; 12. d5 ou 12. Td1.

h) 11. f4 semble également fort; 11...Dd7; 12. f5, C45; 13. Fd3, c5; 14. d5! et les Blancs sont clairement mieux.

i) A examiner est 14...c4; 15. Fb1, 46.

j) Menace 19. C64.

k) Les Blancs sortent de la phase initiale avec un avantage de position important: un fort pion passé en d5, des forces bien regroupées contrairement aux Noirs, dont le C45 est hors jeu et le Fb7 vraiment passif.

l) Afin d'interdire au C blanc le passage par la case e4, mais cette avance crée un trou en e4.

m) Sans crainte 21...b6; 22. Cxg6! hq5; 23. Dd3 menaçant Fd5 avec une forte attaque.

n) Si 23...C46; 24. Cxg7, Td1+; 25. Dd1, Rg7; 26. Dd4+, Rg8; 27. Fd7, Cxg4; 28. Dd1! On aperçoit les difficultés des Noirs à trouver un plan actif, mais on voit peut-être moins bien au premier coup d'œil que le sort des Noirs est déjà réglé.

o) La conclusion des Blancs est fort jolie. Une fin en douceur.

p) Forcé.

q) Si 25...Dd4; 26. Cxg6, Dd6; 27. Dd4+ et c.

r) Si 29...d5; 30. Dd3+, Rg6; 31. Dxd5+, Rb5; 32. Dd3 mat.

s) Si 32...Fxf7; 33. Dd3!

t) Menace mat en g7. Si 34...Dd1; 35. Fg7+, Rb5; 36. Dd3 mat.

Remarque :

En fait, la décision de ne pas tirer As Roi de Pique (après la levée du Roi de Trèfle) tenait davantage à une sorte d'intuition féminine qu'à des déductions précises sur l'entame. La seule indication réelle fournie par l'entame était que Ouest était gardé à Trèfle et ne craignait pas l'affranchissement de cette couleur déclarée par le mort...

Illusion d'optique

Certains contrats semblent infaisables à cause d'une sorte d'illusion d'optique. Voici un exemple tiré du match Angleterre-Autriche du championnat d'Europe de 1985. Il est vrai que le déclarant anglais aurait fait dix levées s'il avait bien reconstitué la distribution et ne s'était pas cru condamné.

u) Ou 35...Ff8; 36. Dd5, Fd7; 37. Fd2, Dh4; 38. g3, Dh3; 39. Dd7!

v) Si 36...Dh5; 37. d7!

Solution de l'étude n° 1377

R.C. Matthews (1985)

(Blancs : Ra3, T16, Fd8, Cb8 et c7, Fd4, c2, c6, e2. Noirs : Rb6, Th5 et h3, Fg4 et g1, Fd7, a4, c4, c5, e7.) Mat en six coups.

1. C66+ échoue; 1...Rb5; 2. Cd4+, Fxd4 comme 1. Cd5+, Rb5; 2. Cxg3+, Txd3. De même, si 1. e3f, a6 et si 1. C66+, Rb5; 2. e3, Fh2! Ou bien 1. C66+, Rb5; 2. e3, Fxh6 ou 1. C66+, Rb5; 2. e3, Txd3.

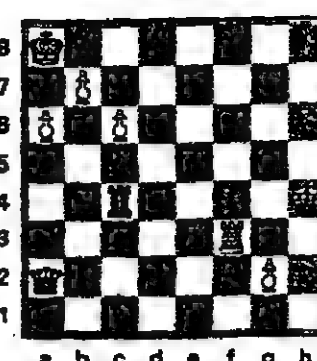
1. Td5, Td5; 2. C66+ Rb5; 3. e3, e3; 4. Cg7+, Rb6; 5. C66+, Rb5; 6. C64 mat.

On bien 1. Td5, Td5; 2. C66+, Rb5; 3. e3, Txd3; 4. Cg7+, Rb6; 5. C66+, Rb5; 6. C64 mat.

CLAUDE LEMOINE

ÉTUDE N° 1378

G.M. KASPARIAN (1985)



BLANCs (6) : Ra3, T16, Fd8, Cb8, c7, Fd4, c2, c6, e2.

NOIRS (4) : Rb6, Th5, h3, Fg4 et g1, Fd7, a4, c4, c5, e7.

Les Blancs jouent et font mat.

L'Anglais Shenkin aurait-il pu gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères

La surenchère de « 1 Cœur » est correcte car il est possible, non vulnérable, d'intervenir avec une couleur de quatre cartes quand celle-ci est assez belle et qu'il n'y a pas la distribution requise pour un contre d'appel (qui aurait garanti ici une force à Pique).

A l'autre table, les annonces se sont sagement arrêtées avant la manche :

	Ouest	Nord	Est	Sud
Lodge	10	10	10	10
1 SA	passé	passé	passé	passé
2 SA	passé	passé	passé	passé
3 SA	passé	passé	passé	passé

PHILIPPE BRUGNON

scrabble®

N° 342

APRÈS-SKIS

Pas de neige, trop de neige, avalanches, congères, blizzards : cette année encore, vous n'avez pas pu skier. Pour vous consoler, voici un récapitulatif des activités que vous auriez pu pratiquer en de meilleures circonstances.

Ski alpin : montée en TÊLÉSKI, descente du domaine skiable en CHUSS ou en STEM(M) (le CHRISTIANIA est beaucoup trop long pour vous), voire en MONOSKI.

Ski de fond : si vous pouviez simultanément sur les bâtons, vous faites du STAK-NING; alternativement, du STAWUG; renoncez au TÊLÉMARK, virage en position fendue, qui vous donnerait un look ringard; si vous avez la gâchette aussi facile

que le bâton, participez à une épreuve de BIATHLON. Pour vous reposer, attellez des HUSKYS (HUSKIES) ou des SAMOYÈDES à votre traîneau, ou une TROIKA de chevaux à votre BRISKA, calèche transformable.

Sports de glace : rebaptisez patin et patinage SKATE et SKATING avant de vous lancer dans un AXEL, saut avec rotations; amateurs d'émotions fortes, LUGEZ, en luge ou en BOB, traîneau articulé; relaxez-vous au CURLING, vêtu d'un PARKA, mais n'oubliez pas de troquer votre palet contre un PUCK.

En guise d'après-ski, chauffez un F ou un P pour jouer SKIF, bateau à rameur, ou SKIP, benne de mineur.

MICHEL CHARLEMAGNE

Fort-de-France

16 janvier 1990

Tournois.

95, rue Victor-Hugo

Mardi et vendredi à 20 h

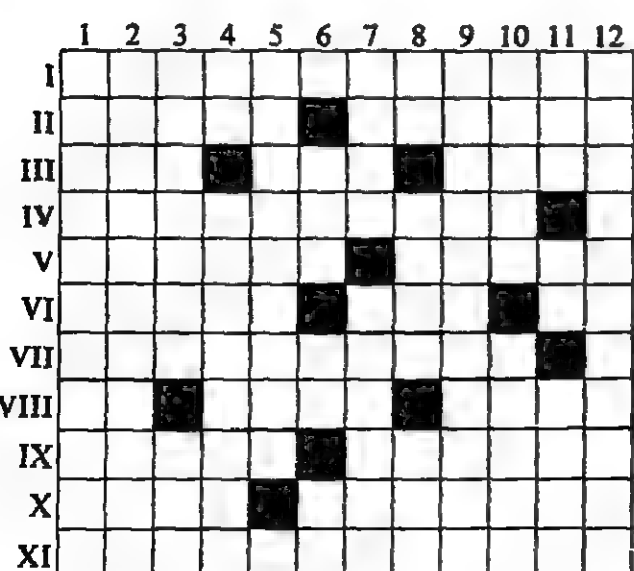
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O; les colonnes, par un numéro de 1 à 15.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

MICHEL CHARLEMAGNE

mots croisés

N° 605



sommes peut-être mélancoliques. - X. Lui malgré le désordre. Ainsi présentée, quelle chevelure! - XI. On les estime davantage.

Verticalement

1. On a besoin de lui aux quatre coins du monde. - 2. Arrivée. - 3. État civil parfois, état ecclésiastique toujours. En passant... et en un sens. - 4. Possessif inversé. Attache à l'excès. - 5. Faisais désordres. - 6. Est-il bon, est-il mauvais? En payant. Saint. - 7. Statuette et statufié. Chasseur. - 8. Voyelles. Parfois, lorsqu'on s'exclame. Pronom. - 9. Se font avec une paille. - 10. Va se jeter dans la Seine. Doit faire peau neuve. - 11. Demande du temps. Conjonction. Quelle purge! - 12. Adoptés ou conservés.

SOLUTION DU N° 604

1. Multipartisme. - 2. Inaugurer. Ent. - 3. Circulation. - 4. TUC. Epurée. M. - 5. Ode. Econdut. - 6. César. Autisme. - 7. Ode. Chers. Pair. - 8. Ironie. Ze. - 9. Mine. Vain. Jan. - 10. Elargissement.

Verticalement

1. Microcosme. - 2. Unités. - 3. Lardés. INA. - 4. TUC. Sacre. - 5. Igne. Rho. - 6. Pulp. Envi. - 7. Araucarias. - 8. Retroussis. - 9. Trient. Tne. - 10. Gdipe. - 11. Sen. USA. Je. - 12. Mu. Mimizan. - 13. Excitérent.

FRANÇOIS DORLET

anacroisés

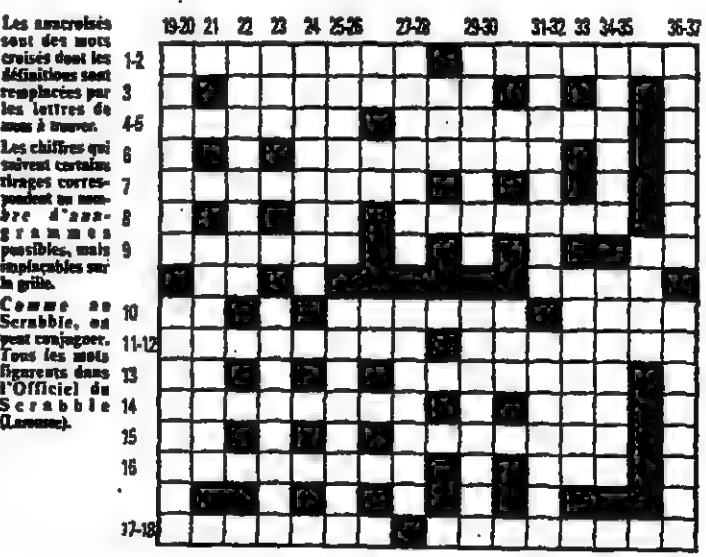
N° 607

Horizontalement

1. AEGMNOOR. - 2. BEIORRT. - 3. AEEILNSV (+4). - 4. CEEEMR (+1). - 5. BFORSUY. - 6. AEFINRU. - 7. ACILMOT. - 8. AENINTU (+1). - 9. ADEINR (+3). - 10. DEIMRU. - 11. EEEIMRTV. - 12. EEEILMN (+1). - 13. ABELSTU (+2). - 14. EIMOPSTU. - 15. EINRSTU (+4). - 16. AEGNORST (+3). - 17. EIPRRT (+1). - 18. AEMORTY.

Verticalement

19. ACEGNRR (+4). - 20. EELMORU (+2). - 21. AEISSTU (+1). - 22. AEEIMRRT (+3). - 23. AEEOPRV. - 24. ADEEMNOT. - 25. EEFILNO (+1). - 26. AEEGMRSS (+2). - 27. AEFILNT (+2). - 28. EENRRT (+7). - 29. EINOSS (+1). - 30. AABDEITT. - 31. BDEIORRU. - 32. EILLRTU (+2). - 33. EEILPSU (+2). - 34. EERTUY. - 35. AEEISSV. - 36. ACENRRT (+2). - 37. ACEEGLNU.



SOLUTION DU N° 606

1. MAGICTEN. - 2. NARCOSE (ACERONS ECORNAS NECROSA NOCERAS). - 3. AMARANTE. - 4. UNICAULE, qui n'a qu'une tige. - 5. VESTIGE. - 6. ARRACHE. - 7. OUREBL, antlope d'Afrique. - 8. USINAIS (NUISAIS SINUAIS). - 9. TRITON. - 10. TUFEE, lapaz sur une caisse enregistreuse. - 11. EFFANAL. - 12. LOREITE. - 13. ROMS. - 14. REFLETA (FRELATE). - 15. SULFONEE. - 16. ELIMAT (MELAIT). - 17. ONDOYES. - 18. ERRERAI (ARRIERE). - 19. ENNUIE. - 20. ENTASSE (SEANTES). - 21. MARGAUX. - 22. DEREGIER. - 23. AMOURS. - 24. GATERIE (ERIGETAT ETIRAGE). - 25. EMMURERA. - 26. FUSIBLE (FIBULES). - 27. CARACAL. - 28. HIATALES (HALETAIS). - 29. ETUVES (VETUES). - 30. INOCULAT. - 31. SPARKLET, capsule pour eau de toilette. - 32. ISOTOPIE. - 33. NOCTURNE (RECONNUIT). - 34. TRONOIS. - 35. AIRIEZ. - 36. TENONNE (ENTONNE). - 37. ROUGET (GOUTER). - 38. REFENDU (FENDEUR). - 39. CALEBOMBE, bougie. - 40. INERTIE. - 41. ISOTONE. - 42. ESSBOUPE. - 43. NANISSE.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

صكزا من الامل

COMMUNICATION

La fin d'une agence de presse L'ACP en liquidation judiciaire

Le tribunal de commerce de Paris a prononcé, jeudi 29 mars, la liquidation judiciaire de l'Agence centrale de presse (ACP, nos dernières éditions). Le juge commissaire a estimé que le groupe Tel-Press de M. René Tondron n'avait pas mis à profit le délai de six jours accordé le 23 mars par le tribunal pour faire une offre de reprise totale des activités de l'agence. Il a indiqué que la Socoma de M. Charles-Emile Loo, autre candidat à la reprise, n'avait pas non plus fait d'offre de rachat, et qu'il n'y avait pas lieu « de revenir sur cette renonciation ». Il n'a donc pas tenu compte de la nouvelle proposition de M. Loo (le Monde du 29 mars).

La liquidation judiciaire prononcée, un repreneur peut toujours se présenter et racheter l'ACP pour un franc symbolique. M. Tondron a indiqué qu'il était disposé à participer à une reprise « en moins partielle » de l'ACP afin de conserver « le pluralisme des sources d'information ».

« Une hypothèse alternative »

La direction générale de l'Agence France Presse (AFP) a indiqué dans un communiqué « regretter la décision de liquidation judiciaire de l'ACP » et noté que « son conseil d'administration avait confirmé cette approche mercredi 28 mars en donnant mandat à son président d'ouvrir des négociations de coopération commerciale avec le repreneur éventuel de l'ACP ». L'AFP accorde une priorité d'embauche aux journalistes de l'agence en liquidation, selon ses possibilités. L'intersyndicale (CFDT et FO) de l'ACP a pour sa part déclaré : « Parce qu'il était difficile d'assu-

surer le mythe du pluralisme en direct devant les Français, le gouvernement de Michel Rocard et les patrons de presse ont préféré laisser se dérouler un processus judiciaire feutré qui est arrivé aujourd'hui à son terme : l'ACP et la pluralité des sources ont vécu ».

Evoquant le plan de M. Tondron, l'intersyndicale s'est félicitée « qu'il se soit trouvé des juges pour refuser une opération de bradage de la deuxième agence d'information générale en France ». Le ministre délégué à la communication, Mme Catherine Tasca a fait part de ses « regrets très vifs » face à la liquidation de l'ACP et a précisé que « le gouvernement avait fait connaître son vœu que tout soit mis en œuvre pour parvenir à un plan de reprise de l'ACP économiquement viable et répondant notamment aux besoins exprimés par la presse ».

Citait les aides financières exceptionnelles dérogées par le gouvernement (notamment le maintien d'abonnements d'un montant de 4 millions de francs et un prêt participatif de 10 millions accordés au repreneur éventuel), Mme Tasca a rappelé que les deux candidats à la reprise de l'ACP avaient sollicité un accord commercial avec l'AFP, demande que les administrateurs représentant les pouvoirs publics et l'audiovisuel public au conseil de l'AFP avaient soutenue. Mme Tasca a précisé qu'ils avaient aussi présenté la filialisation de l'ACP à l'AFP comme « une hypothèse alternative » (le Monde du 29 mars). Le ministre a souhaité que « la solidarité professionnelle permette de résoudre les problèmes sociaux » ainsi créés.

Y.-M. L.

L'enfant et la victime de la presse régionale

L'Agence centrale parisienne de presse, plus communément dénommée ACP, est née en 1951 à l'initiative de deux quotidiens régionaux, le Provençal de Gaston Defferre et Nord Mérid, alors quotidien socialiste du nord de la France. C'est Georges Lussac, du Provençal, qui eut l'idée de regrouper les bureaux parisiens de ces deux titres ainsi que ceux de la Montagne et des Dépêches de Dijon qui s'appellent encore la Bourgogne républicaine, afin de « développer l'information en direction et en provenance des régions ». A l'époque, le « groupe Defferre » détenait 55,75 % du capital. L'ACP ne s'en sent pas moins indépendante.

Devenus peu à peu agence d'informations générales, surtout pendant la guerre d'Algérie avec l'ouverture de bureaux en Afrique du Nord, elle n'en oublie pas moins le service de ses abonnés. Elle se définit d'ailleurs comme « complémentaire » à l'Agence France-Presse (AFP).

En 1972, elle peut s'approvisionner en nouvelles internationales grâce à un accord conclu avec l'agence britannique Reuters. En échange, l'ACP s'interdit de prospecter le marché de la presse parisienne. L'accord, avec Reuters permet à l'ACP de réaliser une forte percée au sein de la presse quotidienne de province et de doubler ses abonnés.

En 1983, cependant, l'ACP doit faire face à des investissements en matière de transmission et de banque de données. A la faveur d'une augmentation de capital, RTL, RMC et dix sept quotidiens régionaux et départementaux font leur entrée au capital. Les titres fondateurs perdent leur majorité au bénéfice des deux radios.

Les difficultés commencent en 1984, quand plusieurs

grands régionaux (la Montagne, le Républicain lorrain, le Dauphiné libéré etc.) se désabonnent, ce qui crée un déficit de l'ordre de 3,85 millions de francs pour un chiffre d'affaires légèrement supérieur à 5 millions. La menace d'un dépôt de bilan pèse sur l'agence. Grâce à un plan d'économie drastique, l'ACP se maintient en vie, signe des accords avec des journaux économiques.

Mais le déficit s'accroît toujours et l'ACP se met en quête de nouveaux partenaires. Ruter décline l'offre tandis que Ian Maxwell, fils aîné du magnat de la presse britannique Robert Maxwell, fait une offre de rachat. Celle-ci aboutit fin 1986 : la filiale française du groupe Maxwell détient 66,8 % du capital. Sous l'égide de M. Michel Burton, directeur général, l'agence s'équipe de matériels de transmission ultramodernes et affiche sa volonté « multimédia » en rachetant diverses agences (APEI, Opéra Mundi). Le cercle du déficit se referme cependant et, en 1987, l'ACP affiche 15,7 millions de francs de pertes, 20 millions l'année suivante, 27,9 en 1989, alors que le chiffre d'affaires avoisine 25 millions de francs. Ian Maxwell jette le gant l'été dernier, M. Burton démissionne.

Le nouveau PDG, M. Alain Courau, sera contraint de gérer une crise que Robert Maxwell ouvrait complètement en refusant d'assumer plus longtemps le déficit d'une entreprise qui perd alors 2,5 millions de francs par mois. Le bilan est déposé le 23 novembre 1989. Il est accompagné de la mise en redressement judiciaire. L'ACP est exsangue. Ses 110 salariés dont 70 journalistes sont aujourd'hui au chômage.

YVES-MARIE LABÉ

Dans son premier rapport annuel Le Conseil supérieur fait des propositions visant à assurer la « sérénité » de l'audiovisuel

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a remis, le 28 mars, son premier bilan annuel au président de la République, au gouvernement et au Parlement. Le lendemain, le président du CSA, M. Jacques Boutet commentait devant la presse les quatre cent pages du rapport en insistant sur sa volonté de faire « évoluer dans la sérénité un paysage trop chaotique et trop agité ». Les « sages » ont, comme la loi le prévoit, fait une trentaine de propositions au gouvernement et au Parlement pour réformer le dispositif législatif et réglementaire.

● **Nominations à la présidence de l'RTF.** — La loi impose au CSA de désigner le président de Radio-France Internationale parmi les administrateurs désignés par le gouvernement. Cela donne à l'intervention du Conseil un « caractère purement formel », estime le rapport, qui demande une modification de la loi du 30 septembre 1986. S'il n'avait tenu qu'au président Boutet, la proposition du CSA aurait d'ailleurs été plus audacieuse, puisqu'il est personnellement favorable à ce que la charge de désigner les PDG des chaînes publiques incombe au gouvernement. Les responsabilités seraient ainsi, pense-t-il, clairement identifiées.

● **Télévisions locales.** — Favorable aux télévisions d'animation locale, le plus souvent temporaires et liées à des événements pon-

tuels, le CSA souhaite un allègement de la procédure d'autorisation — qui impose pour le moment un appel aux candidatures — et la possibilité de délivrer directement des autorisations à durée limitée.

● **Les radios.** — Convaincu que le relais local des comités techniques des radiophoniques (CTR) s'avère un atout précieux pour le travail du CSA, les « sages » souhaitent cependant un maillage plus fin du territoire et une révision du nombre et des ressorts géographiques des CTR. Celui de Toulouse lui paraît notamment beaucoup trop vaste.

Le CSA estime, d'autre part, lourde et inadéquate la procédure d'appel aux candidatures dans une série d'hypothèses telles que les radios scolaires, les radios associatives ou la reprise d'une station en difficulté. Le souci de préserver l'outil de travail et les emplois le conduit, dans ce dernier cas, à souhaiter la désignation rapide d'une nouvelle personne morale comme titulaire de l'autorisation.

Attentif aux propositions formulées par le sénateur Delfau pour sauvegarder les radios associatives et favorable à la création d'une aide sélective à ces stations, le Conseil se prononce également en faveur du versement au fonds de soutien à l'expression radiophonique du produit des sanctions pécuniaires infligées aux radios pour non-respect de leurs obligations.

comme c'est le cas en matière de télévision.

Enfin, le Conseil manifeste l'intention d'introduire davantage de simplicité et de réalisme dans un dispositif anticongestion, pénalisant pour les groupes de communication français. Il demande d'ailleurs la révision dans un sens plus libéral des règles de seuil limitant, notamment, l'exploitation d'un second réseau par un groupe possédant déjà une radio d'envergure nationale.

● **Satellite et câble.** — Sur l'avenir du satellite TDF 1, qualifié par le CSA d'« ardente obligation », le rapport se montre surtout soucieux de justifier le choix du bouquet de programmes autorisés à un moment où de nombreuses voix s'élèvent pour le contester.

Sur les réseaux câblés, les « sages » se montrent plus disert et avancent de nombreuses propositions de réformes. Le CSA, qui, à sa création, a perdu toute autorité sur les services de télécommunications, souhaite retrouver quelques compétences dont le droit d'autoriser ou d'interdire des chaînes de télévision quand leurs programmes sont diffusés par des satellites de télécommunications à destination des réseaux ou des antennes individuelles.

Le CSA plaide aussi pour les canaux locaux et demande aux pouvoirs publics d'assouplir, à leur intention, les règles de diffusion des films. Il suggère d'autres modifications de ces règles pour tenir compte du droit européen sur la libre circulation des chaînes étrangères et pour faciliter l'essor des programmes payables à la demande (pay per view). Enfin, et surtout, le Conseil demande que la loi prévienne les risques engendrés par l'intégration verticale entre exploitants de réseaux et éditeurs de chaînes. Il souhaite que les câblo-distributeurs souscrivent à un « code de déontologie » garantissant l'ouverture de leurs réseaux à des programmes indépendants.

● **Le pluralisme politique.** — Le CSA juge aujourd'hui nécessaire le remplacement de la règle des trois tiers. Cette dernière, qui date de l'ORTF, imposait une égalité de temps de parole entre trois catégories d'interventions politiques :

celles du gouvernement, celles de la majorité parlementaire, celle de l'opposition parlementaire. Or « le brouillage de la bipolarisation », l'apparition de formations politiques (comme les Verts) non clairement rattachables à la majorité ou à l'opposition, rendent artificielles, voire impossibles, toute classification selon la règle des trois tiers désormais incapable de rendre compte de la complexité de la vie politique.

● **Publicité.** — Si le service public a dans l'ensemble respecté ses obligations en matière de paratexte, tel n'est pas le cas des chaînes privées, note le CSA, qui fait état notamment de la diffusion de rubriques paratextuelles dans le cadre des journaux d'information sur la Cinq et M 6.

Le Conseil envisage une réforme des modalités de contrôle des messages publicitaires. Un « régime optionnel » permettrait aux agences et annonceurs de choisir pour chaque message entre la procédure actuelle (contrôle a priori) et un contrôle a posteriori, c'est-à-dire au moment de la diffusion du message à l'antenne. Enfin, le rapport rappelle les préoccupations du CSA sur les risques d'un marché publicitaire de plus en plus conditionné par le poids croissant des centrales d'achat d'espaces. Des mesures, « sans doute de nature législative », devraient être prises, écrit-il, « afin d'éviter une subordination de la programmation audiovisuelle à la communication publi-

citaire ».

● **Budget du CSA.** — La mise en place des CTR, la création de nouveaux services et l'extension de l'activité des services existants conduisent les membres à souhaiter un renforcement important des moyens humains, et la création d'emplois : une vingtaine en 1990, une autre vingtaine l'an prochain. Enfin, le budget de 1990 ne permettra pas, selon lui, le financement de toutes ses missions. Des crédits supplémentaires devront être mis en place dès la loi de finances rectificative, l'insuffisance étant évaluée à 13 millions de francs. Pour 1991, le CSA évalue l'augmentation nécessaire des crédits à plus de 40 millions de francs.

ANNICK COJEAN

Une tentative de décrispation

par Jean-François Lacan

NOTRE rôle n'est pas de régenter ni de sanctionner mais de mettre en œuvre une régulation sereine et efficace : en concluant ainsi le préambule de son premier bilan, M. Jacques Boutet, président du CSA, a résumé l'esprit de son volumineux rapport et de ses trente-neuf propositions. Le réalisme économique, le pragmatisme des solutions, la recherche de la négociation l'emportant le plus souvent sur la défense crispée des grands principes. Le Conseil souhaite, à l'évidence, aller aujourd'hui plus loin dans cette voie, remettre à plat les contentieux brûlants qui perturbent l'audiovisuel national et pacifier le paysage.

M. Boutet et la majorité des membres du CSA sont convaincus que le grand mal de l'audiovisuel français est d'origine économique : le marché publicitaire est encore insuffisant pour assurer la rentabilité des nombreuses chaînes ainsi qu'un financement correct de l'offre de programmes. Dans ces conditions, les opérateurs sont incapables de respecter la multitude d'obligations qu'ils ont souscrites sous la pression de la compétition ou des pouvoirs publics.


Plutôt que de songer à nettoyer le paysage en asphyxiant tel ou tel diffuseur, le CSA estime urgent de remettre à plat règles et cahiers des charges, de remplacer les obligations les plus irréalistes par des engagements plus conformes à la nature et aux possibilités de chaque chaîne.

La tâche n'est pas facile. M. Boutet sait que de nombreux membres du gouvernement sont hostiles à tout assouplissement et considèrent que le CSA devrait se contenter de faire respecter la lettre de la loi avec plus de sévérité. De plus, le Conseil d'Etat, vers lequel converge la quasi-totalité des contentieux (une dizaine pour les télévisions et environ deux cents pour les radios) se montre le plus souvent d'un légalisme sourcilieux. Le CSA espère pourtant sortir de cette tenaille politico-juridique. Il fait de l'accueil réservé par les pouvoirs publics et le Parlement à ses propositions de réforme un premier test de sa marge de manœuvre.

Mais le Conseil se tourne aussi vers les chaînes en leur proposant de s'asseoir à la table de négociation pour réviser immédiatement certains aspects de leurs cahiers des charges. Le bilan de chaque diffuseur pour l'année 1989, qui doit débiter dans les semaines qui viennent, servira, là encore, de premier test. Le CSA, qui, l'an dernier, avait retenu son épée de Démocrite et modéré ses sanctions en échange d'engagements précis de TF 1, la 5 ou M 6, va

juger sur pièces de la bonne volonté de ses interlocuteurs.

M. Boutet souhaite aussi que les chaînes se dispensent du tir de barrage qui accompagne trop souvent cet examen de passage : déclarations fracassantes à la presse, menaces de contentieux, surenchère politique. Si cet appel à la discipline et à la sérénité est entendu, M. Boutet pourra se prévaloir d'un consensus retrouvé pour forcer les pouvoirs publics à plus de souplesse et de réalisme.



Ballet de l'Opéra de Paris

PROGRAMME

ROLAND PETIT

CARMEN
Bizet - Petit - Clave

DEBUSSY POUR SEPT DANSEURS
Debussy - Petit

LE JEUNE HOMME ET LA MORT
Bach - Cocteau - Petit - Wakhevitch

Les Etoiles, les Premiers Danseurs
et le Ballet de l'Opéra de Paris

Orchestre de l'Opéra de Paris
Direction : André Presser

5, 6, 7 (m et s), 8 (m), 10, 11, 12, 13, 14 avril

Location (14 jours à l'avance) 47.42.53.71
et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier

Tarifs : soirée de 25 à 250 F ; matinée de 15 à 170 F

UNE DRAMATIQUE INEDITE du 28.3 au 7.4

LOCATION 45.44.72.30

Théâtre international de langue française

PARLOIR MAGHREBIN

Tarar BERN, JELLOUN
Regie : Molek KATIB

Fatima GALLAIRE
Regie : Maurice ATTIAS

Abdellatif YACOB
Regie : Medhi CHAREF

Ilus DRINK
Regie : Farid YAYA

Taleb SBOUAL
Regie : Alain RAIS

nt une journée Kafé YACINE
avec ARMAND GATTI

THÉÂTRE

L'Espagne de Victor Hugo

Jacques Rosner présente à Paris sa mise en scène toulousaine de « Ruy Blas ».

« Fraîches promenades d'orangers le long d'une rivière, larges places ouvertes au grand soleil pour les fêtes, rues étroites, tortueuses, où se tiennent les unes aux autres mille maisons de toute forme, palais, hospices, couvents, casernes, marchés pleins de peuple et de bruit, cimetières où les vivants se laissent comme les morts », Victor Hugo rêve à ces belles vieilles villes d'Espagne, et il voudrait qu'il en soit de la littérature comme de ces villes.

Ruy Blas après Hernani, plusieurs poèmes des Orientales et tant d'autres pages : obsession de l'Espagne. Séjour de Victor Hugo, lorsqu'il n'avait que neuf ans, en Espagne. Le long voyage, les voitures, les chevaux, les villages, mais, avant tout, cette résistance du peuple d'Espagne à l'envahisseur : « une nation gouvernée malgré elle par un roi malgré lui », comme l'écrit Adèle Hugo. A l'âge de neuf ans, oui, Victor Hugo a senti et a vu, parfois a entendu raconter tout de suite cela : la guerre, les villages désertés à l'approche de nos troupes, les fusillades des partisans.

Il nous dit que Ruy Blas, la pièce, c'est l'Espagne, non pas celle de 1811, qu'il a vue, mais celle de la fin du XVIII^e siècle, que Don Saluste et Don César sont la noblesse malhonnête et la noblesse désespérée, et que Ruy Blas, est le peuple. Mais il sait bien qu'en vérité Ruy Blas c'est deux choses : l'Espagne et le théâtre.

Et la poésie. Ce poète Hugo, a dit René Char, « qui est aisé, mystérieux à souhait, fauve admirable dans ses bonds : son toucher est ineffable ».

Jacques Rosner présente à Paris la mise en scène de Ruy Blas qu'il a créée à Toulouse. Magnifique spectacle. D'une netteté et d'un relief de cristal, parce que l'action, la parole, ne flechissent pas sous une décoration. Rien que les acteurs, dans des rideaux noirs, en superbes costumes (Hugo tenait aux beaux costumes pour cette pièce), dans les lumières.

Portée décisive des objets, des accessoires. Jean Vilar, quand il



« Des rues étroites, tortueuses... »

avait monté Ruy Blas, serinait ses acteurs sur ce rôle primordial des accessoires. « Les objets font démarrer presque toutes les scènes, disent-ils, coulissez vos accessoires », disait-il. Il exagérait un peu. C'est vrai, la pièce commence par Don Saluste qui dit : « Ruy Blas, fermez la porte, ouvrez une fenêtre », et la scène 4 de l'acte II commence par Don Guritan, caressant son épée, disant : « J'en apporterai deux de pareille longueur », mais c'est tout.

Le geste d'un bourgeois

N'empêche : Vilar avait raison, il relevait la dynamique de la pièce, plus que sa lettre, et Jacques Rosner, éclairant les gestes et les choses presque aussi nettement qu'une pantomime, mais sans plus, sait nous faire sentir juste ce que Hugo a songé. C'est comme lorsque Hugo écrit que le voyageur, lorsqu'il changeait d'un véhicule lourd pour une voiture plus légère à Chamonix, allait « sentir le Mont-Blanc », qu'il n'avait jusqu'à là aperçu. Et puis il y a cette charge spirituelle, et sociale aussi, d'une certaine saisie de

geste, lorsque, dans la trajectoire et le dessin du geste, le temporel et l'immatériel hésitent l'un sur l'autre, l'un dans l'autre.

La terreur en abîme

Par exemple, chez Victor Hugo, il y a une chose très frappante : son combat opiniâtre, incessant, durant des décennies, contre la peine de mort, a certes été déterminé par des exécutions de résistants en Espagne, par le fait que son père, général, était là-bas responsable de ces faits de guerre, puis, plus immédiatement, par l'exécution de Jean Martin, un jour de l'été 1825, à laquelle Hugo « assista » en détournant la tête ; mais ce qui paraît avoir traumatisé et provoqué Hugo avant tout, ce n'est pas l'acte même d'une exécution, c'est le geste d'un bourgeois, en plein soleil, sur la place de l'Hôtel de Ville, « répétant » l'exécution du soir : il avait le geste de déboucher le couperet, glissait mal, il avait le geste, avec une burette, de graisser les rainures. Le

lendemain matin, témoigne Adèle. Hugo commençait d'écrire le *Dernier Jour d'un condamné*. Le théâtre du bourgeois était plus fort que la vie.

Dans le rôle de Don Saluste, Jacques Rosner est inoubliable. Un sang-froid noir d'encre, calme, presque doux. La terreur en abîme. Rosner dispose du mystère numéro un de l'art de l'acteur : la radiation de la présence.

L'ennui (c'est le seul) est que les autres acteurs, qui d'ailleurs jouent bien, juste, sont tous d'une présence plus faible, sauf peut-être Jean-Claude Dreyfus, qui joue Don César. Mais Dreyfus ne joue pas un noble devenu marginal par défi, par désenchantement, comme l'a voulu Hugo ; il joue carrément un truand né truand.

C'est d'ailleurs chaque fois la même chose : Dreyfus, remarquable acteur, est à Toulouse le pêcheur de Rosner, qui le fait jouer régulièrement à contre-rôle, comme si chaque mise en scène nécessitait dans un coin une erreur d'optique, une anamorphose, et il faut reconnaître que le talent même de Dreyfus, dans cette perspective, est fascinant (« Un peu moins de profondeur et un peu plus de surface, je vous prie ! », demandait Vilar aux acteurs de Ruy Blas).

Et puis... quel plaisir, toujours, que d'entendre ce monstre de Victor Hugo ! « Obéissez, c'est le grand succès des insensés, ou inversement », disait encore René Char, évoquant sa « silhouette géante ». Et dire qu'à sa naissance « il n'était pas plus long qu'un couteau », nous dit sa mère. Elle pensait que, si malingre, il n'allait vivre que quelques heures. « On le mit dans un lanouil, dit-elle, où il tenait si peu de place qu'on eût pu en mettre une demi-douzaine comme lui ».

MICHEL COURNOT

Théâtre de l'Est parisien, à 20 h 30 les mardis, mercredis, vendredis et samedis. À 19 heures le jeudi. Matinée à 15 heures le dimanche. Tél. : 43-64-80-80.

MUSIQUES

Le piège du « Potomak »

D'un fiasco de 1921, l'Opéra-Comique fait un demi-succès, grâce à Pouleuc et à Radigue

C'est une ambition louable que de faire rir les honnêtes gens et l'on comprend que le nouvel Opéra-Comique s'y applique avec constance. Après les *Mariés de la tour Eiffel* en décembre, il a exhumé un spectacle Cocteau-Radigue-Max Jacob-Satie-Milhaud-Auric-Pouleuc, fomenté par Pierre Bertin, car les années folles passaient pour bien s'amuser après la Grande Guerre.

Il y fallait un certain héroïsme ou quelque inconscience, car Georges Auric lui-même avait rendu compte de cette soirée, donnée en mai 1921 au Théâtre Michel, en concluant sans ambages au fiasco. On n'en avait plus entendu parler depuis.

Le metteur en scène Olivier Benzezech a relevé le défi et l'a à demi gagné, grâce à un groupe de comédiens, chanteurs et danseurs bien entraînés, et au Sinfonietta d'Amiens, auquel Patrick Fournillier communique son vigoureux optimisme.

Cavillerie raffinée

Pourtant le début tombe à plat, car le *Piège de Méduse* d'Erik Satie, totalement absurde, avec une musique d'une rare platitude, aurait réclamé l'interprétation géniale et légendaire d'un Bertin ou d'un Sanguet.

Caramel mou, sur quelques phrases de Cocteau, hurlées par une ouvrière dans un porte-voix, laisse de glace : le « shimmy » de Darius Milhaud, démarqué du jazz bands, n'est qu'une bien piètre imitation du style New-Orléans.

On n'a pas retrouvé la musique d'Auric pour les *Pélicans* (sic), une comédie longue et peu spirituelle de Raymond Radigue ; mais les deux pages de *Malbrough* s'en

va-t-en guerre et *Adieu New York*, qui la remplaçant, sont de la meilleure cuve, poétiques et nostalgiques à la manière de l'histoire du soldat.

Radigue et Cocteau se rachètent heureusement avec le *Gendarme incompris*, où le pandore, qui a pris une marquisse pour un curé s'ébattant sur une pelouse du bois de Boulogne, fait une déposition hilarante sur un texte entièrement de Malarmé. Et l'extraordinaire marquisse de Jacques Loreau est digne de l'inoubliable Bertin, sur une musique de Pouleuc qui, une nouvelle fois, domine le lot des compositeurs.

C'est lui qui conclut avec le merveilleux *Bel masqué* (1), « carnaval nuptial » d'une élégance autant que d'une canaillerie raffinée. Dommage seulement qu'on ne comprenne presque rien des poèmes étourdissants de Max Jacob, malgré le talent de Michel Vershaeve ; mais les personnages du bal tourbillonnant autour de la voix en une action dramatique très vive, schématisée, très « actuelle » (malgré les jolis costumes 1920), qui s'accorde fort bien par contraste avec la musique endiablée de Pouleuc.

Cela s'appelle le *Potomak*, en hommage à un recueil de Cocteau, et c'est fort bien joué avec aussi Jean-Claude Mathou (le gendarme La Pénalissime II), Mathias Jung, Michaël Denard, Lydia Frivot, Martine Chauvin et Léon Napias.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Qui n'appartenait pas au spectacle de 1921, car il date de 1932.

Opéra-Comique, les 30 et 31 mars (19 h 30) et 1^{er} avril (17 heures).

ARTS

Interrogations

Trois artistes contemporains au Musée Saint-Pierre à Lyon

Comment peindre aujourd'hui sur le flux des images du monde et celui, plus redoutable encore pour la création, des images de la mémoire qui colonisent le regard ? Peut-on participer impunément au grand banquet de la culture, ou faut-il quitter la table et refuser violemment le paternalisme dominant du passé ? Les trois artistes réunis par Thierry Raspail dans les trois étages du musée Saint Pierre répondent chacun différemment à la question.

L'Américain Par Steir s'immerge dans le fluide, le mouvant de la grande peinture atmosphérique. A elle, d'Hokusai à Turner, Courbet, Monet, la référence généralement acceptée aux maîtres de la cascade, des temples marines et célestes, de la vague créée d'écume et des eaux lentes délicatement purifiées par les fleurs nocturnes. Cela, dans un médium large, pour affirmer que la peinture, dans son épaisseur immobile, peut contenir magiquement aussi bien les forces telluriques que les perles d'eau. Comme par antithèse à cette vaste célébration des vapeurs et des nées, Pat Stair dessine sur les parois d'une salle voisine des silhouettes effarées, ou des éléments d'anatomie, semblables à ces modèles de la renaissance qui proposent le canon humain comme mesure universelle et principe d'harmonie. Le mâtiform d'un côté, l'homme debout de l'autre, la furie et la règle, Pat Stair

maîtrise la totalité de l'héritage qu'elle prolonge dans une superbe liberté d'invention.

L'œuvre de Suisse Rémy Zaugg est moins limpide. La reproduction du réel lui semblant impossible, il consigne ses réflexions concernées les tableaux du répertoire sur des feuilles de papier. Il les maroufle ensuite sur des feuilles de papier, qu'il recouvre totalement ou en partie d'une couche de peinture monochrome. Le texte, occulté ou voilé, n'apparaît qu'au lecteur très attentif. Mais une séduction étrange se dégage de cette pensée étouffée, de ces mots éclipse, de ces sillages de pincesaux chargés d'un ocre moultueux et doux. Cette manière de peindre en ménageant des litières typographiques, ne reconstruit-elle pas une sorte de paysage inouï ? Comme si Rémy Zaugg ne pouvait se résoudre que difficilement à l'abstraction sans trouble de la monochromie.

Quant au Français Jean-François Gavoty, il pratique la distance et l'humour en métamorphosant en objets de matière plastique tel ou tel élément emprunté au vocabulaire de la peinture, de la sculpture mythologiques et mythiques, et de la publicité actuelle. Un jeu ambigu entre révérence et dérision.

JEAN-JACQUES LERRANT

Musée Saint Pierre, Art Contemporain : jusqu'au 2 avril.

EN BREF

Le palmarès du Festival de Laon. — Juliana, des cinéastes péruviens Fernando Espinoza et Alejandro Legaspi ont obtenu jeudi 29 mars le grand prix du huitième Festival du jeune public de Laon. Le jury des enfants a quant à lui retenu le *Dernier hiver*, du réalisateur canadien Aaron Kim-Johnston qui avait triomphé auprès des deux-trois ans. Une autre œuvre canadienne, *Les Danes du soleil*, de Bruce Pittman a reçu le prix de la ville.

L'URSS à l'affiche des « Ecrans de la liberté ». — Les Ecrans de la liberté présentent, du 18 au 22 avril, à la Cinéma-thèque française, onze films soviétiques victimes de la censure. Les organisateurs ont choisi la période 1917-1968, avec *Un cas simple*, de Vsevolod Poudovkine (1932), *Le Naut serré*, de Mikhaïl Chevtser (1956) ou *l'Ilusionniste*, de Piotr

Todorovski. Ce cycle sera auparavant présenté du 28 mars au 3 avril au Café des images d'Hérouville-Saint-Clair, qui accueillera aussi un colloque sur le cinéma et la censure en URSS le 29 mars, à 20 h 30.

Café des images : 31-95-41-47. Cinéma-thèque française : 47-04-24-24.

Anges et vingt ans. — Le Groupe rock français Anges fête ses vingt ans, un miracle dans un pays où la durée de vie moyenne est de quatre ans. Fondé par Christian Décamps, il a publié quinze albums, et obtenu six disques d'or. Sept d'entre eux viennent d'être réédités en compact et sont distribués par *Métodie*. En compagnie de sept danseurs, il présente son dernier album *Sève qui pour* ou la vie d'un chêne bicentenaire, les 30 et 31 mars à 20 h 30 à l'Elysée Montmartre.

Textes en liberté

Deux « mises en espace », ni lectures ni mises en scène permettent de réécouter Alleg et de découvrir Llamas

Certains textes sont justes, simples, d'une telle humanité que rien ni personne ne peut les empêcher de résonner toujours. Ainsi la *Question*, écrit à la fin de 1937 par Henri Alleg, militant communiste algérien, qui a traversé de rudes épreuves et surtout la plus humiliante et la plus cruelle : la torture.

Rédigé dans une cellule de la prison civile d'Alger où son auteur, ancien directeur du quotidien *Alger Républicain*, était détenu pour son action parmi les militants anti-colonialistes, ce livre, paru aux Editions de Minuit en février 1958, fit bientôt sensation, et scandale, en France comme à l'étranger. Son étrange retenue, la puissance d'évocation de ces semaines de détention — accumulation de détails horribles rassemblés sans effets de style, — la portée aussitôt universelle de cette dénonciation de la domination de l'homme par d'autres hommes, en firent, au-delà d'un témoignage essentiel, un texte de première grandeur politique et, au-delà encore, un chant de liberté.

C'est ce chant qu'un jeune metteur en scène, Abdel-Baki Boumaza, nous propose d'écouter pendant une heure au studio 5 du Centre Georges-Pompidou. Presque sans accessoires, dans des lumières très simples, Aziz Kabouche, Stefan Elbaum et Eric Savin, le mettent en voix. Cela serait très bien si, d'ici au 9 avril, la plupart des visiteurs du Centre

et surtout ces groupes d'adolescents qui se pressent aux portes de l'exposition Filonov sous l'œil de leurs enseignants, faisaient ce court détour du côté de la mémoire et de l'intelligence du cœur.

Même économie de moyens et même cœur à l'ouvrage du côté de Théâtre Ouvert où s'achèvent ces jours-ci trois semaines de découverte d'auteurs nouveaux : Jean-Luc Lagarce, Eugène Ionesco et Armando Llamas (*Le Monde* du 18 mars). Llamas est né en Espagne en 1950, a suivi ses études en Argentine et s'est installé à Paris en 1973. Il est l'auteur de six pièces de théâtre et de plusieurs autres textes dont quelques-uns ont été joués ou lus pour un public souvent confidentiel. Il a signé l'adaptation du *Public*, de Lorca, pour Jorge Lavelli et collaboré pendant huit ans avec le metteur en scène Claude Régy.

Résistance au mensonge

L'une de ses pièces les plus récentes, *Lisbeth est complètement piteuse*, publiée dans la collection Tapuscrits de Théâtre Ouvert, est aujourd'hui mise en espace par le jeune acteur Michel Didym. C'est-à-dire que lui-même et les comédiens n'ont travaillé que douze jours avant de livrer leur travail au public et donc que ce spectacle ne ressortit déjà plus de la lecture mais pas encore de la mise en scène.

Et pourtant, on s'est épaté par ce travail à très haut risque dirigé sans faillir et avec succès. Risque d'un texte aux audaces insensées, écrit comme personne n'ose plus écrire, sorte de conte philosophique terriblement obscène, drame joyeux et ordurier, délire poétique hyperréaliste. Soigné, Lisbeth (Catherine Kocher) est une jeune femme instinctive, camée jusqu'aux yeux, qui ressent les palpitations du monde au travers d'un épiderme d'écorchée. Son amie Winifred (Anne Lévy), plutôt intellectuelle, s'essaie à expliquer, à maîtriser les ardeurs dévastatrices

FESTIVALS

PREMIER SALON INTERNATIONAL DES FESTIVALS

DU 30 MARS AU 4 AVRIL 1990

Pendant 6 jours en avant-saison, 400 festivals de toute l'Europe se présentent à la Grande Halle de la Villette. Un événement culturel grand public attire rencontre professionnelle internationale DE NOMBREUX SPECTACLES ET ANIMATIONS tous les jours de 13 h à 19 h. Nocturnes les vendredis et samedis 31 mars jusqu'à 23 h. Métro Pont de St-Pierre. Entrée 50 F.

BILLET

Le Japon, quel Japon ?

La semaine prochaine devait être organisée à Rueil-Malmaison un colloque sur « La négociation efficace avec le Japon ». Six mille invitations avaient été lancées à des entreprises et à des institutions ; trois seulement ont répondu positivement et le colloque a été annulé. La semaine dernière, l'ambassadeur du Japon recevait la presse parisienne pour expliquer la position, mal connue et mal comprise, de son pays. Quatre journalistes seulement avaient répondu...

Connaissant mal le Japon, les Français tentent de l'excuser, se raccrochant à l'image désuète et idyllique de cerisiers en fleurs et de geishas, ou à celle d'une puissance avec laquelle on ne peut lutter à armes égales et qu'il faut contraindre par tous les moyens, surtout par le protectionnisme. En fait, l'empire du Soleil levant ne serait qu'un pays comme un autre : plus puissant certes, mais avec ses faiblesses - si l'on se donne la peine d'essayer de le mieux comprendre, d'une manière rationnelle et non plus manichéenne et théologique. Sur ce plan, les Français ne sont pas seuls à accumuler les erreurs : il n'est qu'à se tourner vers les États-Unis, qui rendent les Japonais responsables de tous les maux, y compris ceux dont la société américaine est malade. Il ne faut pas trop noircir ce tableau. Certaines entreprises françaises réussissent à Tokyo. D'autres viennent d'annoncer qu'elles ont décroché un contrat de construction au Japon, en collaboration avec des sociétés locales. Une première pour une firme européenne dans ce secteur. Mais la première pas pour mieux se connaître, et donc pour traiter dans les meilleures conditions, est de s'intéresser au partenaire, tel qu'il est et non pas tel qu'on voudrait qu'il soit.

Les Japonais sont passés maîtres dans l'art de disséquer les forces et les faiblesses de leurs cibles, et nous le font payer cher : pourquoi ne pas faire de même ? On s'apercevrait par exemple, comme le révèle le journal « Nihon Keizai », que 80 % des Japonais sont favorables - contre leur gouvernement et le patronat - à la réforme structurelle de l'économie demandée par Washington, parce qu'elle améliorerait leur niveau de vie.

P. de B.

Airbus Industrie répond aux attaques de la presse indienne et des pilotes français

Airbus sort du silence où il se cantonnait après l'accident de l'A320 d'Indian Airlines qui a fait, le 14 février, quatre morts et dix blessés à Bangalore (Inde), en atterrissant avant la piste.

Le consortium européen a encaissé sans trop broncher les attaques de la presse indienne et les syndicats de pilotes français qui reprochaient à l'A320 d'être un avion trop sophistiqué. S'il est attaqué aujourd'hui, c'est qu'il estime que les limites de la bonne foi ont été franchies et que le contenu des « boîtes noires » de l'avion accidenté prouve que celui-ci n'est responsable en rien de la catastrophe.

Au début de la semaine, l'administrateur-gérant d'Airbus, M. Jean Pierson, avait menacé de traîner en justice tous ceux qui auraient diffamé l'A320. Le 29 mars, son directeur technique, M. Bernard Ziegler, a piqué devant la presse une grosse colère contre le sotisme qu'il avait vu publier à propos de cet avion.

« Sur n'importe quel avion, il existe des calculateurs qui empêchent le pilote de faire supporter à l'appareil des contraintes qui pourraient aboutir à le briser, a-t-il déclaré. Sur tous les avions à réaction, ces calculateurs compensent la tendance à plier et le roulis hollandais qui communique un dangereux mouvement de lacet. Sur tous les avions, des séries de commandes par des calculateurs allègent l'effort du pilote sur les commandes. Ça me fait marrer quand j'entends des pilotes déclarer qu'il y a trop d'informaticien à bord de l'A320 ! Nous avons, au contraire, simplifié le baccin de ces anciens calculateurs et nous en avons profité pour mettre des garde-fous parce que les statistiques internationales prouvent que, dans 61,4 % des cas, les accidents sont dus à des fautes humaines. Mais, pas plus que ceux que l'on trouve sur les bas-côtés des routes, ces garde-fous ne sont faits pour qu'on s'appuie dessus ! »

Il existait des lois physiques qu'on ne peut transgresser, a ajouté M. Ziegler. A la vitesse minimum en-dessous de laquelle se produit le décrochage, les moteurs tournant au ralenti et selon un angle de descente de 40 degrés, un avion a besoin de 240 pieds (80 mètres) pour stopper sa perte d'altitude. A Bangalore, où l'A320 d'Indian Airlines allait se poser, la remise de gaz est intervenue à 135 pieds (45 mètres) et elle a été le fait de l'ordinateur qui a jugé, avant le pilote, que la situation était anormale...

Cette « énorme bourde » de l'équipage prouve que les automatismes les plus sophistiqués ne peuvent dispenser les pilotes de

connaître le BA-ba de leur métier, comme la surveillance de la vitesse de l'avion en approche. C'est, d'ailleurs, le message qu'Airbus Industrie a fait passer, le 28 mars, à Toulouse, aux vingt-six compagnies qui ont acheté des A320 et qui avaient été réunies pour entendre les conclusions sur l'accident de Bangalore : « Formez mieux vos pilotes ».

Accusation de pots-de-vin

M. Ziegler, d'autre part, a annoncé que le consortium refusait tout contact avec le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) français tant qu'il n'adoptera pas une attitude plus objective à l'égard d'un avion qui ne suscite aucune hostilité systématique ailleurs qu'en France. M. Ziegler a dénié aux pilotes la qualité d'expert en matière aéronautique : « Ils ne sont pas plus qu'un chauffeur de taxi en matière de construction automobile ».

En Inde, les retombées de cette

polémique sont, désormais, politiques. Le gouvernement de New-Delhi a porté plainte, le 29 mars, contre quatre anciens responsables de l'aviation civile indiens qui auraient touché des pots-de-vin au moment de l'achat de 38 Airbus A320 par Indian Airlines (1,5 milliards de dollars). Un rapport d'enquête incrimine aussi, mais de façon anonyme, des représentants d'Airbus et du consortium IAE (Pratt et Whitney, Rolls Royce, MTU, Japan Aero Engines) qui fournissent les réacteurs de ces avions. Airbus s'est déclaré confiant dans la procédure débloquée « qui ne pourra qu'assainir l'atmosphère des relations entre Airbus et l'Inde ». Il rappelle que les Indiens avaient choisi, en 1984, l'A320 de préférence au Boeing 737 « pour des raisons de technologie supérieure et non en raison d'interventions occultes ».

ALAIN FAUJAS

Comment assurer la sécurité financière ?

La bataille autour du fichier des chèques volés

Le fichier national des chèques volés que la Banque de France a mis en chantier suscite déjà une vague de protestations. Principalement de la part des entreprises privées qui avaient commencé de prospérer sur ce terrain de la sécurité financière.

Le fichier national des chèques volés n'est pas encore né qu'il provoque une levée de boucliers, principalement de la part de sociétés privées qui s'étaient placées sur ce créneau apparemment rentable de la sécurité financière. Des PME comme Chèque assistance ou Quadratic vendent aujourd'hui aux supermarchés un service de consultation de fichier de chèques volés, d'autres entreprises plus régionales comme PCV (Strasbourg), Mercure (Toulouse) ou Chèque et mat (Nord) proposent un service identique mais aux petits commerçants, enfin une société plus importante comme Chèque service offre outre une consultation de fichiers un service

complet de garantie contre tous les types d'impayés.

La création d'un fichier national des chèques volés (FNCV) par la Banque de France balaie d'un seul coup toutes ces entreprises artisanales. Imaginé en 1988, précisément pour barrer la route à une tentative légénaire d'une entreprise privée, le FNCV devrait entrer en service à la fin de 1990. Il permettra aux petits commerçants comme aux grandes surfaces d'avoir accès à un fichier alimenté aussi bien par les banques que les services de police et de gendarmerie et devrait limiter un dommage estimé par la Banque de France à 1,5 milliard de francs.

Limiter seulement, car la fraude, pour un bon tiers, est quasi industrielle. Les chèques volés par des réseaux sont écoulés dans les heures qui suivent le vol et représentent un montant d'environ 600 millions de francs. Le reste des chèques, soit 900 millions de francs, ne constitue qu'une fraude d'occasion et arrive chez les commerçants après qu'une opposition ait été enregistrée. Le FNCV ne sera donc efficace que sur cette catégorie de chèques volés.

Un marché lucratif

Si les sociétés locales de consultation de fichiers sont à terme résolument condamnées par le FNCV, l'industrie de la garantie contre le chèque volé pourrait au contraire connaître un nouvel essor. Mais les banques qui souhaitent au départ créer et gérer un fichier professionnel n'ont pas accepté de coopérer avec le FNCV et de l'alimenter en données qu'à une seule condition : que la Banque de France réserve l'accès de son fichier aux seuls commerçants. Motif invoqué : « tout système d'assurance contre le chèque volé ou sans provision pérennise ce moyen de paiement et concurrence la carte de paiement », ont expliqué les banques à la Banque de France.

Une société comme Chèque service qui connaît un développement spectaculaire sur ce créneau est donc menacée elle aussi. Car la Banque de France ne délivrera aucun certificat de consultation à un commerçant qui souhaiterait s'en prévaloir auprès d'une société de garantie et laissera encore moins une société de service consulter le fichier à la place du commerçant. D'ici à ce que les banquiers découvrent un jour que le marché de la garantie représente un marché lucratif, ils pourraient bien alors changer d'avis... mais à leur profit.

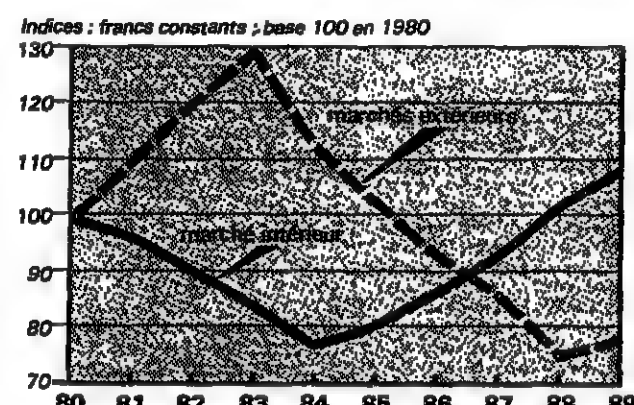
YVES MAMOU

Les professionnels s'inquiètent d'une « pause » dans le programme autoroutier

Et si les beaux jours étaient derrière nous ? C'est la question qu'a posée M. Philippe Levaux, le 29 mars. Le président de la Fédération nationale des travaux publics a en effet indiqué que 1989 avait été une très bonne année pour les entreprises du secteur, qui ont réalisé sur le marché intérieur un chiffre d'affaires de 133 milliards de francs, soit une progression de 6 % en francs constants. Mais l'année précédente, la hausse avait été de 10 %. Et pour 1990 M. Levaux table sur une augmentation de 2 à 4 %.

Sur les marchés extérieurs, après une baisse constante depuis cinq ans, l'activité s'est légèrement redressée l'an dernier : + 4 %. Mais, alors qu'il y a six ans l'exportation représentait plus du tiers du chiffre d'affaires de la profession, elle ne compte plus aujourd'hui que pour 20 %.

Nouveau dur des travaux publics : la construction de routes et autoroutes. Or, sur ce chapitre, les responsables professionnels expriment des inquiétudes, car les contrats de plan Etat-régions s'épuisent sur la période 1989 - 1993 sem-



L'évolution du chiffre d'affaires des travaux publics

blement prendre du retard. Si en Haute-Normandie ou en Midi-Pyrénées les programmes s'exécutent convenablement, en revanche en Bourgogne, Rhône-Alpes ou Lorraine les autorisations de programmes tardent à être débloquées.

M. Levaux a aussi dénoncé un « courant anti-routes » qui se développerait actuellement au ministère des finances. « L'Etat

F. GR.

INSOLITE

Collecte artisanale

Selon les statistiques du ministère du travail, il y aurait eu 350 000 journées de travail perdues en janvier pour cause de conflit « généralisé » (le Monde du 23 mars).

Un chiffre très important puisqu'il correspond au tiers, à peu près, du nombre de journées perdues pendant toute l'année 1989 et qu'il signifie que les 11 000 grévistes recensés ont, en moyenne, abandonné leur poste de travail pendant 31 jours au cours du mois... Impossible !

Vérification faite, l'indice officiel de « la conflictualité », comme on dit, est à la fois vrai et faux.

Vrai, parce qu'il est bien le résultat des données officiellement obtenues par les services du ministère à la fin janvier.

Faux, parce que le chiffre annoncé additionnerait les arrêts de travail de décembre et de janvier observés pendant le conflit de la BNP, responsable de la hausse enregistrée.

« Nous sommes victimes d'un système artisanal de collecte », plaident pour leur défense les responsables du ministère.

L'ouverture de la négociation salariale pour 1990

Le ton monte entre le gouvernement et les syndicats de fonctionnaires

Les syndicats de fonctionnaires ont très mal réagi, jeudi 29 mars, à la décision du gouvernement d'ouvrir dès le lundi 2 avril les négociations salariales pour 1990, deux jours après l'échec des discussions sur le rattrapage 1988-1989.

Pour la FEN et la CFDT, il s'agit là d'une « provocation ». Elles proposent de ne pas se rendre à cette réunion. La CFDT suggère une journée de grève fin avril. FO devant déjà organiser au même moment une semaine d'action. Les signataires (CFDT, FO, FEN, FGA, CFTC) de l'accord 1988-1989, qui n'ont obtenu qu'un rattrapage de 0,75 %, alors qu'ils réclamaient 1,7 %, devaient en discuter le 30 mars au matin.

Selon M. Jean-Paul Roux (FEN), le gouvernement fait « comme si le contentieux n'existait plus, comme s'il n'y avait pas de conflit grave ». Quant au secrétaire général de la CFDT, M. Jean Kasper, il a accusé les pouvoirs publics de « tromper les fonctionnaires ».

Les syndicalistes se réfèrent - dernier exemple en date - à la clause de fin de parcours qui, en janvier 1986, avait permis d'apurer l'accord salarial de 1985 grâce à l'attribution de deux points indiciaires avec effet rétroactif. Ceux-ci avaient permis à la quasi-totalité des fonctionnaires un maintien du pouvoir d'achat en niveau. Cette décision, il est vrai avait été prise dans un autre contexte économique et juste avant

les élections législatives... Au gouvernement, où l'on se défend de précipiter les choses, on souligne que le calendrier impose de traiter dès maintenant la politique salariale de 1990. Mercredi, lors des journées parlementaires du Parti socialiste, M. Michel Rocard a été particulièrement net en appelant les syndicats à « raisonner sur les réalités, sur les situations concrètes, plutôt que de se crispier sur des positions automatiques, rigides et excessives ».

Selon lui, un fonctionnaire qui « n'aurait bénéficié d'aucune promotion, d'aucune ancienneté, d'aucune revalorisation, et qui n'aurait perçu aucune prime de croissance (...) peut certes donner à des revendications une apparence de légitimité. Mais il a un gros défaut à nos yeux : c'est qu'il n'existe pas ». Une argumentation que le premier ministre a dû reprendre le 29 mars en recevant pour « un échange de vues » M. Marc Blondel, secrétaire général de FO.

La discussion salariale 1990 ne se présente donc pas sous les meilleurs auspices. La seule marge de manœuvre des pouvoirs publics est dans le calendrier des revalorisations générales. M. Rocard ayant déjà fixé à 2,5 % en niveau le seuil maximum de progression des salaires en 1990 dans le secteur public. Même si, officiellement, sa circulaire ne concerne pas la fonction publique...

JEAN-MICHEL NORMAND

Même si les déséquilibres subsistent

Les États-Unis négocient avec le Mexique la création d'une zone de libre-échange

NEW-YORK

de notre correspondant

« Durant sa campagne présidentielle, le président Bush avait fait savoir qu'il souhaitait que s'installe une zone de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique. Depuis, il y a eu des discussions préliminaires. Mais nous n'avons pas beaucoup avancé... » En tenant ces propos, M. Martin Fitzwater, le porte-parole de la Maison Blanche, a cherché à minimiser les informations circulant ces derniers jours à Washington et selon lesquelles l'administration américaine aurait commencé une série de négociations bilatérales destinées à déboucher sur la création d'un vaste marché unique englobant le Canada au nord des Grands Lacs et le Mexique au sud du Rio Grande, traditionnelle frontière - bien peu étanche - avec ce pays, qui a dû céder en 1848 aux États-Unis une partie de son territoire.

Depuis son accession au pouvoir en 1988, le président mexicain, M. Carlos Salinas, avait toujours manifesté une certaine réticence à toute idée d'intégration commerciale avec les États-Unis. Mais il semble bien que ses espoirs d'attirer vers son pays une partie des échanges et des investissements européens - seul moyen de contrebalancer l'influence de l'encombrant voisin - se soient évaporés

avec la nouvelle priorité à l'Est que se donne l'Europe occidentale.

De plus, la visite officielle effectuée par M. Salinas à Washington en octobre dernier et sa rencontre avec le président Bush l'ont certainement confirmé dans l'idée qu'il fallait en passer par là.

S'il devait aboutir, cet accord viserait à abolir, dans un laps de temps à négocier, l'ensemble des barrières commerciales entre les deux pays, avec, notamment, la suppression par paliers des droits de douane. Il faciliterait l'exportation vers le Mexique des produits et des biens d'équipement en provenance des États-Unis, lesquels recevraient en échange des parts accrues de la production mexicaine traditionnellement exportée vers le pays voisin (produits pétroliers, textile...).

Un schéma général inspiré de l'accord de libre-échange signé en janvier 1989 avec le Canada et dont la mise en application a prudemment été prévue sur une durée de dix ans.

La question de l'immigration

Mais à la différence de ce dernier, qui mettrait en relation deux économies certes de poids différents mais à un stade de développement identique, le déséquilibre est patent entre les États-Unis et le

SERGE MARTI

Valeo

RÉSULTATS DE VALEO

Valeo a poursuivi sa progression au cours de l'exercice 1989 : le chiffre d'affaires a atteint 19,5 milliards de francs après une augmentation de 19 % dont deux tiers dus à la croissance interne, et un tiers aux acquisitions de l'année.

Le nouveau périmètre du Groupe inclut les sociétés Delamair (devenue Valeo Climatic Control Ltd), Blackstone, et G. Cartier Systèmes, dont l'activité a été comptabilisée *pro rata temporis* depuis leur date d'acquisition dans le courant de l'année 1989. En année pleine, le chiffre d'affaires consolidé de Valeo ressortirait à 22 milliards de francs, en progression de 34 % sur celui de 1988.

Millions de francs	1989	1988	Variation
Chiffre d'affaires	19 543	16 477	+ 19 %
Marge brute d'autofinancement	1 871	1 584	+ 18 %
Résultat net du Groupe	977	890	+ 10 %
Résultat net (après intérêts minor.)	936	817	+ 15 %
Résultat par action (en francs)	76,2	66,7	+ 14 %

La marge brute d'autofinancement a progressé de 18 %, et a pu assurer la couverture complète d'investissements industriels de l'exercice.

Le résultat net du Groupe a progressé de 10 % et atteint 5 % du chiffre d'affaires. Après déduction de la part revenant aux intérêts minoritaires, le résultat net a progressé de 15 %. Calculé sur un nombre total de 12 272 415 actions, le résultat net atteint ainsi 76,2 francs par action, en progression de 14 % sur l'exercice précédent.

L'année 1989 a marqué pour Valeo une étape importante de son développement international : la part du chiffre d'affaires international représente aujourd'hui 55 % du total annuel. De nouvelles positions ont été prises sur des marchés stratégiques, tels que l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suède, les États-Unis et le Mexique. Valeo s'adapte ainsi aux mutations et aux regroupements des grands constructeurs automobiles internationaux.

Les investissements industriels ont atteint 1,8 milliard de francs, en progression de 33 % sur l'exercice précédent. Ces chiffres traduisent un très gros effort de capacité et de productivité, avec la mise en service d'usines nouvelles en France, en Allemagne, au Brésil, aux États-Unis et en Corée, dans des secteurs essentiels pour Valeo : les démarreurs, les autovalois, les embrayages, les matériaux de friction et les radiateurs.

L'effort de recherche et de développement a également progressé de 20 % pour atteindre près de 800 millions de francs, avec un effectif de 2 000 personnes.

La politique de croissance externe poursuivie en 1989 a été financée par une augmentation de l'endettement du Groupe : le ratio d'endettement net sur fonds propres se situe à 0,7. Le refinancement par 800 millions de francs d'O.B.S.A. en avril 1989 a cependant permis de limiter la progression des charges financières : celles-ci représentent 1 % du chiffre d'affaires en 1989.

Les nouvelles acquisitions et les pressions inflationnistes sur les coûts de production pèsent sur les marges d'exploitation. L'exercice 1990 sera donc une année de consolidation, qui doit permettre à Valeo d'intégrer ses nouvelles filiales et d'améliorer la compétitivité de ses produits. La politique du Groupe est d'accentuer ses efforts de productivité et de se consacrer au renforcement de ses nouvelles parts de marché, tout en assurant un désendettement régulier et la maîtrise de ses frais financiers.

Le marché automobile mondial a été très soutenu en 1989, mais la conjoncture au début de 1990 s'avère plus contrastée, marquée notamment par la hausse des taux d'intérêt à la consommation. C'est dans cet environnement que Valeo doit pouvoir tirer parti en 1990 et 1991 de ses efforts d'investissement et de ses réserves de productivité, ainsi que des synergies techniques et commerciales qui restent encore à exploiter à la suite des acquisitions récentes, en Europe comme en Amérique du Nord. La nouvelle configuration internationale du Groupe lui assurera une plus grande capacité d'adaptation aux évolutions des différents marchés de l'automobile.

Pour la société Valeo, le résultat net de 1989 s'élève à 419 millions de francs, contre 220 millions en 1988. Cette évolution positive traduit une progression de 10 % de son résultat d'exploitation et une forte augmentation de ses produits exceptionnels.

Le Conseil d'administration de Valeo, réuni le 27 mars 1990, prenant acte des résultats 1989 et de la nécessité de consolider la structure financière du Groupe en 1990, a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires, convoquée le 21 juin 1990, la fixation du dividende au niveau de 9 francs par action soit 13,50 francs avoir fiscal compris, en progression de 12,5 % par rapport à 1988, avec possibilité offerte aux actionnaires d'une distribution en actions de Valeo.

Consultation Mintel 3615 INFORMATION

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

FINANCES

Le conseil d'administration a approuvé les nouvelles structures

La réorganisation de Paribas pourrait faciliter le règlement du conflit autour de La Mixte

Comme la chose était prévisible, le conseil d'administration de la Compagnie Financière Paribas, réuni le 29 mars 1990 sous la présidence de M. Michel François-Poncet, a adopté le projet de modification des statuts pour transformer la compagnie en société à conseil de surveillance et de direction, en tirant parti des dispositions récentes de la législation, à savoir l'amendement éventuel du Conseil de Surveillance. Le Conseil, présidé par M. François-Poncet, aura « la charge d'examiner et le pouvoir d'autoriser les décisions à caractère stratégique ». Quant au Directeur, sa présidence sera assurée, comme prévu (le Monde du 28 mars 1990) par M. André Lévy-Lang, actuellement administrateur du groupe et président de la filiale Compagnie Bancaire, présidence qu'il gardera, vraisemblablement, pendant un certain temps. M. François Henrot, directeur général adjoint, devant être nommé directeur général.

La désignation de M. Lévy-Lang a été approuvée, à l'unanimité, y compris par M. Michel Albert. PDG des AGF (déjà premier actionnaire de Paribas, après la Mixte) qui aurait volontiers, en janvier dernier, soutenu le projet de candidature de M. Gérard Eskenazi si ce projet avait été concrétisé.

Ce changement de structures, dont l'esquisse remonte à juin 1988 et qui devait être ratifiée par l'assemblée générale extraordinaire, constitue une petite révolution dans l'histoire tourmentée de Paribas. Sans doute, la Compagnie Financière et la banque avaient été séparées en 1968, mais, à la tête, la structure demeurait classique avec un PDG et deux directeurs généraux. Apparemment, elle n'était plus satisfaisante, en raison de l'atmosphère parfois florentine qui règne rue d'Antin, du siège parisien du groupe : dans les couloirs, on pourrait presque entendre ferrailleur, en silence, les Médicis, Strozzi et autres Pazzi du seizième siècle italien.

Résultats
brillants

Le nouveau statut a été taillé sur mesure par M. André Lévy-Lang, homme discret mais droit et carré,

qui aura la haute main sur les barons du siège et ne rendra compte qu'au Conseil de Surveillance pour les « grandes » opérations stratégiques. Personne, dans l'état-major, ne pourra donc le court-circuiter, comme cela aurait été possible s'il avait été nommé seulement vice-président directeur général : l'adoption de la nouvelle formule était une condition préalable posée par M. Lévy-Lang pour accepter des fonctions autrement plus orageuses que celles qu'il assume à la tête de la Compagnie bancaire, organisme sans histoires. A cet égard, il est frappant de constater qu'à Paribas, on a dû, à intervalles réguliers, faire appel à une personnalité, sinon extérieure au groupe, du moins située dans la périphérie.

Quant à M. François-Poncet, qui va être déchargé de la gestion, il peut, depuis sa nomination par M. Chirac en juillet 1986, mettre à son crédit une privatisation réussie et une progression tout à fait brillante des résultats de son groupe. Pour l'exercice 1989, en effet, le bénéfice net consolidé global du groupe progresse de 25 % à 5,56 milliards de francs, la part de la Compagnie Financière Paribas passant de 2,65 milliards de francs à 3,45 milliards de francs (+ 30 %) dont 1,85 milliard pour les grandes filiales bancaires et 1,60 milliard pour les sociétés à portefeuille (+ 35 %). Ce résultat net de 3,45 milliards de francs se décompose en 2,09 milliards de francs contre 1,9 milliard de francs pour les opérations de revenus (+ 10 %) et 1,36 milliard de francs contre 745 millions de francs pour les opérations en capital (+ 18 %). Le profit par action s'élève de 49,3 F à 61,1 F et le dividende est majoré de 30 % à 12 F. Quant aux fonds propres consolidés du groupe, ils passent de 35,5 milliards de francs à 44 milliards, l'actif net estimé de la Compagnie étant évalué à 47,3 milliards de francs contre 32,8 milliards, soit 190 F par titre contre 610 F.

Quand à l'affaire de la Mixte, dont Paribas pourrait bien devenir maintenant, 41 % à 42 %, et qui a joué le rôle d'accélérateur dans la transformation des structures de la

Compagnie, elle pourrait bien prendre un tour nouveau. D'un côté, l'arrivée de M. Lévy-Lang pourrait faciliter une reprise des négociations avec M. Marc Fournier, président de la Mixte. De l'autre, la prise de contrôle éventuelle de Framatome par la CGE serait susceptible de hâter cette reprise. Framatome, en

effet, détient 7 % de la Mixte et son président, M. Jean-Claude Leny, avait pris parti pour M. Fournier lors de l'offensive Paribas. Or, M. Ambroise Roux, président d'honneur et administrateur de Paribas, de quoi faire réfléchir Marc Fournier.

FRANÇOIS RENARD

La répartition du capital de Paribas

Répartition des actionnaires	Pourcentages
Actionnaires représentés au conseil	
AGF	9,8
Compagnie bancaire (autocontrôle)	6,4
Parifinance	5,3
UAP	5,1
Axa-Midi	5,1
Total	2,3
Comit (Italie)	2
France	
Compagnie de navigation mixte	12,5
Caisse des dépôts	3,7
Groupama Samda	3
GAN	0,8
Générale des eaux	0,5
L'Oréal	0,5
Schneider	0,5
GMF	0,3
GPA	0,3
Fransdev	0,2
Sicav Société générale	0,2
Sicav Crédit mutuel	0,2
Etranger	
CIPAF (Luxembourg)	3,7
KIA (Koweït)	3,3
Hariri (Arabie saoudite)	3
Ferruzzi (Italie)	2,5
Albert Frères (Belgique)	2,1
COBEPA (Belgique, autocontrôle)	2,1
Sumitomo Life	1,5
Power (Canada)	1,4
Hafnia (Scandinavie)	1
Lifa Shin (Hongkong)	0,7
Robeco (Pays-Bas)	0,3
Autres	
Salariés de Paribas	2,5
Petits porteurs	10 à 12
Inconnus	4 à 6

SOCIAL

Le SMIC
va être augmenté
de 2 % au 1^{er} avril

La hausse des prix de 0,2 % en février va entraîner automatiquement un relèvement du SMIC de 2 % au 1^{er} avril. La loi prévoit en effet que, chaque fois que la hausse des prix atteint ou dépasse 2 % par rapport à la précédente augmentation du salaire minimum interprofessionnel de croissance, le SMIC est revalorisé dans les mêmes proportions. Le dernier relèvement du SMIC remontait au 1^{er} juillet 1989.

Le taux horaire du SMIC passerait donc de 29,91 francs à 30,51 francs. Le SMIC mensuel brut, qui était de 5 054,79 francs, sera ainsi porté au 1^{er} avril à 5 156,19 francs (4228,59 francs en net) pour 169 heures. L'arrêt du ministre du travail devrait être publié au Journal officiel du 31 mars.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE
GÉNÉRALE DU PHÉNIX
(Groupe AGF)

Bénéfice net 1989 : en hausse de 70%

	1987	1988	1989
• Produit d'exploitation bancaire (MF)	400,8	460,9	632,2
• Charges d'exploitation bancaire (MF)	328,8	361,6	517,7
• Mises en réserves et provisions non affectées (MF)	10,0	17,0	30,3
• Bénéfice net (MF)	11,7	21,9	37,4
• Bénéfice par action (F)	9,7	18,3	31,2
• Dividende + avoir fiscal (F)	7,5	12,75	18,75

Les fonds propres de la Banque, après répartition au titre de 1989, s'élèvent à 246 MF et les ressources permanentes au sens de la réglementation bancaire à 494 MF.

**Comareg, personne n'en achète.
Pourtant les Français en lisent
14 millions par semaine.**

صكنا من الامم

Co
Po
1,8

ECONOMIE

Après six ans de réformes

La Politique Agricole Commune à tous petit pas

La politique agricole commune (PAC) fait du sur place, ce qui ne peut qu'inquiéter un pays comme la France, dont l'excédent commercial agro-alimentaire a atteint, en 1989, le chiffre record de 50 millions de francs.

LUXEMBOURG

communautés européennes de notre correspondant

Le marathon agricole n'est plus cette grande messe communautaire annuelle qui suscitait attention et passion car on y trouvait, cristallisé, l'essentiel des tensions agitant les Douze. L'Europe Verte en est arrivée à gérer dans le calme sa nouvelle politique de maîtrise de la production ? La crispation du débat, malgré un enjeu économique modeste (réduction d'un point des taxes de co-responsabilité céréalières et laitières, puis compensation de cette perte de recettes

budgetaires par une baisse des prix d'intervention) ainsi que la multiplication des manifestations paysannes dans la CEE, témoignent au contraire que la PAC, après six ans de réformes, n'a pas retrouvé l'équilibre. Le malaise est dû autant au problème des revenus que connaît certaines catégories d'agriculteurs qu'à l'incertitude des pouvoirs publics nationaux et européens.

La marge de manoeuvre des ministres de l'agriculture est, il est vrai, limitée. Après la fixation des quotas laitiers en 1984, les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé, en février 1988, de généraliser la mise en oeuvre de « stabilisateurs budgétaires ». Lorsque le seuil de production autorisé (« quantité maximum garantie » ou QMG) est dépassé, les prix garantis sont automatiquement réduits. Le mécanisme est brutal. Les céréaliers sont en train d'en faire l'expérience : pour un dépassement très limité du QMG en 1989, les prix d'intervention seront automa-

tiquement abaissés de 3 % au 1^{er} juillet prochain. Jusqu'à quel point est-il raisonnable d'atténuer par des mesures de gestion la rigueur du mécanisme ? C'est l'objet du débat en cours. M. Ray MacSharry, le commissaire irlandais des affaires agricoles n'a pas tort d'indiquer qu'au moment où les prix mondiaux baissent, il serait dangereux de donner un mauvais signal aux exploitants en leur faisant croire qu'ils peuvent impunément accroître leur production.

Mesures en faveur des petits producteurs

Encore faudrait-il savoir pourquoi les marchés évoluent à la baisse ? Afin de justifier son invitation à la rigueur, la Commission rappelle la nécessité pour la communauté de rester crédible alors que l'Uruguay round entre dans sa dernière ligne droite et que les Etats-Unis menacent d'actions unilatérales dans le

cas où ils ne parviendraient pas à un arrangement leur donnant satisfaction avec les Douze. Les agriculteurs communautaires pourraient entendre ce discours s'ils avaient le sentiment que les Américains étaient prêts eux aussi à supporter une partie de l'effort d'assainissement. Mais ils doivent constater que, contrairement aux engagements pris les Etats-Unis accroissent leur soutien à l'agriculture et leur soutien aux marchés à coups de subventions. Comment ne seraient-ils pas inquiets sur l'issue de l'Uruguay round en attendant M^{me} Carla Hills et M. Clayton Yeutter, les principaux négociateurs américains multiplier les propositions tendancieuses, voire parfaitement fausses, sur le partage des responsabilités dans le dérèglement des marchés sans se faire reprendre, sinon *mezzo voce* par les dirigeants de la communauté ?

La Commission, pour compenser les effets négatifs de maîtrise de la production a proposé une série de mesures en faveur des petits producteurs. Mais sans pour autant convaincre. N'est-il pas contradictoire de chercher à stabiliser la production, à la rendre plus compétitive et, en même temps, de maintenir en vie, grâce à des subventions, une agriculture marginale

Mais surtout, plusieurs Etats membres dont la France déplorent le caractère dispersé, improvisé des initiatives bruxelloises.

Il manque encore à la Communauté une politique de promotion de la qualité et une politique de développement rural allant au delà de l'impression de bricolage que donnent les actuelles propositions bruxelloises et capables par là même de rendre confiance aux exploitants. M. Henri Nallet réclame un tel relais, mais face à une Commission tout de même extrêmement rigide avec une discrétion peut-être excessive, au point qu'on se demande parfois s'il ne prend pas son parti de la situation actuelle.

PHILIPPE LEMAITRE

Dépôt paysan

Suite de la première page

Il terminera en ajoutant qu'un ressort est cassé, « celui de la confiance », avant d'offrir au ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Eugène Forêt, « Le serment de l'unité paysanne »...

Après un demi-siècle de tâches partagées, le congrès de Versailles pourrait bien être l'acte de décès d'une certaine forme de politique agricole « à pulchères fermes », fondée sur les grandes masses et les sermons, les promesses et le pardon. La séparation de l'agriculture et de l'Etat est en voie d'être consommée.

Le dogme unitaire

M. Nallet a d'abord défendu le principe d'un syndicalisme agricole pluraliste, tout en reconnaissant l'importance de la FNSEA. Cette dernière accepte la diversité des idées, en aucune façon celle des structures : le dogme unitaire reste à ses yeux le seul moyen d'arbitrer les divergences internes, de parler d'une seule voix, d'instaurer « la démocratie et non la pagaille », selon les propos de M. Lacombe. Pour le président de la FNSEA, seul ce syndicalisme unique pouvait faire accomplir à l'agriculture sa révolution silencieuse, sans violence, ni surenchères. Les professionnels suggèrent, puis appliquent : l'Etat payait et les vaches étaient bien gardées. Aujourd'hui, accablé par le manque de débouchés, la baisse des prix et le dérèglement des marchés, le monde agricole a beau jeu de revendiquer l'ouverture d'esprit qui lui a manqué jusqu'au milieu des années 1980. A cette époque encore, la pluri-activité était un sacrilège, la diversification hors des modèles uniques (les céréales, betteraves) un dangereux égarement. Or, qui défendait ces solutions alternatives, si ce n'étaient les organisations professionnelles minoritaires, à présent reconnues au plan national ou régional ?

Après une nuit de réflexion la FNSEA a retrouvé le bon sens, comme le démontre son rapport moral 1990, où figurent, en bonne

place, les réflexions sur une agriculture plus proche de l'environnement, l'idée d'un contrat avec la nation. Mais comment oublier que l'unité agricole s'est longtemps bâtie sur l'appauvrissement du débat interne, sur le contrôle permanent, sur l'exclusion, la censure et la mise au pas en vertu d'un intérêt bien compris, celui du productivisme, encouragé au plus haut niveau ?

Les pouvoirs publics, à leur tour, ont mesuré les limites et les dangers de cette fuite en avant, trop coûteuse en subventions, trop coûteuse en hommes et désormais fautive de nuisances. C'est pourquoi le ministre de l'Agriculture a ouvert le jeu à un nouveau partenaire, l'opinion paysanne, que, devant une assistance tantôt béante, tantôt sifflante, quolibets aux lèvres, « Une dure partie s'engage, où se joue la qualité de nos relations avec l'ensemble de la population ». La salle a protesté : « Chacun chez soi », a dit une voix. « Non », a répondu le ministre, la société se demande comment des hommes de la nature comme vous sont parvenus à devenir des politiciens ».

Sortir du ghetto

A travers ces propos, c'est toute question de la capacité du monde agricole à s'organiser que M. Nallet a voulu remettre en cause. Au fil des ans, les paysans se sont structurés, ont modernisé leurs moyens de production. Quel autre corps social peut se vanter d'avoir cumulé un système propre de protection, de financement (via le Crédit agricole, jusqu'à sa mutualisation en 1989), d'enseignement et d'administration ? Mais, à force de spécificités, l'agriculture s'est isolée, coupée du reste de la société, enfermée dans un ghetto, dont M. Nallet souhaite la faire sortir.

Après l'ère de la production intensive, sonne l'heure de la protection intensive de l'environnement, mais aussi du milieu rural et de ses habitants, agriculteurs ou non. L'occasion est belle de renouer le dialogue entre ville et campagne, si les agriculteurs

acceptent avec leurs moyens de relever les défis de l'écologie et de l'aménagement rural. M. Nallet a annoncé que la lutte contre la pollution restait, en 1991, une priorité de son budget (30 millions de francs ont été consacrés à cet objectif cette année).

D'avantage que les mesures annoncées en faveur des dévoués de montons et des producteurs de lait, davantage que la hausse de 15 % de la prime à la jachère ou de 3,6 % du montant des prêts bonifiés distribués en 1990 (14,3 milliards de francs), le ministre a défendu une approche de l'agriculture ouverte sur le reste de la société. Indifférent aux apostrophes (« Qui va payer ? »), il a poursuivi sur ce terrain, à l'évidence mal assuré, car dégoûté de l'identité du monde agricole, qui se considère comme producteur de biens alimentaires, avant d'être un prestataire de bien-être.

Mais comment oser qu'à Versailles c'est l'incompréhension qui a prévalu entre le ministre et ses administrés. M. Henri Nallet est un homme politique qui monte. L'agriculture, dont il a fait son ministère depuis deux ans, est un secteur en déclin. Pas en termes économiques (le pétrole vert a déposé un excédent commercial de 51 milliards de F en 1989) mais en termes numériques et politiques. Quand le ministre prend de la hauteur, les agriculteurs lui reprochent de prendre de la distance. Les paris sont ouverts sur le départ possible de M. Nallet de la rue de Varenne, au lendemain d'un prochain remaniement ministériel. La confiance perdue des agriculteurs s'exprime aussi à travers ce doute. Quand M. Nallet veut parler de l'avenir, on lui répond : « Tu ne seras plus là ! ». S'il veut dresser un bilan, son bilan, certains crient « négatif ». S'il dit : « Les agriculteurs sont devenus minoritaires dans l'espace rural ; ils doivent composer et dialoguer avec les autres groupes sociaux », alors montent les sifflets. « Le monde change et la place que vous y occupez, aussi, avec une rapidité qui peut déconcerter », a reconnu le ministre. « Vous n'avez pas convaincu l'assemblée », lui a rétorqué M. Lacombe.

ERIC FOTTORINO

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINISTÈRE

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

3.15 LE MONDE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EUROMARCHÉ

Le conseil d'administration s'est réuni le 23 mars 1990 sous la présidence de M. Antoine Bernheim en vue d'examiner et d'arrêter les comptes de l'exercice 1989.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'est élevé à 18 960 303 850 francs contre 17 702 263 532 francs en 1988 pour la société Euromarché, et 24 200 595 000 francs contre 22 895 864 000 francs en 1988 pour Euromarché Consolidé.

Par activité, les progressions de chiffres d'affaires à surfaces non comparables sont :

Hypermarché 3,9 %
Bricolage - 16,3 %
Restauration 17 %

Les comptes de l'exercice 1989 se traduisent par une perte nette comptable consolidée, part du groupe, de 59 403 000 francs contre un bénéfice de 158 954 000 francs en 1988 ; ses différentes composantes (en millions de francs) se présentent comme suit :

	EUROMARCHÉ		EUROMARCHÉ CONSOLIDÉ	
	31-12-89	31-12-88	31-12-89	31-12-88
Bénéfice d'exploitation	269 310	416 257	154 381	426 493
Bénéfice courant	175 813	352 696	18 026	385 719
Pertes exceptionnelles	82 871	8 918	52 768	64 601
Participation	2 032	32 191	4 984	34 726
Impôt sur les bénéfices	6 604	123 365	31 004	145 811
Résultat net comptable	+ 84 306	+ 188 222	- 70 730	+ 140 581
- Minoritaires			- 11 325	- 18 373
- Groupe			- 59 403	+ 158 954

La société a ouvert un hypermarché à Avignon en novembre 1989 et, en association avec le groupe Colin, un hypermarché à été créé à Cherboug (soit 1989).

A l'étranger, sa filiale Euromarché Portugal, constituée avec le groupe Espírito Santo, ouvre en 1990 les hypermarchés de Lisbonne et Porto.

Les ouvertures de trois nouveaux hypermarchés à Fort-de-France, Provins et Nîmes, appartenant à des filiales qui procéderont également à quatre nouvelles ouvertures en 1990, compenseront le départ de notre affilié Le Disque bleu.

La capacité d'autofinancement d'Euromarché a représenté pour la société même 377 054 000 francs soit 1,99 % du chiffre d'affaires hors taxes, et pour le groupe 400 968 000 francs, soit 1,66 % du chiffre d'affaires hors taxes.

Après retraitements, les résultats du bricolage, négatifs de 87 millions, interviennent pour une part non négligeable dans la baisse des résultats du groupe. Diverses mesures de restructuration devraient sensiblement améliorer les résultats de cette activité au cours du deuxième semestre 1990.

Les résultats de l'activité hypermarché, bien que positifs, ont également enregistré une forte régression. L'entreprise fera les efforts nécessaires pour assurer son redressement.

Le conseil d'administration, compte tenu des résultats consolidés définitifs, propose à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 19 juin 1990 à 11 heures, au siège de la société à Asnières-Mons, d'affecter aux comptes de réserves et de report à nouveau la totalité du résultat d'Euromarché S.A., et par suite de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 1989.

EPARGNE CROISSANCE - SICAV EPARGNE INTER - SICAV

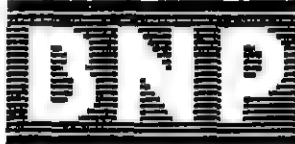
Les Conseils d'Administration des deux SICAV ont approuvé le principe d'un projet de fusion-absorption d'EPARGNE INTER par EPARGNE CROISSANCE. Cette opération, qui vise à renforcer la surface financière de l'ensemble ainsi formé, permettra de mieux faire face à la concurrence résultant de l'ouverture des frontières, et d'accroître les moyens d'intervention sur les différents marchés.

Sous réserve de l'accord des autorités de tutelle, la fusion sera proposée à des Assemblées Générales Extraordinaires de chacune des SICAV dont la convocation est prévue pour le mois de juin 1990. Un avis ultérieur précisera les modalités et les dates retenues.

Il sera également proposé de transformer EPARGNE CROISSANCE en SICAV de capitalisation.

Ainsi, la BNP, suivant l'évolution de la réglementation, offrira à sa clientèle une SICAV "Action" de capitalisation, à vocation internationale.

TOUT CE QU'UNE BANQUE PEUT VOUS APPORTER.



l'en achète
en lisent
ne.

Comareg, personne n'en achète.
Pourtant les Français en déplient
1,8 milliard par an.

Le Monde AUTOMOBILE

Concession V.A.G. située à 300 m de la Tour Eiffel, l'Espace Suffren propose :

- UN ESPACE EXPOSITION de 1000 m² pour accueillir l'ensemble de la gamme Volkswagen et Audi (plus de 30 voitures présentées). Pour les occasions, 400 m² supplémentaires.
- UN ESPACE ATELIER d'entretien (accueil personnalisé), adapté aux nouvelles technologies.
- UN ESPACE SERVICE RAPIDE pour des travaux nécessitant de petites interventions : échappements, réglages, accessoires, pneumatiques, etc...

Ouverture des ateliers du lundi au samedi de 9h à 19h.

Ouverture des ateliers du lundi au samedi de 9h à 12h.

Espace de luxe et de liberté, le plus beau Garage de Paris.

ESTABLISSEMENTS SUFFREN, 40 rue de Suffren - 75015 Paris - Tél. : 47.34.09.35

ALPINA

87 TURBO. nov. 84, mod. 85, bleu nuit mét. verni, int. noir, radio, freins ABS, 68 000 km, ROQUES 47-34-38-88, perm. 310 000 F.

88 3.5, nov. 86, noir mét. verni, int. noir, TO, alarme, plus, pont aérosculpté, mini-chaîne, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

ALFA

164 3.0 V6, mod. 85, vert mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, pr. m. 14 500 km, SHIRER 45-07-22-60, bur. 39-58-38-18, ap. 20 h, 150 000 F.

164 TWIN SPARK, mod. 89, vert mét. verni, int. gris, climat., alarme, radio, sièges électr., jantes alu., ABS, volant cuir, pr. m. 48 000 km, WAC-CASSE 42-01-21-01, bur. 42-38-88-83, ap. 20 h, 120 000 F.

FERRARI

TESTA ROSA, mod. 88, rouge verni, int. cuir, climat., pr. m. 67 000 km, SCHMITTER (16) 44-40-71-12, 1. 150 000 F.

3 000 000 F.

BB 512 L, nov. 82, bleu mét. verni, int. cuir beige, 23 000 km, SCHMITTER (16) 44-40-71-12, 1. 150 000 F.

TESTA ROSA, mod. 88, rouge verni, int. cuir, climat., pr. m. 67 000 km, SCHMITTER (16) 44-40-71-12, 1. 150 000 F.

FRANCO BRITANNIC AUTOMOBILES

Importance Exposition de voitures d'occasion haut de gamme

Rolls-Royce - Bentley - Jaguar
Mercedes - BMW - Porsche
Range Rover - MVS - Panther...

Liste envoyée sur demande. Téléphonez à Raoul Mattei au 47.57.50.80

Ouvert le samedi matin de 9h30 à 14h

35, rue P.-V.-Couturier-Levallois-Perret
Tél. : 47.57.50.80

ALPINE

COUPÉ V6 TURBO, nov. 86, bleu nuit mét. verni, int. noir, alarme, 50 000 km, 53 000 km, mini-chaîne, 101, pr. et fms rfs, 33-60-62-07, 20 h, 115 000 F.

BMW

BK 325 TOURING I, août 88, vert foncé mét. verni, int. gris, fms ABS, TO, radio K7, gl. et fms électr., direct, ass. pr. m. 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

FORD

FORD FIESTA XR3i, mod. 87, mod. 88, gris carcéral, verni, int. cuir, fms ABS, système ASD, climat., TO, capot HIG, pré-équipement, 68 700 km, BELLOIN 40-75-04-72, bur. 45-55-12-73, dom. 175 000 F.

GM

JIMMY AUTOM. nov. 83, marron mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 145 500 km, PÉZE 43-60-56-80, bur. 42-62-01-21, dom. 150 000 F.

GMC

JAGUAR Type E 1961, 3.8, gris mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

JAGUAR

Range Rover, mod. 87, champagne, 4x4, 12000 km, 45 000 F. Tél. : 42-43-36-81.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. cuir, fms ABS, climat., 19 800 km, GOULET 46-20-43-24, bur. 40-71-08-83, ap. 20 h, 120 000 F.

MERCEDES

COUPÉ 300 CE AUTOM. mod. 87, mod. 88, gris carcéral, verni, int. cuir, fms ABS, système ASD, climat., TO, capot HIG, pré-équipement, 68 700 km, BELLOIN 40-75-04-72, bur. 45-55-12-73, dom. 175 000 F.

**UN NOUVEAU ACCUEIL
AUX BUTTES CHAUMONT**

79 AVENUE SIMON BOLIVAR
75019 PARIS • 42 08 27 33

Betzaris

PORSCHE

944 L, jan 84, gold mét. int. mercur, radio, alarme, pneu, 70 000 km, 98 000 F. 40-58-82-86, bur. 45-74-58-58, dom. 175 000 F.

TOYOTA

BK LITE ACE DX, mod. 88, mod. 89, bleu nuit mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

RENAULT

ESPACE QUADRA, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

VOLSWAGEN

GOLF GTE, mod. 88, mod. 89, bleu nuit mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

RENAULT

ESPACE QUADRA, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

VOLSWAGEN

GOLF GTE, mod. 88, mod. 89, bleu nuit mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

RENAULT

ESPACE QUADRA, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

VOLSWAGEN

GOLF GTE, mod. 88, mod. 89, bleu nuit mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

RENAULT

ESPACE QUADRA, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

VOLSWAGEN

GOLF GTE, mod. 88, mod. 89, bleu nuit mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

RENAULT

ESPACE QUADRA, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

VOLSWAGEN

GOLF GTE, mod. 88, mod. 89, bleu nuit mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

RENAULT

ESPACE QUADRA, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

VOLSWAGEN

GOLF GTE, mod. 88, mod. 89, bleu nuit mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

RENAULT

ESPACE QUADRA, mod. 89, mod. 90, noir mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000 F.

VOLSWAGEN

GOLF GTE, mod. 88, mod. 89, bleu nuit mét. verni, int. gris, fms ABS, climat., 85, alarme, radio, 101, pr. et fms rfs, 69 000 km, DE BARREAU 47-61-06-50, bur. 47-63-91-15, dom. 150 000

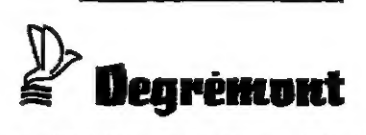
صوتنا من الداخل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RÉSULTATS INTERIMAIRES AU 31-12-89

Le chiffre d'affaires du groupe en Europe s'est élevé à 1 200 millions de francs pour l'année civile 1989, en progression de 42 % par rapport à l'année 1988 (845 millions de francs).
Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger s'est élevé pour sa part à 543 millions de francs, en progression de 127 % par rapport à 1988, représentant ainsi 45 % de l'activité totale.
Les deux premiers mois de l'exercice 1989-1990 qui couvrent une durée exceptionnelle de dix-huit mois, se traduisent par une perte cumulée de 150 millions de francs dont 84 millions exceptionnels. L'écart par rapport aux prévisions d'octobre 1989 s'explique notamment par le renforcement des mesures de restructuration effectuées sur Londres et sur Paris en novembre et en décembre 1989 et par l'impact de ces mesures, qui se sont traduites par une progression de l'activité inférieure aux prévisions.
Par ailleurs, la perte exceptionnelle de 84 millions de francs intégrée dans les comptes au 31-12-1989 représente la totalité des charges de restructuration du groupe engagées au titre de la recherche et développement et des charges à étaler encore au bilan au 31-12-1989.
Le budget du premier semestre 1990 du groupe, en très légère progression par rapport à l'activité réalisée sur la même période 1989 fait apparaître un redressement de la marge opérationnelle consolidée.
Le recentrage de l'activité sur les Grands Comptes mis en œuvre depuis le deuxième semestre 1989 et les chiffres arrêtés au 23 mars 1990 confirment les prévisions de redressement de la rentabilité. D'importants contrats portant sur plusieurs millions de machines, accompagnés de prestations logistiques et techniques à forte valeur ajoutée ont notamment été signés en Europe.
L'année 1990 doit être pour le groupe Asysstel une année de consolidation. En effet, les restructurations mises en œuvre par le groupe tout au long de 1989 sont maintenant achevées et les indicateurs de rentabilité évoluent positivement tandis que la structure de coûts est parfaitement maîtrisée.



Le conseil d'administration, réuni le 27 mars 1990, a arrêté les comptes de l'exercice 1989. Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 2 048 millions de francs contre 1 841 millions de francs en 1988, soit une progression de 11,2 % à structure comparable et le résultat net, part du groupe, à 54,5 millions de francs, en hausse de 45,3 % sur celui de 1988.
Ce résultat s'est élevé après :
- versement à la Lyonnaise des Eaux d'une somme de 24,7 millions de francs, contre 13,6 millions de francs en 1988, au titre de la clause de retour à meilleurs formes ;
- attribution d'un infirmité aux salariés de 6 millions de francs (6,5 millions de francs en 1988) et d'une participation légale de 2,6 millions de francs ;
- provision pour impôts et provisions diverses.
Fin 1989 les capitaux propres consolidés, résultat inclus et hors intérêts minoritaires, s'élevaient à 216 millions de francs contre 170 millions de francs fin 1988.
Les commandes d'équipements cumulées des différents secteurs du groupe, activités de services exclus, ont totalisé 2,6 milliards de francs contre 2,3 milliards en 1988. Pour la seule société-mère, Degremont SA, le carnet de commandes d'équipements s'élevait au 1^{er} janvier 1990 à 2,1 milliards de francs, en progression de 27,5 % sur le 1^{er} janvier 1989 et représentait un peu plus de 18 mois d'activité.
L'ensemble de ces résultats a permis à Degremont de reprendre une politique d'acquisitions : plusieurs opérations ont eu lieu en 1989. Début 1990, Degremont a acquis la société Eryac, 140 millions de francs de chiffre d'affaires, ce qui lui permettra de développer significativement son activité dans le domaine des produits de traitement d'eau pour l'industrie.
Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée la distribution d'un dividende de 12 francs par action, auxquels s'ajoute un avoir fiscal de 6 francs, à comparer à 6 francs, avoir fiscal compris, au titre de l'exercice précédent.

ÉCONOMIE

Le procès de vins frelatés à Villefranche-sur-Saône

Beaujolais connection

L'administration de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et la justice ont mené ces derniers mois, dans le Beaujolais, une action concertée contre des pratiques frauduleuses de vinification et de négoce, ainsi que de fraude fiscale par dissimulation de stocks et de recettes. Procès du beaujolais, d'un certain beaujolais, ou procès de la réglementation? Le procureur de Villefranche-sur-Saône,

M. François Molins, a mis en garde l'opinion contre les généralisations hâtives à l'encontre d'un vignoble mondialement connu. N'empêche : le président de la cave coopérative vinicole de Fleurie, un négociant en vins, trois viticulteurs et huit marchands de sucs devaient finalement comparaître devant le tribunal correctionnel de Villefranche-sur-Saône... pour répondre de délits

divers. Cinq mille viticulteurs du Beaujolais, du Lyonnais et de la Bourgogne avaient manifesté, la veille, dans la sous-préfecture du Rhône, afin de revendiquer une modification de la réglementation sur la chaptalisation. Le jour même du procès, les maires de communes du Beaujolais se sont groupés en délégation, craints de leur échec, devant l'entrée du tribunal, témoignant d'une « solidarité de terroir ».

LYON

de notre bureau régional

Cet homme-là n'a pas l'apparence d'un justicier ou d'un redresseur de torts. A trente ans, à peine plus, il cache un visage juvénile derrière sa barbe bouclée, un rien « bébé ». Ces derniers temps, reconnaît-il, il a même augmenté son tour de taille d'un petit « durillon de coupoir ». Le beaujolais, il l'aime et, d'ailleurs, il en consomme. Mais voilà : M. Alain Chatelet est inspecteur technique inter régional des vins et spiritueux, en poste à Lyon. Son nom propre est en train de devenir très commun en Beaujolais. Certains acquiescent de la tête, d'autres, sous le coup de la loi, ont dû remplir l'acquit, déclaration fiscale indispensable si leur commande excède les 25 kilos. Là est fixé, en effet, le plafond des usages domestiques ou considérés comme tels. Au-delà commence, à l'encontre des viticulteurs, le soupçon de trop « enrichir » leur vendange, afin de s'enrichir eux-mêmes (1).

Mardi 20 mars, devant le tribunal correctionnel de Villefranche-sur-Saône, M. Chatelet a répété qu'à son avis la région vinicole devrait bénéficier, aux yeux des instances de la Communauté européenne, d'un classement en « zone B », d'après lequel les producteurs seraient enfin autorisés - ce qui est une de leurs revendications constantes depuis vingt ans - à chaptaliser un peu plus leurs vendanges, c'est-à-dire à y ajouter un peu plus de sucre cristallisé pour augmenter le degré d'alcool, lorsque le ciel n'a pas été assez généreux. M. Chatelet déplorait pourtant beaucoup de zèle à poursuivre les fraudeurs à la législation actuelle. Quelle goutte de vin fre-

Trop de betterave et pas assez de raisin

En mars 1988, la revue *Que Choisir* ? a publié une enquête reprochant à certaines productions du Beaujolais, sur la base de tests effectués avec un appareil de résonance magnétique nucléaire (RMN), de contenir un peu trop de betterave et pas assez de raisin. M. Chatelet s'est mis en tête d'accomplir mieux encore sa tâche de serviteur de l'Etat. Il a peu de goût pour les pertes de « gendarmes et voleurs » et donc, il n'a pas tenté de suivre à la trace les semi-renouées, au sortir des usines de l'industrie sucrière. La comptabilité des approvisionnements a suffi. Et devant leurs juges caladois, huit marchands de sucre établis dans des villages appartenant à l'audience à la lecture d'une carte des vins ont été bien en peine d'expliquer pourquoi la moitié de leurs ventes de sucre cristallisé, évaluées à plus de 2 000 tonnes entre 1987 et 1988, ont été effectuées sans acquit. Ni vu ni connu.

A cette aune, le Beaujolais devrait être universellement connu pour une puissante industrie de la confiture. En effet, l'un des prévenus, M. Charles Bailly, a vendu 244,3 tonnes de sucre cristallisé, toujours payées en espèces. Le 1^{er} juin, un autre prévenu, M. François Terrier, a reçu en son échoppe soixante-quinze clients venus acheter chacun un sac de 20 kilos. Et pour le lendemain, ses livres portent la trace de soixante-seize nouvelles commandes du même poids unitaire, inférieur au seuil de déclaration, comme par hasard.

Deux sociétés d'une envergure économique plus considérable, la SASPA

et Agri-sud-est, ont vu s'étendre l'action de la justice. Le président-directeur général de l'une, responsable pénal, est décodé. L'autre a déposé son bilan. Le principal dirigeant du supermarché Unico de Jassans-Riotier (Ain), ville située de l'autre côté du pont sur la Saône, aura à répondre de ses livraisons devant le tribunal de Bourgoin-Jallieu. Cette fois, la ressemblance, ce qui apparaissait comme un bien mauvais système de défense, certains des prévenus ont même juré qu'ils reconfectionnaient leur sucre en sacs anonymes... de 20 kilos, alors que la précieuse poudre blanche leur est livrée en sacs de 50 justiciables de la courtoisie du fisc.

Ainsi, M. Roland Pasquier aurait passé deux mois et demi de l'hiver 1987-1988, à reconfectionner le sucre en huit mille sept cent vingt-six sacs de 120 kilos, fournis par ses clients et apurés, contenant des aliments pour le bétail ou des engrais. Le tribunal observait en passant que ce premier usage amène tout à fait à faire des produits destinés à l'alimentation humaine, mais suit.

M. Pasquier est un récidiviste, déjà condamné à une peine d'amende pour des faits identiques. Le tribunal s'interrogeait sur son sens de l'économie, car la marge bénéficiaire doit connaître une forte sévère, après de telles manœuvres. Le sens des responsabilités ne saurait cependant être tout à fait étranger à M. Pasquier, devenu le maître - sans distinction - de la vente de sucre cristallisé. Il était particulièrement bien placé pour savoir, dès 1987-1988, que la cave coopérative avait « surchaptalisé » sa récolte, effrayée par la pluie qui s'abattait sur le vignoble au moment des vendanges.

Petits cadeaux aux clients

M. François Chabert, le président de la cave, dirigeant commercial de la société Bio-Mérieux, n'a d'ailleurs jamais nié qu'on avait cherché, sous sa responsabilité, à éviter à l'ensemble des coopérateurs une année catastrophique. C'est sans doute pourquoi l'Institut national des appellations d'origine (INAO), parti d'un moult intérêt, il devait être parfois plus cruel.

Devenu, bon gré, mal gré, le Zorro du « vin loyal et marchand », selon le vocabulaire desur de son administration, M. Chatelet se livrait à la demande du président du tribunal, M. Gérard Gaubert, à un simple calcul : pour augmenter de 1 degré la teneur en alcool de toute la récolte de beaujolais pour l'année 1986, 1 800 tonnes de sucre auraient suffi. Scruter un peu ou ne pas scruter ? La question a vite paru un peu courte, et le procureur, M. François Molins, se montra sévère, « devant un ensemble de présomptions ne souffrant aucun doute, graves, précises et concordantes », de « mettre un terme à des pratiques illégales et condamnables qui déshonorent toute une profession ».

Deux viticulteurs, MM. Besson père et fils, étaient cités pour avoir dissimulé, sous une couche de 10 centimètres de gravier, des cuves de stockage d'une contenance totale de 220 hectolitres, afin, ont-ils plaidé, de ne jamais manquer à la vente, de pouvoir faire de petits cadeaux à leurs meilleurs clients - « un carton gratuit pour l'achat de dix » - et de cotiser volontairement à la meilleure « assurance antigrêle » qui soit.

Le procureur soupçonnait que la chaptalisation s'était étendue, ici et là, au gré de « rigolouilles », à une partie de la récolte qui n'aurait pas dû en bénéficier, alimentant un négoce parallèle, pratiqué sous la table ou sous le comptoir, comme on voudra, et qui a soulevé l'ire du syndicat des négociants du Beaujolais-Maconnais, partie civile. De telles pratiques sont-elles insuffisantes pour répondre à la demande ? Sans doute encore. Un négociant établi à Fleurie n'a pu fournir d'explication convaincante à la « génération spontanée », survenue dans ses chais, de 9 hectolitres de saint-vernon, noble cru du sud de la Bourgogne. Il laissait le tribunal sceptique en faisant état de 400 hectolitres de pertes d'exploitation, provoquées par des tuyaux percés, des pompes ploutoniques, des cuves sans fond : « 8 % d'évaporation, cela fait beaucoup », dans des caves où le mûrissement-georges peut bien se transformer en mercure, si le codage, seul moyen d'identification des cuves, est maladroitement exploité. M. Jean-Louis Quinson, négociant à Fleurie, comptait pour la troisième fois, pour des faits identiques.

La direction régionale de la concu-

Comareg, maintenant vous pouvez en acheter

Le 1^{er} groupe Français de presse gratuite et de distribution publicitaire entre en bourse le 4 avril 1990

Les produits Comareg, tout le monde en a déjà lu ou déplié, car Comareg, c'est d'abord 140 journaux gratuits dans toute la France (14 millions d'exemplaires imprimés et diffusés chaque semaine avec 120 000 petites annonces). C'est aussi 1,8 milliard de documents distribués en 1989 par sa filiale Delta Diffusion, le 1^{er} réseau français de distribution publicitaire.
Tout cela fait de Comareg (COmmunication pour les MArchés RÉGionaux) le 1^{er} groupe de presse gratuite et de distribution publicitaire de France, et celui qui progresse le plus vite sur des marchés régionaux extrêmement porteurs. En 1989, avec un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs, son bénéfice a plus que doublé d'un exercice à l'autre, et il pourrait augmenter encore de 40 % en 1990. Filiale du groupe multimédia international Avenir Havas Media, Comareg a les moyens de son ambition internationale.
L'accès aux marchés financiers, par son introduction en bourse, permettra à Comareg d'accroître ses moyens régionaux et sa présence européenne, à l'heure où ces deux dimensions deviennent des facteurs clés pour sa croissance.

Capital : 7 196 276 actions de 25 F nominal.
Mise à la disposition du marché : 720 000 actions sur le Second Marché de la Bourse de Paris.
Procédure d'introduction : Mise en vente, au prix de 250 F.
PER 89 : 20,5 PER 90 (E) : 16,3.

Répartition du capital	Avant introduction en %	Après introduction en %
Groupe Paul Dier	35,0%	27,3%
Avenir Havas Media	52,0%	52,0%
Compagnie de Penhoët	12,5%	10,7%
Investissement Risques N° 1	0,5%	0,0%
Public	0,0%	10,0%
TOTAL	100,0%	100,0%



Une note de présentation (BALO du 26 mars 1990) est tenue à la disposition du public en écrivant à COMAREG - B.P. 1218 - 69611 VILLEURBANNE CEDEX (envoi gratuit) ou en tapant : 3615 code COMAREG.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-57-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Genevieve Beauve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-88-81.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	790 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse effectués ou prolongations : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

صلى الله عليه وسلم

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 MARS

Cours relevés à 17 h 54

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS					Règlement mensuel				
Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	
2700	2680	+20	+0.74	2700	2680	+20	+0.74	2700	2680	+20	+0.74	2700	2680	+20	+0.74	2700	2680	+20	+0.74
1200	1180	+20	+1.67	1200	1180	+20	+1.67	1200	1180	+20	+1.67	1200	1180	+20	+1.67	1200	1180	+20	+1.67
1000	980	+20	+2.04	1000	980	+20	+2.04	1000	980	+20	+2.04	1000	980	+20	+2.04	1000	980	+20	+2.04
800	780	+20	+2.56	800	780	+20	+2.56	800	780	+20	+2.56	800	780	+20	+2.56	800	780	+20	+2.56
600	580	+20	+3.45	600	580	+20	+3.45	600	580	+20	+3.45	600	580	+20	+3.45	600	580	+20	+3.45
400	380	+20	+5.26	400	380	+20	+5.26	400	380	+20	+5.26	400	380	+20	+5.26	400	380	+20	+5.26
200	180	+20	+11.11	200	180	+20	+11.11	200	180	+20	+11.11	200	180	+20	+11.11	200	180	+20	+11.11
100	80	+20	+25.00	100	80	+20	+25.00	100	80	+20	+25.00	100	80	+20	+25.00	100	80	+20	+25.00
50	30	+20	+66.67	50	30	+20	+66.67	50	30	+20	+66.67	50	30	+20	+66.67	50	30	+20	+66.67
25	15	+10	+66.67	25	15	+10	+66.67	25	15	+10	+66.67	25	15	+10	+66.67	25	15	+10	+66.67
12.5	7.5	+5	+66.67	12.5	7.5	+5	+66.67	12.5	7.5	+5	+66.67	12.5	7.5	+5	+66.67	12.5	7.5	+5	+66.67
6.25	3.75	+2.5	+66.67	6.25	3.75	+2.5	+66.67	6.25	3.75	+2.5	+66.67	6.25	3.75	+2.5	+66.67	6.25	3.75	+2.5	+66.67
3.125	1.875	+1.25	+66.67	3.125	1.875	+1.25	+66.67	3.125	1.875	+1.25	+66.67	3.125	1.875	+1.25	+66.67	3.125	1.875	+1.25	+66.67
1.5625	0.9375	+0.625	+66.67	1.5625	0.9375	+0.625	+66.67	1.5625	0.9375	+0.625	+66.67	1.5625	0.9375	+0.625	+66.67	1.5625	0.9375	+0.625	+66.67
0.78125	0.46875	+0.3125	+66.67	0.78125	0.46875	+0.3125	+66.67	0.78125	0.46875	+0.3125	+66.67	0.78125	0.46875	+0.3125	+66.67	0.78125	0.46875	+0.3125	+66.67
0.390625	0.234375	+0.15625	+66.67	0.390625	0.234375	+0.15625	+66.67	0.390625	0.234375	+0.15625	+66.67	0.390625	0.234375	+0.15625	+66.67	0.390625	0.234375	+0.15625	+66.67
0.1953125	0.1171875	+0.078125	+66.67	0.1953125	0.1171875	+0.078125	+66.67	0.1953125	0.1171875	+0.078125	+66.67	0.1953125	0.1171875	+0.078125	+66.67	0.1953125	0.1171875	+0.078125	+66.67
0.09765625	0.05859375	+0.0390625	+66.67	0.09765625	0.05859375	+0.0390625	+66.67	0.09765625	0.05859375	+0.0390625	+66.67	0.09765625	0.05859375	+0.0390625	+66.67	0.09765625	0.05859375	+0.0390625	+66.67
0.048828125	0.029296875	+0.01953125	+66.67	0.048828125	0.029296875	+0.01953125	+66.67	0.048828125	0.029296875	+0.01953125	+66.67	0.048828125	0.029296875	+0.01953125	+66.67	0.048828125	0.029296875	+0.01953125	+66.67
0.0244140625	0.0146484375	+0.009765625	+66.67	0.0244140625	0.0146484375	+0.009765625	+66.67	0.0244140625	0.0146484375	+0.009765625	+66.67	0.0244140625	0.0146484375	+0.009765625	+66.67	0.0244140625	0.0146484375	+0.009765625	+66.67
0.01220703125	0.00732421875	+0.0048828125	+66.67	0.01220703125	0.00732421875	+0.0048828125	+66.67	0.01220703125	0.00732421875	+0.0048828125	+66.67	0.01220703125	0.00732421875	+0.0048828125	+66.67	0.01220703125	0.00732421875	+0.0048828125	+66.67
0.006103515625	0.003662109375	+0.00244140625	+66.67	0.006103515625	0.003662109375	+0.00244140625	+66.67	0.006103515625	0.003662109375	+0.00244140625	+66.67	0.006103515625	0.003662109375	+0.00244140625	+66.67	0.006103515625	0.003662109375	+0.00244140625	+66.67
0.0030517578125	0.00183109375	+0.001220703125	+66.67	0.0030517578125	0.00183109375	+0.001220703125	+66.67	0.0030517578125	0.00183109375	+0.001220703125	+66.67	0.0030517578125	0.00183109375	+0.001220703125	+66.67	0.0030517578125	0.00183109375	+0.001220703125	+66.67
0.00152587890625	0.000915546875	+0.0006103515625	+66.67	0.00152587890625	0.000915546875	+0.0006103515625	+66.67	0.00152587890625	0.000915546875	+0.0006103515625	+66.67	0.00152587890625	0.000915546875	+0.0006103515625	+66.67	0.00152587890625	0.000915546875	+0.0006103515625	+66.67
0.000762939453125	0.000457765625	+0.00030517578125	+66.67	0.000762939453125	0.000457765625	+0.00030517578125	+66.67	0.000762939453125	0.000457765625	+0.00030517578125	+66.67	0.000762939453125	0.000457765625	+0.00030517578125	+66.67	0.000762939453125	0.000457765625	+0.00030517578125	+66.67
0.0003814697265625	0.000228884375	+0.000152587890625	+66.67	0.0003814697265625	0.000228884375	+0.000152587890625	+66.67	0.0003814697265625	0.000228884375	+0.000152587890625	+66.67	0.0003814697265625	0.000228884375	+0.000152587890625	+66.67	0.0003814697265625	0.000228884375	+0.000152587890625	+66.67
0.00019073486328125	0.0001144421875	+0.0000762939453125	+66.67	0.00019073486328125	0.0001144421875	+0.0000762939453125	+66.67	0.00019073486328125	0.0001144421875	+0.0000762939453125	+66.67	0.00019073486328125	0.0001144421875	+0.0000762939453125	+66.67	0.00019073486328125	0.0001144421875	+0.0000762939453125	+66.67
0.000095367431640625	0.00005722109375	+0.00003814697265625	+66.67	0.000095367431640625	0.00005722109375	+0.00003814697265625	+66.67	0.000095367431640625	0.00005722109375	+0.00003814697265625	+66.67	0.000095367431640625	0.00005722109375	+0.00003814697265625	+66.67	0.000095367431640625	0.00005722109375	+0.00003814697265625	+66.67
0.0000476837158203125	0.0000286109375	+0.000019073486328125	+66.67	0.0000476837158203125	0.0000286109375	+0.000019073486328125	+66.67	0.0000476837158203125	0.0000286109375	+0.000019073486328125	+66.67	0.0000476837158203125	0.0000286109375	+0.000019073486328125	+66.67	0.0000476837158203125	0.0000286109375	+0.000019073486328125	+66.67
0.00002384185791015625	0.00001430546875	+0.0000095367431640625	+66.67	0.00002384185791015625	0.00001430546875	+0.0000095367431640625	+66.67	0.00002384185791015625	0.00001430546875	+0.0000095367431640625	+66.67	0.00002384185791015625	0.00001430546875	+0.0000095367431640625	+66.67	0.00002384185791015625	0.00001430546875	+0.0000095367431640625	+66.67
0.000011920928955078125	0.00000715546875	+0.00000476837158203125	+66.67	0.000011920928955078125	0.00000715546875	+0.00000476837158203125	+66.67	0.000011920928955078125	0.00000715546875	+0.00000476837158203125	+66.67	0.000011920928955078125	0.00000715546875	+0.00000476837158203125	+66.67	0.000011920928955078125	0.00000715546875	+0.00000476837158203125	+66.67
0.0000059604644775390625	0.00000358546875	+0.000002384185791015625	+66.67	0.0000059604644775390625	0.00000358546875	+0.000002384185791015625	+66.67	0.0000059604644775390625	0.00000358546875	+0.000002384185791015625	+66.67	0.0000059604644775390625	0.00000358546875	+0.000002384185791015625	+66.67	0.0000059604644775390625	0.00000358546875	+0.000002384185791015625	+66.67
0.00000298023223876953125	0.000001792734375	+0.0000011920928955078125	+66.67	0.00000298023223876953125	0.000001792734375	+0.0000011920928955078125	+66.67	0.00000298023223876953125	0.000001792734375	+0.0000011920928955078125	+66.67	0.00000298023223876953125	0.000001792734375	+0.0000011920928955078125	+66.67	0.00000298023223876953125	0.000001792734375	+0.0000011920928955078125	+66.67
0.000001490116119384765625	0.0000008957265625	+0.00000059604644775390625	+66.67	0.000001490116119384765625	0.0000008957265625	+0.00000059604644775390625	+66.67	0.000001490116119384765625	0.0000008957265625	+0.00000059604644775390625	+66.67	0.000001490116119384765625	0.0000008957265625	+0.00000059604644775390625	+66.67	0.000001490116119384765625	0.0000008957265625	+0.00000059604644775390625	+66.67
0.0000007450580596923828125	0.00000044786328125	+0.000000298023223876953125	+66.67	0.0000007450580596923828125	0.00000044786328125	+0.000000298023223876953125	+66.67	0.0000007450580596923828125	0.00000044786328125	+0.000000298023223876953125	+66.67	0.0000007450580596923828125	0.00000044786328125	+0.000000298023223876953125	+66.67	0.0000007450580596923828125	0.00000044786328125	+0.000000298023223876953125	+66.67
0.00000037252902984609375	0.000000223931640625	+0.0000001490116119384765625	+66.67	0.00000037252902984609375	0.000000223931640625	+0.0000001490116119384765625	+66.67	0.00000037252902984609375	0.000000223931640625	+0.0000001490116119384765625	+66.67	0.00000037252902984609375	0.000000223931640625	+0.0000001490116119384765625	+66.67	0.00000037252902984609375	0.000000223931640625	+0.0000001490116119384765625	+66.67
0.000000186264514923046875	0.0000001119658203125	+0.00000007450580596923828125	+66.67	0.000000186264514923046875	0.0000001119658203125	+0.00000007450580596923828125	+66.67	0.000000186264514923046875	0.0000001119658203125	+0.00000007450580596923828125	+66.67	0.000000186264514923046875	0.0000001119658203125	+0.00000007450580596923828125	+66.67	0.000000186264514923046875	0.0000001119658203125	+0.00000007450580596923828125	+66.67
0.0000000931322574615234375	0.00000005598291015625	+0.000000037252902984609375	+66.67	0.0000000931322574615234375	0.00000005598291015625	+0.0000000003													

هنا امن الفصل